

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

ETATS-UNIS

Ronald Reagan



prêche

la paix

pour préparer

la guerre

POLOGNE

Une des récentes manifestations de Varsovie. (DR)



**L'enjeu des débats
dans Solidarité clandestine**

Sommaire du numéro 128 du 14 juin 1982

3	AMERIQUE CENTRALE	Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe	IVe INTERNATIONALE
4	MILITARISATION	Ronald Reagan prépare la guerre et prêche la limitation des armements stratégiques	Vincent KERMEL
7	IRAN-IRAK	En défense de la révolution iranienne	IVe INTERNATIONALE
8	FRANCE	Changements tactiques et continuité stratégique de l'impérialisme français	Claude GABRIEL
12	POLOGNE	L'enjeu des débats de Solidarité : définir une stratégie pour la résistance	Jacqueline ALLIO
18	—	« Guerre de position »	Zbigniew BUJAK
19	—	« La troisième possibilité »	Wiktor KULERSKI
20	—	« Vous avez une chance historique »	Jacek KURON
22	ATLANTIQUE-SUD	Grande-Bretagne, bas les pattes devant les Malouines !	IVe INTERNATIONALE
24	GRANDE-BRETAGNE	Le Parti social-démocrate (SDP) : un partenaire pour les conservateurs, une arme contre les travailleurs	Steve POTTER
26	—	Le mouvement ouvrier et les revendications spécifiques des femmes	Judith ARKWRIGTH
28	ETATS-UNIS	La crise de l'industrie automobile américaine	Dick ROBERTS
32	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	DANEMARK : Congrès du SAP — IVE INTERNATIONALE : Second plénum du Comité exécutif international (CEI) — IRAN : Liberté pour Atai et Falsafi — MEXIQUE : Campagne électorale et construction du PRT — TCHECOSLOVAQUIE : Libération des détenus politiques de la Charte 77 et du VONS — ILE MAURICE : Victoire possible du MMM aux élections — CHINE : En défense de Lau San Chin — FRANCE : Le PCI rompt l'unité contre Reagan-la-guerre.	
36		Paris, Rome, Londres, Anvers : des centaines de milliers contre Reagan-la-guerre	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 180 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 200 FF ; Afrique et Amériques : 230 FF ; Asie : 245 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue : _____

Commune _____

[illegible]

Réabonnement

Abonnement

☐

Solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe!

Déclaration du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale du 27 mai 1982

Une guerre impérialiste est menée actuellement contre les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe. C'est la réponse apportée par le gouvernement de Ronald Reagan et ses alliés aux progrès de la lutte révolutionnaire dans l'ensemble de la région.

Depuis qu'il y a trois ans, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) et le New Jewel Movement (NJM) ont dirigé au Nicaragua et à Grenade le renversement révolutionnaire de leurs dictatures haïes, les ouvriers et les paysans d'Amérique centrale et de la Caraïbe ont approfondi leurs luttes. Chaque jour, ils renforcent leur combat contre la domination impérialiste qui ne leur a apporté que des décennies de misère et de souffrance.

Face aux progrès révolutionnaires dans toute la région, la classe dominante des Etats-Unis n'a qu'une seule alternative : l'utilisation exclusive du pouvoir militaire pour protéger ses intérêts impérialistes.

Au Salvador, le peuple en armes, dirigé par le Front Farabundo Martí de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire (FMLN-FDR) continue à renforcer ses capacités politiques et militaires et à étendre son offensive diplomatique internationale. A la suite de la farce électorale du 28 mars, l'ambassade yankee a mis en place le nouveau gouvernement de Alvaro Magana. Depuis lors, les massacres et les tortures ont augmenté, et même la misérable « réforme agraire » de Napoleon Duarte a été annulée. Un nouveau contingent d'officiers et de soldats entraînés aux USA est entré en action.

La dictature salvadorienne occupe la quatrième place parmi les gouvernements réactionnaires du monde qui reçoivent la plus importante aide militaire nord-américaine.

Au Guatemala, l'unité forgée par les forces révolutionnaires et la participation toujours plus importante des masses indiennes, qui constituent la majorité du peuple guatémaltèque dans sa lutte anti-impérialiste, a eu pour réponse le coup d'Etat militaire du mois de mars dernier, qui a porté au pouvoir la junte militaire dirigée par le général Rios Montt. La junte a multiplié les déclarations démagogiques sur la nécessité de l'« amour chrétien » et de la « paix civile », qui ont seulement servi de couverture pour la reprise

de l'aide américaine. Avec cette aide, le général Rios Montt est en train d'organiser de nouveaux et plus brutaux massacres contre le peuple guatémaltèque dans les zones rurales, en particulier contre les Indiens Quiché, et d'accroître son offensive militaire contre l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (URNG).

Tandis que les forces révolutionnaires du Salvador et du Guatemala luttent pour abattre les sanglantes dictatures pro-impérialistes, les ouvriers et les paysans du Nicaragua et de Grenade se mobilisent pour lutter jusqu'au bout, en défense de leurs gouvernements révolutionnaires et de leurs conquêtes sociales, économiques et politiques. Comme cela a été proclamé lors de la célébration du 1er Mai à Managua : « Nous défendrons la Révolution en construisant le socialisme ! »

« Sandino hier, Sandino aujourd'hui, Sandino toujours » (DR)



vers l'abolition de l'exploitation capitaliste et de l'oppression au Nicaragua.

A Grenade, un processus similaire est en cours. Le peuple travailleur de cette île de la Caraïbe est en train d'approfondir ses conquêtes économiques et sociales. Il doit s'affronter aux tentatives de déstabilisation et aux autres opérations contre-révolutionnaires financées et dirigées par divers secteurs impérialistes, auxquels se sont ajoutées les grandes manœuvres militaires dans la Caraïbe qui ont réalisé des simulacres d'invasion de Grenade.

Durant ces derniers mois, quatre

Devant ces nouveaux progrès, l'agression impérialiste a déjà atteint un niveau qualitativement supérieur. Chaque jour, le combat se mène sur deux fronts, contre les bandes contre-révolutionnaires armées par l'impérialisme qui opèrent d'un côté depuis le Honduras et de l'autre depuis le Costa Rica.

De plus, l'impérialisme américain est en train d'organiser un gouvernement contre-révolutionnaire en exil, avec le projet de l'implanter sur le sol nicaraguayen, d'où ce gouvernement fantôme pourra « légitimement » réclamer l'intervention impérialiste ouverte et directe.

Le sabotage, l'étranglement économique, l'isolement diplomatique ..., toutes ces armes sont utilisées pour essayer d'affaiblir le peuple nicaraguayen et d'abattre le premier gouvernement ouvrier et paysan d'Amérique centrale, qui avance

manœuvres navales ont été organisées, avec la participation conjointe de forces des principales puissances impérialistes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN). Leurs objectifs ne sont pas seulement l'intimidation, par dessus tout, elles constituent la répétition générale d'un blocus et d'un débarquement en n'importe quel point de la région où l'impérialisme décidera d'attaquer.

Le problème est évident pour Washington. Cuba se tient fermement aux côtés du Salvador et du Guatemala, du Nicaragua et de Grenade. L'escalade mili-

taire impérialiste cherche à écraser la montée des luttes révolutionnaires dans toute la région. Aujourd'hui, c'est le peuple du Salvador qui souffre la plus dure agression impérialiste dans la région. Mais l'objectif final de Washington ne peut qu'être l'Etat ouvrier cubain. L'impérialisme sait que Cuba appuyera jusqu'au bout la lutte de tous les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe, et tant que Cuba révolutionnaire vit, l'offensive réactionnaire actuelle ne pourra triompher.

La guerre que l'impérialisme anglo-américain est en train de livrer contre l'Argentine se combine avec l'offensive impérialiste en Amérique centrale : elle est aussi destinée à intimider les peuples travailleurs de toute l'Amérique latine, leur démontrant qu'ils ne doivent pas avoir l'audace d'affirmer leur droit à être maîtres de leurs propres terres, de leurs propres ressources, de leur propre destin.

L'agression anglo-américaine contre l'Argentine et ses conséquences dans toute l'Amérique latine ont créé des difficultés pour les plans de guerre impérialistes et de ses alliés régionaux. Mais l'intervention yankee sera néanmoins à l'avenir plus importante et plus directe en Amérique centrale et dans la Caraïbe. L'impérialisme US ne renoncera à aucun moyen pour empêcher l'extension de la révolution socialiste dans ce qu'on a pu appeler son « arrière-cour ».

Nous sommes en train de vivre des moments décisifs. Il faut lutter pour empêcher l'offensive de guerre impérialiste d'atteindre ses objectifs. Les révolutionnaires du Salvador, du Nicaragua, du Guatemala, de Grenade, de Cuba ... n'ont pas reculé d'un seul pas. Au contraire, ils augmentent chaque jour plus leur autorité auprès de leurs peuples et leur capacité d'initiative sur tous les terrains. De nouvelles victoires révolutionnaires, de nouveaux Etats ouvriers sont en train de naître en Amérique centrale et dans la Caraïbe. La solidarité internationale, unitaire et combative, avec les progrès de la révolution, jouera un rôle décisif dans les luttes qui s'annoncent. Nos frères et nos sœurs qui sont dans les tranchées de la bataille en Amérique centrale et dans la Caraïbe combattent en défense des intérêts de tous les peuples travailleurs du monde. Leur lutte est la nôtre.

Il faut renforcer les comités de solidarité ! Le Front mondial de solidarité avec le peuple du Salvador montre la voie à suivre pour la coordination unitaire de la solidarité. La mobilisation des plus larges forces dans l'action contre l'escalade militaire de l'impérialisme en Amérique centrale et dans la Caraïbe doit être une tâche centrale. La IVe Internationale s'engage à continuer et à développer de toutes ses forces ces tâches de solidarité.

— Halte à l'intervention impérialiste !
— Solidarité internationale avec les peuples de l'Amérique centrale et de la Caraïbe !

Comité exécutif international (CEI)
de la IVe INTERNATIONALE
27 mai 1982.

MILITARISATION

Ronald Reagan prêche la limitation des armes nucléaires mais prépare la guerre

Vincent KERMEL

A la veille de son périple en Europe, le président Ronald Reagan a entrepris une vaste opération de charme destinée à lui forger un profil de promoteur de la paix. La raison première en a été fournie par une réflexion du responsable du service de presse de la Maison Blanche, David Gergen, qui a précisé que le président américain allait avoir « une occasion d'atteindre le public européen car beaucoup d'Européens ne connaissent pas bien le président et ne comprennent pas bien sa politique ». (Le Monde, 2 juin 1982).

Par le relais dont elle bénéficie dans la presse bourgeoise, l'offensive idéologique de Ronald Reagan se donne pour objectif de couper l'herbe sous les pieds des organisateurs des rassemblements de protestation de Paris, Rome, Londres, Bonn ... Mais elle doit surtout permettre de détourner l'attention des préparatifs, bien réels, d'intervention impérialiste directe en Amérique centrale et de la guerre anglo-américaine contre l'Argentine.

LES PROPOSITIONS DE DESARMEMENT DE « REAGAN-LA-GUERRE »

Le chef de file de l'impérialisme US, qui envisageait froidement en octobre dernier l'éventualité d'une guerre nucléaire « limitée » sur le Vieux Continent et menaçait de frapper Cuba considérée comme « la source » de l'approvisionnement en armes des révolutionnaires salvadoriens, vient de proposer, le 9 mai dernier, l'ouverture de négociations avec l'Union soviétique sur la réduction des armements stratégiques. Quelques jours plus tard, on apprenait que de telles conversations bilatérales entre l'URSS et les USA devaient s'ouvrir à partir du 29 juin prochain à Genève.

Bloquées depuis trois ans par le refus du Sénat et de la nouvelle administration américaine de ratifier l'accord Salt-II signé en 1979 par Jimmy Carter — alors président des USA — et Leonid Brejnev, les négociations sur la limitation des armements stratégiques seraient donc sur le point de reprendre. Alors même qu'il a toujours refusé de contresigner ces accords Salt-II, Ronald Reagan a même proclamé, en ce qui concerne les accords

existants : « Nous nous abstenons d'entreprendre des actions qui leur porteraient atteinte aussi longtemps que l'Union soviétique fera preuve de la même retenue. » (Le Monde, 2 juin 1982). La volte-face diplomatique du président américain cache pourtant mal ses préoccupations manœuvrières. L'administration Reagan, qui n'a cessé de développer une politique de militarisation à outrance, n'a en effet nullement changé d'option.

Les propositions faites par les Etats-Unis à l'URSS en matière de diminution des armements stratégiques sont d'ailleurs limpides. Ronald Reagan n'a rien envisagé d'autre que la réduction du tiers des missiles nucléaires intercontinentaux à longue portée ; mais pas de tous les missiles de cette catégorie, seulement de leur composante au sol. Or, si ces derniers constituent les plus anciens et les plus facilement repérables, donc les plus vulnérables et les moins efficaces, ils représentent surtout les deux tiers du potentiel des missiles nucléaires de l'Union soviétique et une part beaucoup plus faible de ceux des Etats-Unis. L'impérialisme américain dispose en effet d'une plus grande avance par rapport à l'Union soviétique en ce qui concerne les missiles nucléaires intercontinentaux installés sur des avions ou des sous-marins. Les Etats-Unis sont d'ailleurs en train de quadriller le monde entier avec de tels engins. La proposition américaine de « réduction » des missiles intercontinentaux au sol revient donc à vouloir tout simplement imposer un désarmement partiel unilatéral ... de l'URSS.

Même si les légitimes aspirations des travailleurs du monde entier au droit à la libre disposition de leur sort et à la paix n'ont rien à attendre de prétendues négociations de désarmement entre les fauteurs de guerre impérialistes et les inspirateurs du général polonais Jaruzelski, on ne peut qu'être profondément révolté du culot et de l'hypocrisie sans bornes du président américain.

LES PREPARATIFS D'INTERVENTION EN AMERIQUE CENTRALE

Au moment même où Ronald Reagan tenait des propos conciliants sur la paix, le 9 mai dernier, 45 000 soldats américains, 60 navires de guerre et 350 avions participaient à des manœuvres mi-

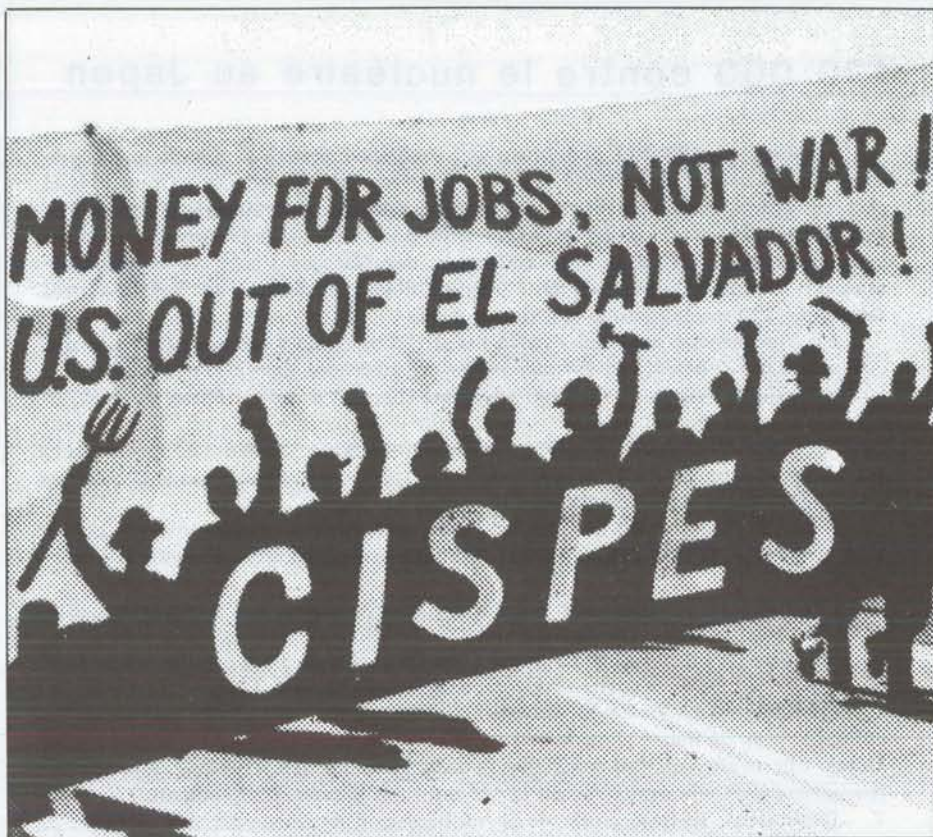
litaires qui ont duré trois semaines dans la Caraïbe. Ces manœuvres, dénommées « Ocean Venture 82 », se sont déroulées à partir des bases US de la région, celles de Californie aux USA, de Porto Rico, des îles Vierges et de Guantanamo à Cuba. Ces manœuvres navales ont constitué de véritables préparatifs de guerre contre-révolutionnaire, une sorte de grande répétition générale de ce que l'impérialisme pourrait entreprendre pour s'opposer à la montée révolutionnaire en Amérique centrale.

Selon le quotidien américain *Miami Herald* du 9 mai, ces manœuvres, entamées deux jours auparavant, simulaient l'invasion de l'île de Vieques à Porto Rico : « Vieques représente un pays mythique appelé "Marron". Les Etats-Unis, chargés de protéger les voies maritimes vitales mais incertaines de la Caraïbe, sont en guerre contre "Marron" qui est intervenu dans la région et a envoyé des armes en Amérique centrale. Les forces "Marron" à Vieques — un millier d'hommes environ — sont équipées d'uniformes marrons et de casques semblables à ceux des soldats de l'Union soviétique. » Ces entraînements, qui n'ont rien d'innocent, contribuent à préparer les forces américaines à toute une palette de possibilités d'interventions militaires contre la révolution centro-américaine, comme l'avait exigé le Pentagone il y a quelques mois.

Le dispositif contre-révolutionnaire en Amérique centrale s'est d'ailleurs considérablement renforcé ces derniers mois. Après la mise en place, sous l'influence de l'ambassade US de San Salvador, d'un véritable cabinet de guerre autour du nouveau président salvadorien Alvaro Magaña, les opérations répressives de la dictature ont repris de plus belle. Le comité des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américain vient d'approuver, le 12 mai, la demande de l'administration Reagan d'une aide de 60 millions de dollars à la dictature salvadorienne.

Parallèlement au renforcement considérable de l'encadrement des forces armées honduriennes, en préparation de l'encerclement contre-révolutionnaire du Nicaragua, les Etats-Unis organisent la reprise de l'aide militaire à la junte du général Rios Montt au Guatemala. Le 2 juin, le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires interaméricaines de l'administration Reagan s'est rendu à Ciudad Guatemala. Après s'être entretenu avec les représentants de la nouvelle équipe au pouvoir depuis le coup d'Etat du 23 mars dernier, il s'est déclaré satisfait des progrès du régime en matière de droits de l'homme, alors même que les opérations contre la guérilla et les massacres de populations indiennes font rage dans certaines régions du pays.

Enfin, au Nicaragua, les raids contre-révolutionnaires des anciens gardes somozistes se multiplient à partir des frontières, tandis que les projets d'opposition réactionnaire aux sandinistes commencent à se formaliser. Ainsi, la trajectoire actuelle de l'ex-commandant Eden Pastora est significative des magouilles diplomatiques d'isolement de la révolu-



« Des crédits pour les emplois pas pour la guerre » : manifestation aux Etats-Unis. (DR)

tion sandiniste qui s'articulent avec les agressions armées des anciens partisans de Somoza. Expulsé du Costa Rica vers le Portugal où il a été reçu par Mario Soares, le dirigeant du Parti socialiste portugais (PSP), Eden Pastora a annoncé la formation d'un gouvernement révolutionnaire d'unité populaire (GRUP) en exil, le 3 juin, dont l'objectif avoué est le renversement du gouvernement sandiniste.

LA GUERRE ANGLO-AMERICAINE DES MALOINES

Enfin, le militarisme des Etats-Unis et leur politique de grande puissance se sont aussi exprimés lors de l'agression britannique contre l'Argentine. C'est sans hésitation que l'impérialisme américain s'est rangé aux côtés de Margaret Thatcher. Et son soutien n'est pas resté seulement diplomatique. Outre le rôle de tête de pont qu'a joué à cette occasion la base américaine de l'île de l'Ascension — mise à la disposition des forces britanniques comme pour mieux rappeler à la face du monde la fonction de telles bases militaires —, l'administration Reagan vient de reconnaître qu'elle ne s'est pas contentée de fournir un ravitaillement en carburant et des facilités de communications aux Britanniques. Le correspondant du *Monde* à Washington note, dans l'édition du 29 mai de ce journal, que les USA « ont officiellement reconnu jeudi (26 mai) que des livraisons de matériels militaires à la Royal Navy avaient été intensifiées depuis le début du conflit. Il s'agit de trois sortes d'équipements : des missiles mobiles sol-

air Hawk, des missiles air-air et des plaques de métal pour allonger les pistes de décollage et d'atterrissage sur les îles ». Cette aide est indispensable à la Grande-Bretagne. Le *New York Times* du 26 mai précisait à ce propos que les forces britanniques avaient utilisé ce matériel pour « résister aux attaques de l'aviation argentine ».

Par delà leur aide immédiate à l'impérialisme britannique, les USA veulent tirer un profit politique de la guerre des Malouines sous plusieurs angles. Tout d'abord, en démontrant par la force la capacité militaire de l'impérialisme de mettre au pas tout Etat dominé, en n'importe quel point du globe. Cette leçon s'adresse à tous les peuples en lutte de par le monde. Elle est destinée à obtenir un renforcement politique de l'impérialisme. Par ailleurs, les Etats-Unis entendent aussi démontrer l'utilité du parapluie militaire américain aux bourgeoisies européennes. En période de crise internationale, tout Etat impérialiste peut être amené à avoir un besoin pressant de l'aide logistique et diplomatique américaine. Selon Ronald Reagan, une plus grande cohésion du camp occidental sous le leadership américain est une nécessité démontrée par la guerre des Malouines. Les généraux des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) semblent d'ailleurs dans l'ensemble assez sensibles à ces arguments. Enfin, les dirigeants des Etats-Unis vont tirer profit des combats de l'Atlantique-Sud pour leur politique de renforcement du potentiel militaire conventionnel des Etats impérialistes.

Les fameux 3 % d'augmentation, en

400 000 contre le nucléaire au Japon

Le 23 mai, 400 000 personnes ont manifesté contre la course aux armements nucléaires à Tokyo. La mobilisation était appelée par le « Comité de la paix de Tokyo pour l'abolition des armes nucléaires et le désarmement ». Elle était soutenue par le « Mouvement national pour demander l'interdiction totale des armes nucléaires à la IIe Conférence des Nations Unies sur le désarmement », conjointement avec le « Comité d'action ad hoc de Tokyo », qui rassemble 320 organisations et groupes divers.

Le Mouvement national contre les armes nucléaires est une structure qui comprend des syndicats et diverses autres organisations liées à la centrale syndicale réformatrice Sohyo et au Parti socialiste. Le mot d'ordre officiel de la manifestation du 23 mai était « *Barrons la route à la guerre nucléaire ! Que le cœur de Hiroshima-Nagasaki batte dans le monde entier !* ». Le Parti communiste et les organisations qu'il influence, ainsi que toutes les organisations d'extrême gauche participaient à la mobilisation.

Déjà, le 21 mars dernier, 150 000 personnes avaient manifesté sur le même mot d'ordre à Hiroshima, à l'appel des comités locaux des mouvements anti-nucléaires.

Ces deux rassemblements ont été de grands succès. Les participants sont venus de tout le pays. La manifestation de Tokyo a presque égalé en nombre les plus importantes mobilisations populaires du Japon de l'après-guerre contre la révision du Traité de sécurité nippo-américain, en mai-juin 1960.

La ligne officielle de la direction du Sohyo est celle d'une campagne de collaboration de classe pour la paix qui s'adresse à la Conférence des Nations Unies. Elle avait tout fait pour que la mobilisation n'apparaisse pas comme anti-américaine et elle avait interdit la présence des banderoles syndicales.

Cependant, la base réelle de la mobilisation de masse est très différente. Les manifestations de Hiroshima et de Tokyo reflètent en fait la préoccupation croissante des travailleurs face à l'escalade de militarisation du gouvernement du Parti libéral démocratique (LDP) et face à la campagne de réarmement impérialiste du gouvernement Reagan.

De larges secteurs de masse se sont spontanément mobilisés pour participer à ces manifestations, ce qui montre le très large potentiel d'un mouvement anti-impérialiste et anti-guerre au Japon, contre l'alliance nippo-américaine et contre la course aux armements.

Le groupe des militants syndicaux du courant lutte de classe Rodoh-Joho et les organisations d'extrême gauche ont participé aux mobilisations sous leurs banderoles et avec leurs propres mots d'ordre contre la militarisation. A la fin de la manifestation de Tokyo, ils ont organisé un meeting qui a regroupé environ 20 000 personnes.

termes réels, des dépenses militaires conseillées par Ronald Reagan aux Etats membres de l'OTAN se verraient ainsi justifiées. Tout comme les efforts pour améliorer et développer les capacités militaires des différentes forces navales. La hiérarchie militaire britannique se trouve aujourd'hui bien embarrassée, pour son entreprise impérialiste aux Malouines, d'avoir décidé il y a quelques années de réduire les crédits de la Royal Navy. Car, pour les USA, il ne suffit pas de disposer d'une puissante force de déploiement rapide, encore faut-il disposer des navires et de l'infrastructure nécessaires à son acheminement. Les problèmes de communications et de ravitaillement se posent donc. D'où la politique impérialiste de multiplication des bases militaires dans le Pacifique ou l'Océan Indien. Les USA entendent amener leurs alliés occidentaux à comprendre, comme l'a déclaré le secrétaire d'Etat à la Défense, Caspar Weinberger, au *New York Times* du 16 mai, que « *les membres de l'Alliance atlantique ont des intérêts hors des frontières de l'OTAN et doivent être prêts à envoyer des forces pour protéger ces intérêts* ». Demain en Amérique centrale, contre la Révolution iranienne ou encore pour as-

surer l'approvisionnement en pétrole des Etats occidentaux ...

REAGAN SUIVI PAR LES BOURGEOISIES OCCIDENTALES

Au-delà de l'hypocrisie des propositions américaines de « désarmement », celles-ci sont aussi un élément de la poursuite de l'objectif fondamental de l'impérialisme américain : entraîner à sa suite l'ensemble des gouvernements occidentaux. Derrière des formulations faussées « pacifistes », Ronald Reagan l'a réaffirmé récemment : « *Notre but est la paix. Nous pouvons obtenir cette paix par le renforcement de nos alliances, en parlant franchement des dangers qui se présentent à nous, en assurant nos adversaires potentiels de notre fermeté, en mettant à profit activement chaque chance de négociation honnête et fructueuse.* » (*International Herald Tribune*, 1er juin 1982). Or, force est de constater que les dernières réactions des capitales occidentales représentent un succès pour la diplomatie américaine.

Au moment où l'Espagne intègre l'OTAN et où la Grande-Bretagne n'a pas

grand-chose à refuser au grand frère yankee, les Etats-Unis peuvent se sentir satisfaits des prises de positions social-démocrates en France et en Allemagne fédérale. La social-démocratie allemande au pouvoir à Bonn, qui avait réaffirmé, lors de son récent Congrès, son soutien à la décision de l'OTAN d'installation des fusées Pershing sur le territoire de l'Allemagne fédérale, s'est empressée de féliciter Ronald Reagan de ses propositions de négociations avec l'URSS. Le Parti social-démocrate (SPD) a, en effet, abolument besoin de ces petits gestes de l'impérialisme US pour faire contre-feu aux propositions de désarmement unilatéral et aux revendications de retrait des fusées Pershing qui mobilisent une bonne partie du mouvement pacifiste. La nouvelle « ouverture » de Ronald Reagan devrait faciliter la tâche des sociaux-démocrates dans leurs efforts pour diviser le mouvement pacifiste sur cette question.

« *La remarquable identité de vues* » de François Mitterrand et de Ronald Reagan sur les objectifs de l'Alliance atlantique, affirmée par Alexander Haig dès son arrivée à Paris, début juin, illustre le cours pro-atlantiste de la politique du gouvernement français. La direction du Parti socialiste (PS) français a dénoncé la manifestation d'opposition à la politique agressive de l'impérialisme US du 5 juin à Paris comme « *unilatérale dans son inspiration* ». Le PS a réaffirmé dans un récent document la nécessité du renforcement du potentiel militaire de la France. « *La France doit contribuer à la sécurité de ses partenaires et à l'existence d'une véritable dissuasion sur le Vieux Continent* », laquelle est, comme on s'en doute, exclusivement orientée contre l'URSS et les pays du Pacte de Varsovie. Dans la foulée de Ronald Reagan, le PS souhaite qu'un « *démantèlement des SS-20 soviétiques rende possible un accord sur la limitation de nouveaux systèmes stratégiques des deux grandes puissances implantées en Europe* ».

Voilà donc un langage et une politique qui a de quoi, au-delà de quelques divergences, satisfaire pleinement Ronald Reagan.

Reste toutefois que le mouvement de masse contre la militarisation et les guerres impérialistes sera certainement plus lucide que les dirigeants sociaux-démocrates sur la véritable nature des propositions américaines. En descendant dans la rue, des dizaines et des centaines de milliers de personnes à travers toute l'Europe crieront en ce début de juin leur opposition à la politique américaine et à celle de leurs gouvernements respectifs qui lui emboîtent le pas. Dans ces mobilisations, les sections de la IVe Internationale seront présentes. Ces manifestations représentent un palier décisif de la construction d'un vaste mouvement mondial anti-interventionniste, pour le soutien aux révolutions centro-américaines et contre la militarisation de l'impérialisme. ■

Vincent KERMEL
4 juin 1982.

En défense de la révolution iranienne!

Déclaration du Comité exécutif international (CEI) de la IVE Internationale du 27 mai 1982

Le Comité exécutif international (CEI) de la IVE Internationale soutient les millions d'exploités et le peuple d'Iran qui sont descendus dans les rues pour saluer la défaite de l'armée d'invasion irakienne et la reconquête de la ville de Korrumschar par l'Iran. Au tout début de la guerre, il y a maintenant vingt mois, les jeunes combattants iraniens, soutenus par la population arabe de la région, avaient opposé une résistance héroïque mais vaine à l'occupation irakienne de leur cité. En souvenir, le peuple d'Iran a rebaptisé Korrumschar « Cité du Sang ». Bien que les troupes irakiennes n'aient pas encore été complètement chassées d'Iran, la victoire de Khoninshar n'a pas seulement une énorme signification symbolique pour les masses iraniennes, elle constitue un grand pas en avant pour défaire l'agression impérialiste et irakienne contre la révolution iranienne.

En réponse à ces succès militaires décisifs de l'Iran, les porte-parole de l'impérialisme et des régimes pro-impérialistes, tels que ceux de l'Égypte ou de l'Arabie Saoudite, mettent en garde l'Iran contre les conséquences qu'entraînerait toute initiative des troupes iraniennes à l'intérieur des frontières irakiennes pour protéger les frontières iraniennes et empêcher le bombardement du territoire iranien. Ils renforcent un front contre-révolutionnaire face à la révolution iranienne.

Ce qu'ils redoutent en réalité, c'est l'impact que cette révolution et la défaite de l'agression contre-révolutionnaire irakienne auront sur les luttes de classe de toute la région.

C'est pour cette raison que Washington et les autres puissances impérialistes, retranchés derrière un rideau de fumée de prétendue neutralité, ont soutenu l'invasion irakienne dès le début. Ils la considéraient comme une pièce maîtresse dans leur bataille pour écraser la révolution des travailleurs et des paysans iraniens. Le secrétaire d'Etat US, le général Alexander Haig, l'a clairement exprimé cette semaine en déclarant que Washington était préoccupé par la retraite irakienne, dans la mesure où « la neutralité » américaine dans cette guerre ne pouvait être confondue avec de « l'indifférence ».

L'impérialisme craint que de nouvelles avancées de l'Iran dans l'expulsion des armées irakiennes et la consolidation de ses frontières n'entraînent la crise du régime de Saddam Hussein et ne stimule la mobilisation des travailleurs et paysans d'Irak. Il a peur d'une déstabilisation des maîtres réactionnaires et pro-impérialistes

d'Arabie Saoudite, du Koweït et de Jordanie. Il a peur de l'encouragement que cela pourrait signifier pour le peuple palestinien de Cisjordanie, du Sud-Liban, et au sein même des frontières de 1948 contre la répression sioniste et la politique belliciste d'Israël.

La guerre irakienne soutenue par l'impérialisme a apporté son terrible lot de morts et de destructions. Des milliers de combattants iraniens ont été tués ou mutilés, et il y a environ 1,5 million de réfugiés de guerre iraniens. En menant cette guerre réactionnaire, le régime de Saddam Hussein a également envoyé des milliers de jeunes Irakiens à la mort. Villes, villages, champs pétrolifères et infrastructures portuaires ont subi d'énormes dégâts en Iran. Ces destructions, ajoutées à la mobilisation des ressources nécessaires à l'organisation d'une guerre défensive et au boycott économique de l'Iran par l'impérialisme, ont considérablement aggravé les conditions de vie des travailleurs et paysans iraniens. Les masses iraniennes ont répondu à cette attaque contre leur révolution en descendant massivement dans les rues à de multiples reprises, en soutenant l'effort de guerre, et en demandant des actions contre les spéculateurs, les capitalistes ou les officiers qui freinaient ces efforts. Elles ont aussi réclamé la mise en œuvre d'un large programme social et économique antérieurement promis par le régime, et se sont opposées aux mesures répressives contre le mouvement ouvrier. Les travailleurs et les paysans ont contribué à lutter pour leurs propres revendications économiques, sociales et démocratiques contre la politique de l'actuel gouvernement.

Bien que l'impérialisme ait essuyé un recul, la défaite de l'Irak le conduira à entreprendre des attaques sur d'autres fronts contre la révolution iranienne. Il tentera y compris de faire tomber le gouvernement de la République islamique. Il poursuivra le boycott économique de l'Iran et accentuera l'aide militaire et la coopération avec les forces contre-révolutionnaires.

Dans ce contexte, la campagne des Moudjaheddin pour renverser Khomeyni doit être rejetée. Il est complètement erroné de croire que la cause des travailleurs et des paysans puisse trouver le moindre soutien effectif dans l'alliance avec un courant représenté par Bani Sadr. C'est au contraire à travers le combat contre les forces monarchistes et contre-révolutionnaires, notamment l'armée, et sur leurs propres revendications, que les masses ira-

niennes développeront leur propre mobilisation indépendante et seront conduites à s'opposer au régime actuel dans la perspective de l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Quand l'invasion irakienne a été lancée à la fin de 1980, la réunion d'octobre du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale adoptait une déclaration intitulée « Défendre l'Iran contre les attaques

Peinture murale à Téhéran. (DR)



de l'Irak et de l'impérialisme ! ». A l'époque, l'invasion irakienne avait déjà remporté ses premiers succès. La déclaration d'octobre 1980 concluait : « Les espoirs initiaux de victoire rapide, aussi bien ceux de Bagdad que de l'impérialisme, ont été démentis, en grande partie grâce à une mobilisation des masses iraniennes contre l'attaque irakienne. Les visées de l'impérialisme dans la région doivent être combattues, en développant aussi largement que possible les mots d'ordre :

- Dehors les troupes irakiennes !
- Impérialisme, bas les pattes devant l'Iran !
- Soutien total aux efforts des masses iraniennes pour la défaite de la réaction !
- Solidarité avec la révolution iranienne !

Deux années plus tard, le Comité exécutif international (CEI) de la IVE Internationale réaffirme ces mots d'ordre en saluant la victoire sur les armées irakiennes à Khoninshar.

Comité exécutif international (CEI)
de la IVE INTERNATIONALE
27 mai 1982.

Changements tactiques et continuité stratégique de l'impérialisme français

L'arrière plan des propositions
de Mitterrand au sommet de Versailles

DANS l'élan de la victoire électorale du 10 mai 1981 en France, les dirigeants du Parti socialiste (PS) ne se sont pas privés d'annoncer une nouvelle ère pour les rapports de la France avec le Tiers Monde. Avant même les élections, François Mitterrand proposait de « dépasser une assistance-aumône, source de bénéfices immédiats pour la France, mais porteuse de déséquilibres graves, en France comme en Afrique, pour pratiquer une coopération plus durable (1) ».

Il y a deux manières d'aborder la politique des réformistes envers les pays dominés par l'impérialisme. L'une consiste à souligner leur trahison de tout internationalisme, leur complicité avec tous les mécanismes de la domination et leur bienveil-

lance à l'égard des régimes néocoloniaux corrompus. Ce n'est pas l'objectif du présent article. Il suffit d'ailleurs de rappeler que la politique de collaboration de classes et de compromis avec le patronat au sein de la métropole impérialiste porte en elle toutes les compromissions sur le terrain des intérêts impérialistes français.

Nous choisissons donc, à dessein, un autre angle d'attaque, cherchant à souligner les contradictions internes d'une politique qui mélange la continuité dans les objectifs traditionnels depuis l'avènement de la Ve République en 1958 et les discours charitables sur la solidarité avec le Tiers Monde.

Claude GABRIEL

A l'initiative de Jean-Pierre Cot, ministre chargé de la Coopération et du Développement du gouvernement Mitterrand-Mauroy, un groupe de travail vient de publier un rapport sur les échanges entre la France et le Tiers Monde et leurs conséquences sur l'économie française. Ce document présenté le 10 mai 1982 — tout un symbole... — s'efforce d'associer deux objectifs du septennat de François Mitterrand : favoriser l'emploi en France et aider les pays les plus démunis à sortir du sous-développement.

Après avoir rappelé que, de 1973 à 1980, le nombre des emplois créés par l'augmentation des exportations à destination du Tiers Monde se chiffre à 400 000, le Rapport Cot s'alarme de la baisse actuelle de la croissance annuelle des exportations à destination de ces mêmes pays. La reconnaissance du fait que la France subit une certaine concurrence de pays semi-industrialisés (notamment d'Asie) dans plusieurs branches économiques, amène les auteurs à souligner que « les pays les moins avancés » (PMA), dont plus d'une vingtaine sont africains, pourraient être un des objectifs principaux de l'industrie française pour les années à venir. Mais la faiblesse des ressources financières propres de ces pays implique que l'aide publique que l'Etat français leur accorde vienne stimuler leur demande en biens d'équipement.

Enfin, il est rappelé qu'une politique industrielle adaptée vaut mieux que le protectionnisme. La France devra donc s'adapter aux besoins très différents de ses divers clients, qu'ils soient partiellement industrialisés ou totalement sous-développés.

En se donnant de tels objectifs, le gouvernement français entend favoriser l'emploi sur le territoire national. Le Rapport Cot n'est donc en définitive que la version sophistiquée du discours de Fran-

çois Mitterrand annonçant du haut de la tribune de la Conférence de Paris sur les pays les moins avancés (PMA) qu'« aider le Tiers Monde, c'est s'aider soi-même à sortir de la crise (2) ». C'est encore François Mitterrand qui se revendiquait d'un « co-développement généralisé » en octobre 1981, à la veille de la Conférence de Cancun au Mexique (3).

DU RAPPORT BERTHELOT AU RAPPORT COT

Qu'y a-t-il d'original dans le Rapport Cot ? La question mérite d'être posée puisque ses auteurs dénoncent la politique du « libéralisme et du laisser-faire » pratiquée en la matière par les précédents gouvernements (4).

Si l'on distingue les buts stratégiques des applications immédiates, il faut bien reconnaître qu'en ce qui concerne les premiers, le nouveau gouvernement français n'innove guère. En 1978 déjà, Raymond

Banque française en Namibie. (DR)



Barre, Premier ministre de l'époque, avait commandé un rapport du même type, connu comme le Rapport Berthelot, dont la philosophie et les conclusions étaient assez proches de celles de Jean-Pierre Cot. Le Rapport Berthelot contenait certes un certain nombre d'idées un peu simples sur le marché des nouveaux pays industrialisés (NPI), mais il ne faisait que suivre la logique assez répandue à l'époque, selon laquelle il allait y avoir une croissance régulière de la production industrielle de cette petite dizaine de pays « privilégiés » du Tiers Monde.

La continuité entre le Rapport Berthelot et le Rapport Cot se situe en fait sur le terrain de l'emploi industriel en France. Le premier avait déjà souligné le bénéfice que la France pourrait retirer d'une politique offensive dans le domaine de l'exportation de biens d'équipement. Il recensait, pour la période allant de 1972 à 1978, un gain de 100 000 emplois grâce à ces marchés extérieurs (5).

UNE CONCEPTION TECHNOCRATIQUE

Le Rapport Berthelot avait cependant une qualité que n'a pas celui de son successeur. Il ne craignait pas de dévoiler certaines conséquences sociales de ces perspectives économiques.

Le marché de l'équipement industriel fonctionne en effet autour de deux axes. Le premier est la vente à des propriétaires locaux de machines, d'équipements, de techniques voire d'usines clef-en-main. Le second est la constitution de *joint ventures* associant sur place un entrepreneur

1. Afrique industrie, avril 1981.

2. Le Monde, 2 septembre 1981.

3. Le Monde, 21 octobre 1981.

4. Sur le Rapport Cot, se reporter à *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 14 mai 1982.

5. Claude Gabriel, « Giscard gendarme de l'Afrique », *Inprecor* nouvelle série, numéro 8, du 8 juin 1978.

L'OST du Sénégal et la visite de Mitterrand

A l'occasion de la visite du président François Mitterrand au Sénégal, les marxistes révolutionnaires de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST) ont publié un tract dénonçant la mainmise impérialiste sur ce pays. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits :

Daté du 18 mai 1982, le tract de l'OST rappelle tout d'abord que la visite de François Mitterrand, qui « s'inscrit dans le cadre de la consolidation des liens néocoloniaux que la France entretient avec notre pays (...), sera l'occasion de reconduire les accords de domination qui servent de base au pillage sans merci de nos ressources nationales ». Car, est-il précisé à juste titre, « en chassant Valéry Giscard d'Estaing et en portant François Mitterrand à la présidence, les travailleurs français ont exprimé leur volonté de changement. Mais cette victoire électorale n'a pas fait disparaître le capitalisme en France et l'impérialisme français au Sénégal ». La meilleure preuve en est que « le gouvernement Mitterrand-Mauroy joue en ce moment un rôle considérable dans la "stabilisation" du régime illégitime d'Abdou Diouf. Il est intervenu auprès des créanciers impérialistes du Sénégal pour obtenir le renouvellement de la dette extérieure et des finances nécessaires à la mise en œuvre d'un certain nombre d'objectifs du gouvernement sénégalais. Il appuie la politique d'austérité prônée par Abdou Diouf sous les ordres du Fonds monétaire international (FMI), comme l'a réaffirmé récemment Jean-Pierre Cot, ministre français de la Coopération et du Développement, lors de son passage à Dakar. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy cherche ainsi à sauvegarder les intérêts vitaux de l'impérialisme français dans notre pays ».

L'OST appelle à la mobilisation « des masses laborieuses et de leurs organisations contre la présence impérialiste et le maintien des troupes et bases militaires françaises sur notre territoire, troupes qui servent à aggraver les peuples africains en lutte, et à maintenir des régimes néocoloniaux illégitimes ». L'OST réclame donc le retrait des troupes françaises du Sénégal, le « démantèlement des bases impérialistes » et l'« abrogation des accords de coopération militaire ».

national et un industriel étranger. Accessoirement, l'exportation de biens d'équipements peut aller aussi à des entreprises entièrement françaises établies à l'étranger pour des besoins en main-d'œuvre bon marché ou pour l'exploitation d'un marché local prospère. Dans tous les cas, il ne s'agit en aucune façon d'un prétendu « transfert de technologie », terme vague utilisé généralement dans les conférences internationales et dans les discours démagogiques pour faire croire à une générosité des pays riches envers les autres.

Ce marché des biens d'équipement industriels est une donnée décisive du marché impérialiste depuis plus de vingt-cinq ans. Il est le résultat d'une évolution organique de l'impérialisme, et notamment d'une évolution des rapports de forces entre secteurs capitalistes au sein des grands pays industriels (6). Le « redéploiement industriel » est une nécessité pour le grand patronat. Vendre des machines, des usines, s'installer à Hong Kong, etc., est aussi naturel pour le grand industriel d'aujourd'hui que l'était l'investissement dans les mines en Afrique ou en Amérique latine pour un maître de forges en 1920.

Le Rapport Berthelot avait donc pris soin de mentionner les conséquences contradictoires pour le marché de l'emploi en France de ces évolutions. Il mettait au passif de ces projets la suppression de 8 000 emplois dans l'habillement, de 4 000 dans les cuirs et chaussures et de 6 500 dans les industries du bois. Il envi-

sageait qu'environ 25 000 à 50 000 travailleurs devraient chaque année « changer d'emploi » du fait d'un redéploiement mondial de certaines branches d'activité.

Si le Rapport Cot n'aborde pas cette question, c'est qu'il ne peut avoir, comme le gouvernement Giscard-Barre, le toupet de laisser entendre que l'ouvrier qui perd son travail dans la chaussure va en retrouver un dans l'industrie de la machine-outil ou des composants électroniques. L'anarchie capitaliste fait de ceux qu'elle met au chômage des laissés pour compte durant plusieurs années, et personne ne propose, ni les Berthelot ni les Cot, de planifier l'économie pour en arriver à ce que des branches nouvelles viennent à point nommé former et embaucher les travailleurs de branches en crise ou en restructuration.

Le solde positif des créations d'emploi donne donc une vision technocratique simpliste. Les chiffres de Jean-Pierre Cot cherchent à nous convaincre que tout le monde est intéressé à ces évolutions industrielles et en particulier les salariés en France. Il y a dans les discours officiels une réelle tentative idéologique d'intéresser les travailleurs français au progrès économique de l'impérialisme français. L'expansionnisme commercial de la France impérialiste est vidé de tout son contenu mercantile ; il participerait seulement de la juste cause de la lutte pour résorber chômage en France.

Le Rapport Cot semble proposer une politique plus vigoureuse en direction des

pays les moins avancés. Il y a à cela plusieurs raisons :

— Une grande partie de ces pays sont africains et donc très souvent liés à la France par la Zone Franc. Ils se situent dans une région déjà fortement pénétrée par les intérêts français. Assez souvent, les projets industriels locaux sont à la charge d'administrations dans lesquelles les techniciens français pullulent. Les débouchés locaux y sont souvent dépendants d'autres filières où les capitalistes français sont aussi présents en force ;

— Ces pays sont encore sous-équipés industriellement et il pourrait s'agir en quelque sorte d'une seconde génération, à venir, de pays industrialisables ;

— Ces pays peuvent s'intégrer à un tissu économique aux côtés de pays « intermédiaires » dans lesquels la France est déjà un fournisseur leader. C'est ainsi que des associations locales ou régionales en Afrique entre des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun, le Gabon d'une part, et des PMA comme la Haute-Volta, le Niger, le Bénin de l'autre, permettent un élargissement du marché et son meilleur contrôle.

Le gouvernement français estime donc que le principal atout qu'il détient est de renforcer et de rationaliser son intervention dans une zone où, par tradition, il était déjà omniprésent, à savoir l'Afrique. Il se veut donc volontariste et tient à dépasser les frontières de l'ancien empire colonial. Prolongeant les premières tentatives du régime de Valéry Giscard d'Estaing, il veut maintenant assurer de nouvelles possibilités dans des pays comme l'Angola, le Mozambique et le Nigeria. Il se saisit des espoirs pétroliers dans certains pays africains de la Zone Franc pour se préparer à de nouveaux marchés d'équipements (7). Au plan politique, il réutilise tout l'arsenal gaullien de la « coopération franco-africaine », du « domaine réservé » de l'Elysée, des voyages présidentiels en Afrique, des « sommets » franco-africains, des services spécialisés dans les rapports avec les Etats africains, du maintien des troupes françaises sur le terrain, du maintien appointé de milliers de Français dans les administrations et les services publics de ces Etats, etc.

Le gouvernement français tient évidemment à présenter cet objectif comme une nécessité morale d'aide aux plus démunis. Même Jacques Delors, le ministre des Finances, laisse entendre que « c'est à eux, et à eux seuls, qu'il appartient de définir le sens et la finalité du développement auquel ils aspirent, et le type de société vers lequel ils souhaitent faire évoluer leur pays. Les pays donateurs doivent s'interdire à cet égard d'imposer leurs propres choix et leurs propres priorités (8) ».

6. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, tome 2, pages 293-370.

7. Claude Gabriel, « Afrique noire : objectif pétrole », *Inprecor* numéro 123, du 19 avril 1982.

8. *Le Monde*, 5 septembre 1981.

Tout cela n'empêche pas Jean-Pierre Cot de dire de son côté qu'il « faut que la politique d'aide au Tiers Monde ait des retombées pour la France. C'est une condition de sa mise en œuvre. Je le dis sans honte et sans retenue. Le discours généreux sur l'aide conduit au recul (9) ».

Jacques Delors, qui est plutôt spécialisé dans des propos francs et cyniques, s'était cependant offert un brin de rêve en déclarant qu'il fallait savoir corriger les erreurs du passé. « Nous ne le ferons pas, disait-il, en nous abandonnant au désenchantement ou en nous livrant aux seules forces du marché, c'est-à-dire en fait à la fable du renard dans le poulailler. (10) »

LES FORCES DU MARCHÉ

Le néocolonialisme n'est plus ce qu'il était... Ainsi devraient s'intituler beaucoup de rapports d'experts publiés chaque année sur le marché des pays du Tiers Monde. L'inflation de sigles est pourtant

là pour symboliser cette évolution. Les pays les moins avancés (PMA), les nouveaux pays industrialisés (NPI), les pays à revenu intermédiaire (PRI), les pays producteurs de pétroles, les pays en voie de développement non producteurs de pétroles (PVD-non-pétroliers), etc., sont autant de catégories du développement inégal et combiné à la surface de la planète. Et cette réalité est pleine de contradictions pour le capitalisme français.

La difficulté du marché industriel des pays dépendants semi-industrialisés c'est que, d'après la Banque Mondiale elle-même, 85 % de leurs investissements se font grâce à l'épargne nationale. Les moyens politiques dans ces pays sont donc généralement aux mains de l'Etat et de la grande bourgeoisie locale. Il y existe même parfois un capital financier local. La dépendance vis-à-vis de l'impérialisme s'y maintient pourtant à travers les domaines clefs de la maintenance, de la

même pour les crédits et les investissements privés. Sur les 15 % restant des investissements industriels des pays semi-industrialisés qui ne sont pas d'origine locale, la majorité provient de prêts bancaires privés.

La grande finance impérialiste n'a pas forcément envie d'investir dans les pompes solaires en Haute-Volta. Elle vise plus sûrement le meilleur profit à court et à moyen terme et s'engage prioritairement dans les pays à revenu moyen plutôt que dans les PMA. Cette ségrégation accroît le sous-développement des uns et l'enrichissement des autres. Et ses effets cumulatifs pèsent y compris sur les économies de pays impérialistes. Les redéploiements industriels, le déplacement du centre de gravité de l'industrie d'exportation vers l'exportation de machines et d'équipements, bouleversent les branches retardataires, etc.

Il semble donc que les projets contenus dans le Rapport Cot soient contradictoires avec le cours naturel de l'impérialisme contemporain. Le gouvernement français irait en quelque sorte à contre-courant. Renonçant aux « nouveaux clients » que sont les pays semi-industrialisés, il viserait d'abord les pays les plus pauvres. C'est ce qui pourrait apparaître à la lecture du document.

Critiquant le régime précédent, il mentionne la mauvaise orientation des aides au développement qui aurait pour une part contribué à établir les plates-formes industrielles que sont devenus des pays comme Singapour, Hong Kong ou, partiellement, la Corée du Sud. Mais le Rapport Cot ne résout pas cette contradiction. Il regrette que la France ait laissé faire et se trouve aujourd'hui en concurrence avec certaines productions du Tiers Monde. Il propose donc que l'on revalorise les débouchés industriels des pays les plus pauvres. Mais il reconnaît que ces derniers, pour traditionnels qu'ils soient pour le commerce français, ne comptent malheureusement pas parmi les plus dynamiques et qu'ils ont des perspectives d'avenir plutôt sombres.

LE RÔLE DE L'AIDE PUBLIQUE

L'unique moyen de résoudre partiellement cette contradiction serait d'augmenter toujours plus l'aide publique à ces pays, afin qu'ils puissent — en retour — se tourner vers le marché capitaliste français pour s'équiper industriellement.

Il s'agit là d'ailleurs d'une constante de la politique française, notamment en raison des liens traditionnels avec l'Afrique noire. L'aide publique au développement a été de 12 milliards de francs français (FF) en 1980. Elle a constitué le principal moyen de stimuler les exportations françaises. Les crédits à l'exporta-



technologie, des grands investissements et des réseaux commerciaux mondiaux. Dans le textile, l'habillement et l'agro-industrie, la dépendance de ces pays se fait souvent par le biais des multinationales du négoce (11).

Or, envers ces pays, la France a pris un très grand retard, pour plusieurs raisons : la faiblesse des liens historiques avec la France dans les zones contrôlées par les impérialismes américain et britannique, la faiblesse des trusts français, la configuration spécifique et archaïque de l'industrie textile française, etc. Seules les

branches de l'automobile et du pétrole ont su ne pas perdre trop de terrain par rapport aux concurrents américains, allemands et japonais principalement.

Pour ces raisons, le gouvernement français semble proposer de renforcer la filière PMA plus à la portée des industriels français.

Mais les lois du marché, qui semblent affliger Jacques Delors, sont évidemment plus fortes que les discours.

Si l'aide publique de l'Etat français peut aller là où, par un choix politique, le gouvernement le décide, il n'en est pas de

9. *Le Monde*, 1er septembre 1981.

10. *Le Monde*, 5 septembre 1981.

11. Voir *le Monde diplomatique*, juillet 1981 et mai 1982 (« La montée en puissance du négoce international des matières premières »).

tion sont devenus, d'autre part, un aspect essentiel du soutien aux exportateurs français vers le Tiers Monde. De 1975 à 1980, près de 200 milliards de francs de contrats ont été ainsi conclus.

On comprend dès lors mieux la manie de François Mitterrand de rappeler en toute occasion son objectif de 0,7 % du Produit national brut (PNB) en 1988 pour l'aide publique au Tiers Monde. Il ne s'agit pas de générosité, contrairement à ce que laissent entendre les discours officiels : il s'agit d'une nécessité vitale étant donné les particularités du commerce extérieur français.

Les Etats-Unis ont, par exemple, une politique rigoureusement inverse, visant à réduire l'aide publique, à polariser les investissements et les crédits sur les pays les plus solvables et à se moquer éperdument des aléas des cours des matières premières. La France, à l'inverse, milite pour la stabilisation de ces cours puisqu'elle comble elle-même les déficits budgétaires de ses Etats-clients en Afrique noire (12).

L'aide publique n'est donc rien d'autre qu'un transfert indirect de fonds publics des industriels français. Plus exactement, il s'agit d'une contribution, prélevée sur les impôts des salariés, au maintien d'un marché juteux pour le patronat. Il n'y a rien là qui soit particulièrement honorable et l'on peut s'étonner que la grande presse française — comme au temps de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing —, continue à nous conter la jolie fable du président français qui vient en aide aux pauvres d'Afrique.

Il est nécessaire, toujours sur cette affaire d'aide publique au développement, de préciser les conséquences sociales et politiques qu'elle a sur place dans les pays concernés. Il est notoire qu'une partie de ces fonds disparaît au profit des classes dirigeantes locales, non pas « au second degré » dans des équipements et infrastructures qui favorisent les petits capitalistes locaux, mais directement par la corruption et le pillage des caisses de l'Etat. La gabegie et la prévarication sont telles dans ces pays que ce facteur est maintenant intégré dans la politique des pays impérialistes, où l'on admet que, pour stabiliser de réelles bourgeoisies indigènes, il faut accepter que l'accumulation se fasse en partie grâce à des vols dans les caisses publiques.

L'aide publique n'est donc ni une aide aux masses laborieuses de ces pays, ni même une aide indifférenciée selon les pays. Il s'agit d'un trait d'union entre les industriels français et les classes dirigeantes locales, d'un lien qui se fait sur le dos à la fois des travailleurs africains et des travailleurs français.

DE NOUVELLES CONTRAINTES APRES LE 10 MAI

Le gouvernement français, en nationalisant les principales compagnies bancaires, s'est doté de possibilités nouvelles dans le domaine du commerce extérieur. Des banques comme Paribas et Suez touchent en effet une partie importante

des intérêts néocoloniaux français. Le débat sur les rétrocessions éventuelles au privé des intérêts industriels détenus par ces compagnies n'est pas indépendant de cette question. Le gouvernement français et la direction du PS n'ont peut-être pas l'intention de rester à la tête de l'essentiel du dispositif économique impérialiste. Il s'agit autant d'une difficulté politique qu'économique. Mais, quel que soit l'avenir des avoirs industriels de ces banques, la nationalisation renforce les possibilités de crédit de l'Etat français. En rappelant que les firmes nationalisées devront se comporter comme des entreprises privées, motivées par les mêmes objectifs de rentabilité et de profit, le gouvernement français s'est engagé à composer avec les impératifs du marché financier mondial qui dictera aux banques nationalisées un alignement sur la logique du crédit bancaire privé et non sur la politique à long terme des aides publiques.

C'est d'ailleurs le ministre des Affai-

LES TRAVAILLEURS FRANCAIS N'ONT AUCUN INTERET DANS LEUR PROPRE IMPERIALISME

Le Rapport Cot est très clair sur les conséquences que tout cela doit avoir pour l'industrie française. Il faut s'adapter aux besoins les plus variés des différents pays-clients. Plutôt que de choisir une politique protectionniste face aux pays semi-industrialisés qui concurrencent les produits français, il faut s'adapter à leurs besoins et exploiter les opportunités que présentent leur développement.

Pour faire passer cette pilule, on fait miroiter les emplois que cette politique devrait créer. Mais l'essentiel de ces propositions va dans le sens des développements actuels de l'impérialisme. Il n'y a rien là de particulièrement nouveau et révolutionnaire, si ce n'est l'idée saugrenue que, dans ce monde, on puisse réaliser la communion d'intérêts entre l'impérialisme et les masses des pays dominés. Tout laisse donc à penser que l'adaptation de l'industrie française se fera toujours plus par des licenciements et des restructurations. Hier le textile, aujourd'hui la métallurgie, demain l'automobile...

Au nom de ce réalisme, le gouvernement français a confirmé les contrats pour la centrale nucléaire de Koberg en Afrique du Sud et ferme les yeux sur les conditions de travail dans les entreprises françaises à l'étranger.

res étrangères, Claude Cheysson lui-même, qui a rappelé à demi-mot cette nécessité à l'occasion d'un séminaire tenu sous la présidence de François Mitterrand sur la « Zone Asie-Pacifique ». Sans crainte d'être en porte-à-faux avec le Rapport Cot, il a souligné l'importance des pays asiatiques pour le commerce extérieur français. « Nous n'existons, dit-il, que par notre présence économique et bancaire, nous n'existons pas politiquement (13) ».

Il ne faut donc pas seulement attendre que la dépendance politique traditionnelle de certains Etats vis-à-vis de Paris, grâce à l'aide publique, y ouvre de nouveaux marchés industriels ; il faut parfois, comme en Asie, jouer le jeu du marché et se montrer offensifs (14). Et si « la France est trop petite pour aborder des problèmes aussi lointains », il faut « prendre la dimension de la Communauté économique européenne (CEE) » pour être « concurrentiel » face au « tandem nippo-californien (15) ».

Et, au nom du même « réalisme », certains regrettent l'alignement de Paris sur la Grande-Bretagne dans l'affaire des Malouines, en se disant qu'une position « plus nuancée » aurait peut-être ouvert le marché argentin.

Que les dirigeants du PS le veuillent ou non, la politique française sur le commerce extérieur est totalement au profit des capitalistes et en rien au service des travailleurs. Dans le domaine plus précis des rapports avec l'Afrique, cette politique, la « coopération », sous sa forme présente, « est née un 20 juillet 1963 à Yaoundé (Convention de Yaoundé), fille du défunt empire et de l'Europe (16) ».

Les fanfaronnades officielles sur la nouvelle politique de la France en direction du Tiers Monde recouvrent plus modestement de simples rectifications tactiques dans une continuité stratégique. Les dirigeants du PS — et du Parti communiste (PCF) — ont vite oublié leurs professions de foi d'avant le 10 mai 1981, comme si ce jour-là la France avait soudain cessé d'être un pays impérialiste (17). ■

Claude GABRIEL
Paris, 29 mai 1982.

12. Cette préoccupation est partagée par la CEE et la « Convention de Lomé » inclut, depuis le 1er avril 1976, un dispositif de compensation des pertes de revenu des pays qui sont associés à l'Europe par cette Convention. Il s'agit du système « Stabex ». Notons à ce propos qu'il s'agit, une fois encore, d'un transfert de fonds publics au profit des mécanismes économiques qui ne profite qu'aux spéculateurs du marché des matières premières.

13. *Le Monde*, 12 mai 1982.

14. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 30 avril 1982.

15. *Le Monde*, 12 mai 1982.

16. On parle d'ailleurs d'une « croisade » de Michel Jobert, ministre du Commerce extérieur qui, depuis plusieurs mois, « sillonne le monde, le plus souvent accompagné de déléga-

tions d'industriels et de banquiers ». (*Le Matin*, 18 mai 1982). Dernière halte de la « caravane » : la Malaisie avec une délégation de quarante industriels français.

17. Le PCF ne brille pas en ce moment par sa lutte contre l'impérialisme français. Dans *Afrique industrie* d'avril 1981, Georges Marchais, son secrétaire général, défendait la « Zone Franc » en expliquant que « la France doit lutter contre la domination du dollar et contre les privilèges d'autres monnaies nationales comme le mark allemand ». Lui aussi se prononçait pour des « accords à long terme mutuellement avantageux ». La France, ainsi, « se donnera des chances supplémentaires pour sortir de la crise, elle se créera des débouchés accrus, des emplois et, progressivement, d'immenses possibilités neuves de coopération »...

L'enjeu des débats de Solidarité

Définir une stratégie pour le mouvement de résistance clandestin

APRES le premier moment de choc provoqué par le coup de force militaire de la bureaucratie du 13 décembre 1981, les travailleurs polonais ont très vite repris leurs esprits, et la force du mouvement de résistance est là pour attester leur détermination à se battre contre ceux qu'ils désignent eux-mêmes comme « les occupants ».

La défaite subie a engendré dans les rangs du mouvement de masse un très vif débat sur la question de la stratégie et de la tactique à adopter pour imposer les trois exigences immédiates qui font l'accord de tous : la levée de l'état de guerre, la libération de tous les prisonniers et la restauration des libertés syndicales et démocratiques en général.

Jacqueline ALLIO

Dans leurs prises de position, les dirigeants syndicaux les plus connus (1) expriment une préoccupation commune que l'on retrouve chez les évêques comme chez les conseillers laïcs du primate de Pologne, Mgr Glemp : éviter à tout prix une explosion sociale incontrôlée qui ne pourrait que déboucher sur un affrontement sanglant avec le pouvoir.

Pour Zbigniew Bujak et Wiktor Kulerski, cela passe par la construction d'un mouvement social décentralisé dont l'objectif doit être de miner l'autorité de la junte par la structuration d'une « Société clandestine ».

Zbigniew Romaszewski, quant à lui, refuse toute approche selon laquelle le système ne serait pas réformable, car cela signifierait que « la situation en Pologne est non pas difficile mais désespérée ». Opposé par ailleurs à toute politique ultimatisée, il pense qu'il s'agit d'« élargir les marges de manœuvre critiques » et que la seule voie possible consiste en une « conception politique s'appuyant sur l'évolution — non sanglante — du système et visant à la démocratisation de ce dernier ».

Pour Bogdan Lis et Bogdan Borusewicz, face au danger que représentent tant une attitude de résignation et de passivité qu'une « attitude de réaction purement émotionnelle face à l'injustice, une attitude du "tout ou rien" », le seul moyen est de s'en tenir à un programme limité aux trois revendications évoquées plus haut, un programme qui tienne compte « des réalités, notamment géopolitiques, sur lesquelles nous ne pouvons exercer qu'une influence limitée ». En conséquence de quoi, « certains objectifs nationaux doivent être remis à plus tard », l'objectif immédiat étant le retour à l'activité légale de Solidarité et la libération des prisonniers grâce à un « accord avec le pouvoir » qui « requiert de la bonne volonté de toutes les parties intéressées ».

La plupart des militants qui s'expriment dans les bulletins publiés clandestinement par Solidarité se montrent convaincus que cela constitue la base minimum pour la poursuite du combat engagé par la classe ouvrière pour prendre ses affaires en mains. Aucun d'entre eux ne remet explicitement en cause la nécessité ni les objectifs d'un tel combat, du moins à long terme.

C'est avant tout sur les méthodes de lutte, sur les rythmes et sur la manière d'établir un rapport de forces plus favorable face à la junte militaire que les avis divergent.



Ouvriers de l'usine « Huta Lenine » en avril 1981. (DR)

C'est aussi sur ce point qu'insistent les représentants de l'Eglise, laïcs et religieux : « Il faut que le pouvoir reconnaisse qu'il est impossible de sortir de la crise sans dialogue et sans acceptation des questions essentielles de la part de la société. Mais, d'autre part, il y a une condition indispensable à la stabilisation intérieure : c'est que la société comprenne les exigences du système et la situation objective de l'Etat », et manifeste ce « réalisme dans l'appréciation des conséquences découlant de la situation géopolitique de notre pays. (2) »

L'ombre de l'URSS pèse sur le débat, comme on le voit. « Une stabilisation politique, même si elle limite l'ingérence soviétique dans les affaires intérieures de la Pologne, peut apparaître à l'URSS comme une alternative assez attirante par comparaison avec un conflit sans fin en Europe centrale. C'est pourquoi on trouve aussi, parmi les dirigeants de la République populaire de Pologne, des représentants d'une politique plus souple, susceptible de déboucher sur l'établissement d'un compromis durable », affirme Zbigniew Romaszewski.

1. Cf. l'interview de Zbigniew Bujak et Wiktor Kulerski publiée par le bulletin de la région de Varsovie de Solidarité, *Tygodnik Mazowsze*, numéro 2, du 11 février 1982, et repris en français dans le *Bulletin d'information* du Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France, numéro 10 ; les polémiques de Zbigniew Bujak (« La guerre de position ») et de Wiktor Kulerski (« La troisième possibilité ») avec les « Thèses » de Jacek Kuron, publiées dans *Tygodnik Mazowsze*, numéro 8 du 31 mars 1982 (en français dans le *Bulletin d'information*

numéros 16 et 17) ; « Août 1980 - Décembre 1981 et après ? », texte ronéoté du dirigeant clandestin de Solidarité de Varsovie Zbigniew Romaszewski, daté du 15 mars 1982 ; l'article de militants de la région de Gdansk (entre autres Bogdan Lis et Bogdan Borusewicz) intitulé « Un compromis sans capitulation », publié par *Solidarnosc*, bulletin de la région de Gdansk, numéros 34-64 du 7 avril 1982.

2. Thèses du Conseil social du primate de Pologne (ronéoté), Varsovie, 1982.

Ce qui frappe, dans ces textes, ce sont les illusions persistantes des uns quant aux possibilités d'entente durable avec le pouvoir et le scepticisme — voire le refus — des autres (Zbigniew Bujak) face à toute perspective d'action centralisée, telle une grève générale qui « redonnerait sa cohésion au gouvernement, lui permettant ainsi d'anéantir définitivement le mouvement ».

Par ailleurs, qu'ils jugent ou non l'intervention militaire de l'URSS probable, tous argumentent leurs positions au nom du contexte géopolitique et de l'impossibilité de dépasser certaines bornes dans l'affrontement avec le pouvoir sans risquer une explosion qui serait une catastrophe.

L'ampleur et la détermination du mouvement de protestation qui a secoué le pays durant la première quinzaine de mai, montrent bien que les perspectives esquissées par les dirigeants étaient pour le moins incomplètes. Jacek Kuron a par contre envisagé que de tels mouvements se produisent. En février, du camp de Bialoleka, il affirmait la conviction qu'« à la violence qu'on lui fait, à la misère qu'on lui impose, une société saine répond par la lutte » et que « l'occupation vient de mettre un trait sur toute possibilité d'action pacifique ». En conséquence, il préconise la préparation d'un soulèvement de masse organisé, pouvant « prendre la forme d'une offensive simultanée contre tous les centres de pouvoir et de l'information dans tout le pays », idée qu'il reprend et qu'il développe dans une lettre ouverte aux dirigeants de la résistance, publiée le 12 mai (3). Il se dit convaincu que les actions de résistance ne constituent pas un but en soi et que les travailleurs ne se mobiliseront pas éternellement si l'objectif de la lutte ne leur apparaît pas clairement. Cela d'autant moins que la situation économique catastrophique constitue une pression dont il est impossible de dire quels effets moraux et sociaux elle peut avoir sur une population qui aspire à « vivre normalement ».

Selon lui, toutes les concessions sont justifiables pour autant qu'elles se traduisent par un compromis social entre le pouvoir d'Etat et la société organisée de manière indépendante. « Il faut dès aujourd'hui tout mettre en œuvre pour faire comprendre à la direction soviétique que, avec un minimum de bonne volonté de sa part, une entente nationale des Polonais — fût-ce sans la participation des dirigeants actuels du pays — ne menacera pas les intérêts militaires de l'URSS et ne pourra qu'être bénéfique en ce qui concerne ses intérêts économiques. »

Cependant, il se dit convaincu « qu'on n'évitera pas la défaite en refusant le combat » et que le soulèvement — ou plutôt la menace d'un soulèvement — lui apparaît être la seule manière de faire reculer « l'occupant ». A cet effet, il insiste sur la nécessité d'une centralisation du mouvement de résistance car il considère que seule une telle centralisation peut empêcher des explosions sociales dispersées et incontrôlées. Il insiste également — chose nouvelle chez lui — sur la

nécessité d'une action en direction de l'armée et de la milice pour gagner une partie des troupes aux objectifs du mouvement de résistance.

Au-delà des divers aspects positifs qui se dégagent de ces deux textes de Jacek Kuron — et notamment la proposition du travail en direction de l'armée —, plusieurs observations s'imposent.

— La première, c'est que Jacek Kuron, comme de nombreux autres dirigeants de Solidarité, maintient l'idée selon laquelle un compromis durable avec la bureaucratie est possible ; dans son texte de février, il parle même de compromis avec la bureaucratie soviétique.

— La seconde est qu'il n'indique pas quelles doivent être les bases d'un tel compromis. « La direction de la résistance doit préparer la société à la fois à des concessions majeures en vue d'un compromis avec le pouvoir et à la liquidation de l'occupation par un soulèvement de masse organisé », écrit-il dans le premier texte. Parler d'une « situation dans laquelle le pouvoir s'entendra avec la société et non avec lui-même », comme il le fait dans le second, ne précise guère les choses.

— La troisième, c'est que la classe ouvrière apparaît singulièrement absente de son texte comme sujet central du mouvement de résistance, ce qui explique le peu de propositions quant aux moyens de mobiliser la classe ouvrière dans son ensemble sur des objectifs immédiats.

Bien qu'il parle de soulèvement, Jacek Kuron n'envisage donc pas le renversement du pouvoir bureaucratique et son remplacement par le pouvoir des travailleurs, mais un compromis entre les deux. Le coup de force militaire a pourtant clairement montré qu'un compromis durable avec la bureaucratie est impossible. Que des accords exprimant le rapport de forces à un moment donné de la lutte soient passés entre les travailleurs et le pouvoir, c'est une chose. Ce type de compromis tactique, tels les accords de Gdansk en août 1980, ou l'accord sur les samedis libres en janvier 1981, est non seulement inévitable mais nécessaire. Il ne faut cependant pas oublier qu'en signant ces accords, le pouvoir « ne cédait que devant la force et la détermination de la classe ouvrière (4) ».

Il est important de souligner que de tels compromis ne sont que passagers, qu'ils ne constituent pas la victoire finale mais une victoire appelant d'autres luttes. Nombre de militants de Solidarité avaient cru que l'acquis des accords de Gdansk d'août 1980 était définitif, que seul le danger soviétique « imposait à la société de mettre sous le boisseau une partie importante de ses aspirations » (Jacek Kuron). Le 13 décembre a démenti cette illusion.

Comme l'écrit Adam Michnik (5), « Solidarité était un danger mortel pour l'appareil du pouvoir. Il liquidait le principe idéologique communiste (nous dirions stalinien) selon lequel le parti communiste est le représentant de la classe ouvrière ». De ce fait, il privait le pouvoir bureaucra-

tique de toute légitimité. Or, un pouvoir illégitime ne peut se maintenir qu'en s'appuyant sur la répression. C'est en cela qu'il ne peut y avoir de compromis stratégique entre la société et la bureaucratie : toute coexistence avec une organisation indépendante des travailleurs mine le pouvoir de cette dernière. Fonder la stratégie de la résistance sur la recherche d'un compromis — comme le proposent Jacek Kuron, Bodgan Lis ou Bodgan Borusewicz — ne peut que conduire à de graves échecs. Ce faisant, les porte-parole de Solidarité contribuent à redonner vie à des illusions pourtant mises à mal ces derniers mois par les faits eux-mêmes.

Ce type d'attitude se voit de plus en plus souvent dénoncé parmi les militants de Solidarité. On peut lire dans une lettre de lecteur : « Il ne nous reste plus que la résistance : depuis la résistance passive jusqu'à la lutte armée si nécessaire. Tous ceux qui croient que le Conseil militaire de salut national (WRON) acceptera de négocier sont naïfs, pour ne pas dire plus. Pour le WRON, des négociations équivalaient à un suicide. Ce pouvoir se défendra contre la société de manière obstinée et en usant de tous les moyens, y compris en menant une véritable guerre sanglante. Ne cédon pas aux illusions ! L'unique programme réaliste pour nous, c'est de nous organiser en vue d'un affrontement inévitable. (6) »

La position des dirigeants mentionnés plus haut est d'autant plus dangereuse que la plupart d'entre eux, à l'instar de Jacek Kuron, ne précisent pas ce que devrait être le contenu d'un compromis. « Vous semblez avoir oublié que, pour négocier un compromis, il faut avoir une certaine marge de manœuvre et, en reculant autant que vous le faites, vous vous êtes privés de toute possibilité de manœuvre ou de concession », affirme un militant dans une « Lettre à Zbigniew Bujak (7) ».

Il est évident qu'il faut définir des conditions minimum pour un compromis, mais il est faux — comme le font Bodgan Lis et Bodgan Borusewicz — de repousser à une date indéterminée la lutte pour toutes les revendications qui ont été au centre du combat de Solidarité et qui posaient la question du pouvoir : la lutte pour l'élimination de toutes les injustices et donc des parasites s'engraissant sur le dos des travailleurs ; la lutte pour une réelle socialisation des moyens de production fondamentaux ; la lutte pour une so-

3. Jacek Kuron, « Propositions pour sortir d'une situation sans issue », *le Monde*, 31 mars 1982, repris dans *Inprecor*, numéro 123 du 19 avril 1982, et Jacek Kuron, « Vous avez une chance historique », *Tygodnik Mazowski* numéro 13, 12 mai 1982, et reproduit dans ce même numéro d'*Inprecor*.

4. Kos, numéro 5, février 1982, bulletin du Comité de résistance sociale Solidarnosc édité à Varsovie.

5. Adam Michnik, « La guerre polonaise », publié en français par *l'Alternative*, numéro 16-17.

6. *Opornik* (Résistance), numéro 10, du 26 avril 1982.

7. *Tygodnik Wojenny* (Hebdomadaire de guerre), numéro 12-13, bulletin de la région de Varsovie.



Travailleuses d'Ursus. (DR)

ciété autogérée et véritablement démocratique.

Au nom du « ici et maintenant » et des « réalités », on ne peut fermer les yeux sur un aspect décisif maintes fois mis en évidence au cours de l'histoire du mouvement ouvrier : c'est qu'il est impossible de tracer une délimitation précise entre les objectifs immédiats et les objectifs à long terme qui, au cours des luttes, tendent à s'enchevêtrer. C'est pourquoi, sans repousser le compromis comme un instrument tactique, on ne peut qu'être d'accord avec la position exprimée dans un bulletin clandestin : « Il n'y a ici personne avec qui on puisse s'entendre » et, en conséquence, « nous n'avons pas d'autre choix qu'une résistance civile intransigeante fondée sur la solidarité de la société (8) ».

Il est impossible de séparer les revendications démocratiques — comme le rétablissement des libertés syndicales — des revendications mettant directement en cause le pouvoir de la bureaucratie. Il faut au contraire chercher une transition des unes aux autres.

En ce sens, il est erroné d'affirmer, comme le fait Bogdan Lis, qu'« en fonction de la formule négociée du mouvement syndical, on verra si les syndicats pourront par exemple participer à la gestion du pays ou s'ils ne pourront que s'occuper de problèmes syndicaux (9) ». Toute l'histoire récente montre que, loin d'être seulement un syndicat au sens traditionnel du terme, Solidarité représentait un mouvement social débordant largement les tâches limitées de défense des intérêts immédiats des travailleurs pour s'attaquer à des problèmes touchant directement à la gestion de l'économie et de la vie politique. Et ce qui était vrai hier dans le cadre des activités légales de Solidarité le demeure aujourd'hui sous la dictature. Cela tient à la nature de cette société où le capitalisme n'existe plus, mais où le socialisme n'existe pas encore : toute revendication économique débouche directement sur un problème politique.

« L'espoir de limiter l'activité syndicale aux questions strictement syndicales sans se mêler de politique est un malentendu », affirme Zbigniew Romaszewski avec qui nous sommes entièrement d'accord sur ce point. « Les questions du travail, des salaires et de l'emploi sont sans aucun doute des questions purement syndicales, mais elles n'en touchent pas moins largement au domaine de la législation du travail et donc au domaine de l'économie. »

« La société lutte en ce moment pour sa survie dont la condition — indispensable à mon avis — réside dans une réforme économique véritable, une réforme impossible sans une réforme politique et donc sans la mort du Conseil militaire de salut national (WRON) », affirme de son côté l'auteur de la « Lettre à Zbigniew Bujak », qui va jusqu'au bout des considérations de Zbigniew Romaszewski.

« ASSAULTS PREMATURES » CONTRE LE POUVOIR

Cela dit, nous n'entendons pas répandre des illusions en sens inverse, en laissant penser que la lutte pour les droits démocratiques ou pour des revendications économiques débouche automatiquement sur une lutte politique ou sur une situation révolutionnaire permettant une victoire de la classe ouvrière.

Il faut tenir compte de la situation concrète dans laquelle on se trouve à un moment donné. Les conditions de lutte de Solidarité au lendemain du 13 décembre ont ceci de radicalement différent d'avant le coup de force, que le mouvement est obligé de lutter dans la clandestinité, privé de l'un des éléments qui faisait sa force, à savoir des structures légales existant dans toutes les régions, les villes, les entreprises, avec la possibilité de faire entendre publiquement et à tout instant le point de vue des travailleurs. Quels que soient le caractère massif de la résistance et la formidable combativité qui

s'expriment depuis le coup de force, on ne saurait sous-estimer la très grave défaite que représente la privation des libertés démocratiques et en particulier syndicales. 10 millions de travailleurs organisés ouvertement ou, au contraire, qui cherchent à s'organiser dans la clandestinité, ce n'est pas exactement identique.

Aussi, sans partager le pessimisme exprimé par Zbigniew Bujak qui, de crainte d'une explosion sociale incontrôlée, insiste sur la prudence avant toute chose, nous ne saurions partager l'optimisme de Zbigniew Romaszewski lorsqu'il ne voit dans le 13 décembre « qu'une bataille perdue où nous avons perdu un peu de matériel et où les structures organisationnelles ont été anéanties », affirmant que ces pertes « ne sont pas essentielles ». La manière d'envisager aujourd'hui la poursuite du combat engagé par Solidarité doit en effet tenir compte non seulement de l'état d'esprit des masses, mais aussi des limites objectives qui font obstacle à leur organisation et à leur action.

La révolution n'est pas un processus linéaire, contrairement à ce que semble penser Wiktor Kulski quand il évoque une prise en mains de tous les leviers de contrôle et de décision par les masses, aboutissant à ce qui — dans sa description — apparaît clairement comme une situation de dualité de pouvoirs, mais sans qu'apparemment se soit produit un affrontement direct avec le pouvoir en place à un quelconque moment. Une telle perspective est illusoire parce que la bureaucratie polonaise se défendra, et elle a montré, le 13 décembre, qu'elle était prête à user de tous les moyens pour se maintenir au pouvoir. « Ce n'est qu'au cours de la crise politique qui accompagne la prise du pouvoir, au cours de longues luttes opiniâtres, que le prolétariat acquerra le degré de maturité politique lui permettant d'obtenir la victoire définitive de la révolution. Ainsi, ces assauts "prématurés" du prolétariat contre le pouvoir d'Etat sont eux-mêmes des facteurs historiques importants, contribuant à provoquer et à déterminer le moment de la victoire définitive (10) », affirmait Rosa Luxemburg en analysant l'expérience de la révolution de 1905 en Pologne et en Russie. Cette victoire dépend en partie de facteurs imprévisibles liés à la radicalisation des masses dont la colère éclate soudain en se cristallisant parfois sur des exigences apparemment anodines au départ. « L'élément spontané joue un grand rôle dans toutes les grèves de masse. (11) »

La victoire dépend aussi du travail patient de propagande et d'éducation menée par une avant-garde dont l'histoire

8. *Przetwornia* (Persévérance), numéro 12 du 19 mars 1982, bulletin de la région de Varsovie.

9. *Solidarnosc* numéro 34-64, bulletin de la région de Gdansk.

10. Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, Oeuvres, vol. I, Maspero, Paris, 1969, p. 79.

11. Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, op. cit., Paris, 1969, p. 135.

montre qu'elle ne représente que des noyaux de militants durant de longues périodes — et c'est vrai, comme partout ailleurs, pour la Pologne — où, durant les années 1976-1980, le travail mené par les petits groupes liés au Comité d'autodéfense sociale (KOR), aux comités constitutifs des syndicats libres, etc., ont préparé le terrain des grèves d'août 1980. Enfin et surtout, elle dépend de la capacité d'une direction révolutionnaire à proposer un programme d'action permettant de rassembler, au moment décisif de l'affrontement, les larges masses sur des objectifs déterminés. Et cela ne s'improvise pas en quelques jours.

COORDINATION DE LA RÉSISTANCE

Le 13 décembre a montré l'impréparation de Solidarité, et surtout de sa direction, à un affrontement avec le pouvoir. En tirer la conclusion qu'il ne faut pas s'affronter à la bureaucratie, qu'il ne faut pas remettre en cause le « rôle dirigeant du parti », serait absurde et profondément erroné, car cela signifierait qu'il n'y a pas d'issue possible et qu'il faut renoncer aux exigences mises en avant par des millions de travailleurs durant des mois. Mais on ne saurait non plus préconiser un soulèvement de masse contre « l'occupant » évoqué par Jacek Kuron, sans autre préparation.

Les masses polonaises ont fait preuve de leur détermination à reprendre l'initiative. C'est devenu particulièrement évident depuis le début du mois de mai. Cela veut-il dire pour autant qu'elles sont prêtes à s'emparer du pouvoir dans les semaines qui viennent ? Les contributions au débat de militants des entreprises en désaccord avec les perspectives proposées par divers dirigeants de Solidarité indiquent une exigence de coordination des activités du mouvement, afin de recréer un rapport de forces plus favorable, plus qu'elles ne traduisent une attitude jusqu'aboutiste.

« Beaucoup d'énergie et d'enthousiasme sont gaspillés (...) car, agissant de manière dispersée, nous ne pouvons agir efficacement. Le seul moyen efficace et très attendu par les gens d'une reconstruction réelle du réseau social est la subordination de nos actions aux autorités régionales du syndicat », est-il affirmé dans un bulletin clandestin (12). « L'attitude soutenant que l'activité du syndicat doit être décidée par l'ensemble des adhérents est digne d'être défendue », soutient une autre contribution en réponse aux arguments de Zbigniew Bujak affirmant que la direction ne saurait prendre de décisions pour la base. « Mais, dans une période où il est impossible de convoquer un Congrès général des délégués, pendant l'état de guerre, les membres du syndicat n'ont aucune possibilité d'exprimer leur opinion, et le slogan "Que les travailleurs décident !" », dans la version des responsables de la région (de Varsovie) sonne de façon aussi naïve que les propos des autorités sonnent de manière cynique. L'état de guerre durera longtemps et la politi-

que d'attente — que ce soit l'attente de la voix du peuple ou bien celle des responsables du syndicat — n'est nullement une politique. Si nous restons passifs, le temps ne travaillera pas pour nous, bien au contraire. Ne proposons pas la création de nouvelles structures, ni de changement de nom ou de buts du syndicat, proposons une action. Nous avons des responsables de régions élus démocratiquement, et les membres du syndicat sont en droit d'attendre d'eux qu'ils dirigent l'activité de la région et dans la région », cela nécessite qu'ils prennent « des initiatives qui encouragent l'action présente. (13) »

« Ce dont nous avons besoin », affirme de son côté l'auteur de la « Lettre à Zbigniew Bujak », « c'est d'une Direction nationale capable, ici et maintenant, de créer des conditions pour que le retour à la légalité de Solidarité devienne possible. (...) Nous n'avons pas besoin d'ordres, mais d'une coordination (...) pour construire un mouvement massif de résistance et lui donner de l'espoir. »

Ces derniers temps, les critiques de la base sont devenues de plus en plus aiguës dans la presse clandestine. « Pourquoi des dirigeants de Varsovie, tels que Zbigniew Bujak et Wiktor Kulski, associent-ils la résistance passive qu'ils préconisent à un faible niveau d'organisation ? Parce que, malheureusement, dans leur conception, la résistance passive est une action de caractère symbolique. » Dans le même bulletin, il est dit, à propos de la stratégie de Zbigniew Bujak : « Elle se fonde sur l'idée d'actions symboliques, mais les gens la considèrent comme stérile », car ils sont convaincus qu'« il n'est plus temps de se faire des signes, mais que le temps de porter des coups véritables est venu. Ils attendent des propositions d'action qui fassent réellement mal à l'ennemi. (14) »

« Les dirigeants et les experts appellent la base à s'auto-organiser, à lancer des actions symboliques ne provoquant pas la répression et à s'autolimiter. Mais les militants de base exigent de la direction qu'elle leur propose un programme et des directives pour l'action et l'organisation. » En même temps, « les formes de résistance mises en œuvre depuis le 13 décembre ne sont plus satisfaisantes. La presse syndicale, les cotisations, l'aide aux persécutés et à leurs familles, la formation de noyaux de résistance, tout cela est insuffisant. Des réseaux de coordination inter-entreprises ont commencé à se mettre en place par le bas. Les travailleurs des usines ont commencé à réclamer des actions plus décidées de la part des directions régionales clandestines. (15) »

Le point de vue exprimé par ces militants illustre ce que disait Léon Trotsky lorsqu'il polémiquait en 1935 contre les dirigeants du Parti communiste français (PCF) : « Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les "chefs", c'est-à-dire que, dans les conditions d'une très grande crise sociale, la seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève

générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspectives. » Et il ajoute : « Il ne faut pas croire cependant que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont vaines, (...) le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de protestation, en explosions isolées de désespoir. (16) »

Les dirigeants de Solidarité, eux, ont montré qu'ils étaient sensibles aux exigences des masses et capables de modifier leur position. Après avoir fait état de leurs réticences face aux propositions d'accélérer la mise en place d'une coordination nationale et d'appeler à des actions de caractère national, ils ont décidé de constituer une « Commission provisoire de coordination » et ils ont appelé eux-mêmes, par tracts et par la radio clandestine de Solidarité, aux manifestations des 1er, 3 et 13 mai.

GREVES ACTIVES ET QUESTION DU POUVOIR

Les militants qui se sont exprimés dans les bulletins syndicaux pour dire leur désaccord avec certains dirigeants ne manifestaient aucune tendance ultimatisée. Leur problème n'était pas d'appeler à la grève générale tout de suite, mais de savoir comment progresser sur la voie de la coordination des initiatives.

Après avoir énuméré le type d'actions immédiatement possibles (manifestations d'existence de Solidarité, lutte contre les « collabos », entraide sociale, information et système de presse clandestin, débats politiques, etc.), l'auteur d'une de ces contributions affirme : « Les buts et les tâches pour lesquels nous devons nous organiser dans de nouvelles conditions ne cesseront de s'élargir. (17) »

La rédaction du bulletin Karta se montre opposée à la tactique préconisée par Zbigniew Bujak, qu'elle qualifie de passive, et propose « un système d'actions collectives graduées avec la présentation, à chaque étape, de certaines exigences et la menace de nouvelles actions au cas où ces exigences ne seraient pas satisfaites (18) ».

Bien sûr, ces propositions n'épuisent pas le débat sur les méthodes de lutte possibles pour permettre au mouvement de progresser dans la situation actuelle.

12. Opornik numéro 3, cité d'après le Bulletin d'information numéro 17, édité à Paris par le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France.

13. Cité dans le Bulletin d'information numéro 17, Paris.

14. CDN (A suivre), bulletin du réseau de 40 entreprises de Varsovie, numéro 3 du 25 avril 1982.

15. Przetrwanie, numéro 15 du 7 mai 1982.

16. Léon Trotsky, « Encore une fois, où va la France ? », Oeuvres, vol. V, EDI, Paris, 1979, p. 182-183.

17. CDN, numéro 1 du 31 mars 1982.

18. Karta (Charte), numéro 12 du 26 mars 1982, bulletin de Varsovie.

La grève, en Pologne comme ailleurs, reste la manière la plus naturelle pour les travailleurs de créer un rapport de forces plus favorable face au pouvoir bureaucratique. Mais, en même temps, leurs réticences à s'engager dans des grèves durant les derniers mois précédant le coup de force militaire confirment qu'ils n'entendent pas en user à tout propos.

Ils s'y refusent parce qu'ils n'en voient pas l'efficacité, mais aussi parce que la grève traditionnelle, même avec occupation, pose un problème spécifique dans les sociétés dominées par la bureaucratie. En société capitaliste, les grèves sont non seulement un moyen pour le prolétariat de créer les conditions politiques de la lutte quotidienne, mais un instrument menaçant directement les intérêts économiques des patrons. En revanche, il est devenu très vite évident pour les ouvriers polonais que la grève peut être une arme à double tranchant dans leur cas. Si elle permet de miner le pouvoir bureaucratique, c'est la classe ouvrière bien plus que la bureaucratie qui fait les frais des difficultés économiques qui peuvent être engendrées par l'arrêt de la production.

D'où l'importance de la grève active, qui représente l'un des acquis fondamentaux de la révolution polonaise, et qui permet, sans paralyser l'économie, d'imposer un contrôle des travailleurs sur la production et la distribution des biens produits. Cependant, plus encore que la grève générale avec occupation passive des usines, la grève active pose très directement la question du pouvoir. Dans le cas d'une grève générale de longue durée, la paralysie des usines, des transports et des moyens de liaison en général, fait que le pouvoir d'Etat reste suspendu en l'air et qu'il doit soumettre la classe ouvrière par la force ou par la faim, ou lui céder la place. La grève active généralisée va encore plus loin parce qu'elle entraîne, dans les faits, la perte du contrôle de la bureaucratie sur l'organisation économique et politique du pays. Comme il est dit dans un des bulletins clandestins, en 1981 en Pologne, « il est devenu évident que la société solidaire et organisée est capable non seulement d'interrompre la production pour un temps, mais également de la remettre en marche pour son propre compte sur des bases nouvelles ». C'est la menace d'une telle grève active, lit-on encore, à l'échelle de plusieurs régions, avec perspective d'extension à tout le pays, qui a décidé la bureaucratie à passer à l'action : « Sans plus d'hésitation, elle s'est préparée à mettre en place l'état de guerre et à étouffer Solidarité par la force. (19) »

La détermination dont les travailleurs font preuve depuis cinq mois montre qu'ils sont loin d'avoir abandonné les exigences qui étaient les leurs avant décembre. Le problème, dès lors, est de préparer le passage des objectifs immédiats sur lesquels il est correct de centrer les énergies, aux objectifs plus généraux qui sous-tendent toute la lutte de la classe ouvrière polonaise depuis bientôt deux ans, et qui se concentrent dans la bataille pour prendre ses affaires en mains, c'est-à-dire prendre le pouvoir.

Au-delà de la discussion sur les moyens tactiques et les méthodes de lutte à mettre en œuvre pour y parvenir — et il y a de multiples paliers possibles entre les grèves ponctuelles et la grève active généralisée —, il est un point auquel Solidarité devra apporter une réponse si le mouvement ne veut pas se retrouver acculé à une position purement défensive comme cela a été le cas le 13 décembre : c'est celui de la lutte pour gagner l'armée.

LES GARDES OUVRIÈRES

Le coup de force du général Jaruzelski aura décillé les yeux de ceux qui croyaient pouvoir compter sur l'armée polonaise sous prétexte qu'elle était formée de « fils du peuple ». Certes — et c'est vrai en particulier en Pologne où la base de l'armée est constituée de conscrits —, des liens étroits existent entre les soldats et la classe ouvrière, des liens qui comptent dans une période de lutte comme celle que nous traversons. Mais l'armée, dans les Etats ouvriers bureaucratisés comme dans les pays capitalistes, c'est avant tout un appareil répressif qui brime, qui contrôle et qui tente d'empêcher au maximum des relations trop fréquentes entre les appelés et leurs familles, c'est-à-dire avec la société, c'est une machine de guerre dispensant une propagande tournée tout entière vers de prétendus idéaux patriotiques qui ont en fait pour but de préserver l'autorité et les privilèges de la caste dominante. Quelle que soit la violence des luttes intestines qui opposent aujourd'hui l'appareil militaire à l'appareil administratif et à celui du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), la junte au pouvoir n'en est pas moins le fidèle défenseur des intérêts de la bureaucratie en général, et l'on ne saurait oublier que 90 % des officiers supérieurs de l'armée polonaise sont membres du POUP et que nombre d'entre eux sont passés par les écoles de formation soviétiques.

Jacek Kuron a l'espoir que « le mouvement entreprendra dès maintenant, et par tous les moyens possibles, une agitation parmi les soldats et les miliciens. Il faut les appeler à se coordonner entre eux et établir le contact avec leurs coordinations ». Jacek Kuron a raison sur ce point, de même que lorsqu'il affirme que le soulèvement de masse contre la dictature militaire ne sera efficace que si le mouvement de résistance s'assure la coopération d'une partie importante des troupes. Il s'agissait d'ailleurs là d'un enjeu important pour Solidarité dans la période précédant le 13 décembre 1981. Après le coup de force, de nombreux militants ont été amenés à tirer un bilan critique de l'attitude de la direction de Solidarité sur cette question.

Il faut se souvenir cependant ce que disait Léon Trotsky : « Il serait puéril de penser qu'on peut, par la seule propagande, conquérir toute l'armée et, par là, rendre de façon générale la révolution inutile. L'armée est hétéroclite, et ses éléments disparates sont soudés les uns aux autres dans le cercle de fer de la discipline. (20) »

« Il est parfaitement illusoire de penser que le "passage de l'armée au peuple" peut avoir lieu sous l'aspect d'une manifestation pacifique et simultanée. Les classes dirigeantes, pour lesquelles se pose une question de vie ou de mort, ne cèdent jamais de bon gré leurs positions sous l'influence de raisonnements théoriques concernant la composition de l'armée. L'attitude politique de la troupe, cette grande inconnue de toutes les révolutions, ne peut se révéler nettement qu'à l'instant où les soldats se trouvent face à face avec le peuple. (21) » Et Léon Trotsky précise que l'armée, dans sa partie décisive, ne peut passer du côté du prolétariat pendant la révolution, que si celui-ci fait preuve, en face de l'armée, « de sa disposition réelle et de sa capacité à lutter pour le pouvoir jusqu'à la dernière goutte de son sang. Une telle lutte suppose nécessairement l'armement du prolétariat (22) ».

Le problème posé ici, c'est celui des gardes ouvrières (milices). Des gardes qui, pour avoir une efficacité réelle, ne peuvent être que des gardes armées. Celles-ci se constituent à partir de piquets de grève. « A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. (23) » « La grève générale est une grève partielle généralisée. La milice ouvrière est un piquet de grève généralisé. (24) »

Parmi les dirigeants de Solidarité s'élèvent aujourd'hui des voix qui témoignent de la compréhension de la nécessité de construire une garde ouvrière dans la clandestinité et de passer à l'action au moment de l'affrontement décisif de la classe ouvrière avec la dictature militaire. Bodgan Lis l'a clairement souligné récemment : « Notre lutte débouche sur la grève générale. Et, à la différence de décembre 1981, nous serons obligés de prendre la décision de défendre les entreprises en grève. (25) »

Une grande partie des membres de Solidarité a toujours défendu — et beaucoup continuent à la défendre — l'idée de résistance passive, au sens du refus de répondre à la violence par la violence. Toute la stratégie d'autolimitation mise en avant par la majorité de la direction et des experts de Solidarité se fondait notamment sur l'idée qu'il fallait éviter à tout prix de faire couler le sang. Cette idée reste présente dans nombre de contributions actuelles au débat sur la stratégie de Solidarité, qui reprennent à leur compte les déclarations de la hiérarchie catholique : « La résistance sociale contre l'état de guerre peut prendre la forme d'actes de

19. CDN, numéro 1 du 31 mars 1982.

20. Léon Trotsky, « La guerre et la IVe Internationale », Oeuvres, vol. IV, EDI, Paris, 1979, p. 77.

21. Léon Trotsky, 1905, Editions de Minuit, Paris, 1969, p. 236-237.

22. Léon Trotsky, « La guerre et la IVe Internationale », op. cit., p. 77.

23. Léon Trotsky, Programme de transition, la Taupie rouge, Paris, 1977, p. 38.

24. Léon Trotsky, « Encore une fois, où va la France ? », op. cit., p. 176.

25. Tygodnik Mazowsze, numéro 11, Varsovie, 28 avril 1982.

violence qui risquent de dégénérer en un cercle vicieux de terreur et de répression. Ces actes doivent être résolument condamnés. L'opposition à un tel processus ne sera efficace que si elle s'accompagne de progrès simultanés dans la détente intérieure et dans l'entente nationale. (26) »

Quant à nous, nous ne sommes pas favorables à la violence pour la violence, et nous sommes opposés au terrorisme et à l'usage de la violence individuelle, car si l'attentat terroriste inquiète la minorité au pouvoir, c'est pour peu de temps, alors que « le trouble que l'attentat terroriste introduit dans les rangs des masses ouvrières elles-mêmes est beaucoup plus profond. S'il suffit de s'armer d'un revolver pour arriver au but, pourquoi donc les efforts de la lutte des classes ? (27) » Le seul moyen de convaincre les travailleurs tentés par des actions terroristes de l'inefficacité de la violence individuelle, ce n'est pas de leur prêcher la passivité, c'est de leur proposer des méthodes de lutte permettant aux masses de résister aux assauts du pouvoir et de remporter la victoire, y compris sur le plan militaire.

Nous rejetons la doctrine des pacifistes qui s'opposent à l'emploi de la violence en toute circonstance, car une telle attitude implique nécessairement la défaite de la classe ouvrière face à la minorité qui dispose des armes et qui est décidée à en user pour préserver son pouvoir. Toute l'histoire des soulèvements ouvriers dans les pays dits « socialistes » est là pour le montrer. Dès lors, les appels à « résister à la tentation de la haine » lancés par l'Eglise sont de peu d'efficacité.

« Nous nous tournons vers l'Eglise dans l'attente qu'elle nous dise que faire, comment nous défendre. Et qu'entendons-nous ? "Ne vous laissez pas aller à la haine !" (...) Lorsque l'Eglise nous met en garde contre l'usage de la force, elle exhorte bien plus la société que le pouvoir, admettant — d'ailleurs à juste titre — que ce dernier, dont l'unique soutien est la force, ne saurait y renoncer (...). Mais la société, elle — les ouvriers et les jeunes —, peut-elle y renoncer ? (28) », s'interroge un militant plein de doutes quant à l'attitude de l'Eglise.

On nous objectera que les Polonais ont su, durant seize mois, trouver la voie qui a permis d'éviter de faire couler le sang et que c'était essentiel, vu le traumatisme laissé par l'écrasement sanglant des soulèvements ouvriers en décembre 1970. Mais s'armer pour se défendre ne veut pas encore dire tirer. L'usage de la force est d'autant moins nécessaire quand on a la force — en l'occurrence les armes — de son côté. Si les gardes ouvrières, dont la mise en place avait commencé en hâte la semaine précédant le coup de force, avaient été à même de résister autrement qu'avec leurs poings face aux tanks de la milice, qui sait ce qu'aurait été l'attitude de l'armée, quelle aurait été l'issue, et même si combat il y aurait eu ?

On pourra nous objecter aussi que l'attitude « raisonnable » de la classe ouvrière polonaise depuis le coup de force a évité de faire couler le sang, par compa-



Manifestation paysanne. (DR)

raison avec ce qui s'est passé sous d'autres dictatures militaires, en Amérique latine notamment. Mais, comme le souligne l'auteur d'un texte qui circule en Pologne, « la situation de ces pays est toutefois différente dans la mesure où l'Etat n'y est pas employeur et où le régime militaire est contraint de s'arrêter devant les portes des usines. C'est pourquoi, dans ces pays, les sanctions policières sont beaucoup plus dures, puisqu'il est impossible d'appliquer des sanctions économiques à l'égard du monde du travail. Voilà la raison pour laquelle la répression policière est relativement limitée chez nous (29) ».

Il n'en reste pas moins que, si la classe ouvrière polonaise décide de passer ouvertement à l'offensive, comme elle a commencé à le faire début mai, le pouvoir militaire n'hésitera pas à faire usage de la force et des armes. Les travailleurs ne peuvent attendre passivement, dans l'espoir que l'ennemi, lui aussi, se montre « raisonnable ».

Bien entendu, la mise en place de gardes ouvrières peut apparaître comme un instrument insuffisant face à une armée équipée jusqu'aux dents et disposant de moyens techniques sans comparaison. Mais, si elles ont le soutien de toute la classe ouvrière et la sympathie de la société, elles représenteront un élément décisif pour ouvrir la voie de la fraternisation révolutionnaire avec l'armée, en faisant la preuve — aux yeux des soldats — que les ouvriers sont décidés à résister aux unités de choc du pouvoir. Et les travailleurs auront ainsi mis un précieux atout de leur côté pour gagner à leur combat l'armée, « cette grande inconnue de toutes les révolutions ».

Les syndicalistes polonais, de plus en plus nombreux, s'accordent à ne pas répéter les erreurs commises par Solidarité avant décembre 1981. « La révolution polonaise devait vaincre dans la légalité, sans violence, sans recourir à la force », lit-on dans un bulletin clandestin. « Nous avons tous partagé la conviction — naïve, comme on peut le constater aujourd'hui — qu'on pourrait éviter le recours à la violence. (30) »

Jacek Kuron qui, avant le 13 décembre, se prononçait en faveur de la non-violence, affirme aujourd'hui : « Il faut

admettre que la violence ne recule que devant la violence et annoncer clairement que le mouvement ne refusera pas d'utiliser la force. » Que penser, dès lors, des arguments selon lesquels une telle stratégie est inapplicable en Pologne, dans la mesure où elle multiplierait les risques d'intervention de l'URSS ? On ne saurait nier qu'un tel danger existe. Mais n'a-t-on pas fait l'expérience de la détermination de l'URSS à intervenir — même indirectement — dans la situation polonaise pour tenter de soumettre la classe ouvrière de ce pays ? Si les travailleurs polonais ne sont pas prêts — et ils ne le sont pas — à renoncer à leurs aspirations, ils ne peuvent que chercher la voie qui leur permettra d'imposer enfin leur contrôle sur les affaires du pays. Il est évident qu'une telle victoire sera difficile s'ils restent isolés, si les travailleurs des autres pays dominés par la bureaucratie du Kremlin ne suivent pas leur exemple, si leur lutte n'est pas activement soutenue par le mouvement ouvrier des pays capitalistes.

Mais, à moins de renoncer explicitement aux objectifs mis en avant par Solidarité depuis août 1980, il n'est pas d'autre issue que de chercher à construire un rapport de forces plus favorable en sachant que le meilleur moyen de faire reculer l'ennemi, c'est de lui faire sentir la force, et en s'appuyant sur l'idée que les travailleurs polonais ne sont pas seuls à aspirer à la mise en place d'une société radicalement différente.

Dans un article paru clandestinement, on peut lire : « Non seulement en Pologne, mais également dans d'autres pays de notre camp, le besoin de réformes conséquentes dans la manière de gérer la production et de diriger les affaires publiques a mûri depuis longtemps. La crise économique en Pologne est bien sûr particulièrement profonde. Mais cette crise se manifeste dans tous les pays du bloc oriental (y compris l'URSS) par la baisse de la production, par l'augmentation de l'endettement envers l'Occident et par le sous-développement technologique. Dans certains pays, des embryons d'un mouvement syndical indépendant se sont déjà développés, et bien que, pour le moment, il ne semble pas que la révolution polonaise ait trouvé des imitateurs, il n'en est pas moins vrai que l'Europe de l'Est est entrée dans une période de transformation profonde, qui pourra bien sûr être retardée, mais en aucun cas empêchée par la force. Et c'est dans cette perspective que nous devons considérer les événements de Pologne. (31) »

Jacqueline ALLIO
20 mai 1982.

26. Thèses du Conseil social du primat de Pologne, op. cit.

27. Léon Trotsky, « La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov », Œuvres, vol. IV, p. 314.

28. Tygodnik Mazowsze, numéro 9, 6 avril 1982.

29. « Tentative d'analyse de la situation politique du pays », repris par le Bulletin d'information, numéro 18, Paris.

30. CDN, op. cit.

31. CDN, op. cit.

Guerre de position

"La lucidité, la discipline et l'organisation de la société sont une chance pour éviter l'explosion"

Zbigniew BUJAK

L'idée directrice de l'article de Jacek Kuron est, à mon avis, contenue dans l'affirmation : « Si tu ne veux pas la guerre, prépare-toi à la guerre ! » Ce texte est un élément important de la discussion sur un programme d'action. Jacek Kuron, éminent pédagogue, spécialiste des problèmes sociaux, est doué d'une rare faculté de prévision des effets des événements qu'il analyse. Cependant, je ne souscris pas, pour ma part, ni aux thèses contenues dans son article ni aux conclusions qu'il en tire.

Tout le raisonnement de Jacek Kuron est fondé sur sa conviction qu'une explosion sociale est inévitable, compte tenu de la misère, de la violence et de l'absence d'autres formes d'action efficaces que la lutte ouverte. A mon avis, la société dans son ensemble est convaincue qu'une explosion ne pourra résoudre aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés mais, bien au contraire, accroîtra le risque d'une utilisation brutale des forces intérieures, voire même d'une intervention extérieure. La lucidité, la discipline et l'organisation de la société sont donc les seules chances d'éviter l'explosion.

A la terreur du pouvoir, la population répond en élaborant des formes d'action autres que celles basées sur la violence. C'est dans cette direction-là que devraient être orientés les efforts en vue d'élaborer un programme d'action. Nous devons recourir à tous les moyens de combat avant d'employer le moyen ultime.

C'est pourquoi je considère que la création d'une résistance « préparée à la liquidation de l'occupation par un soulèvement de masse organisé » est inopportune. J'estime de surcroît qu'une telle entreprise est irréalisable, avant tout à cause de la structure militaro-policière de l'Etat, parfaitement adaptée au démantèlement et à la liquidation d'organisations de ce type. Le fait que l'occupant parle la même langue, qu'il agit sur un terrain connu, ne peut que faciliter l'infiltration. De plus, nous sommes entourés d'Etats fondés sur le même régime.

Je voudrais également mettre en doute l'affirmation selon laquelle seul un mouvement de résistance organisé serait à même d'arrêter la vague de terrorisme. A mon avis, le schéma est inverse : un mouvement centralisé doit recevoir et appliquer des directives, et si celles-ci manquent ou paraissent peu stimulantes, il peut arriver que l'organisation prenne le chemin du terrorisme. Une telle structure ne peut que suivre la spirale de la terreur, si celle-ci vient à être mise en marche.

Je suis partisan d'un mouvement fortement décentralisé qui utiliserait les méthodes d'action les plus diverses. Seul un tel mouvement — indéfini et multiforme — sera insaisissable et difficile à combattre. Son unité sera garantie par la communauté des buts poursuivis : abolition de l'état de guerre, libération des internés et des prisonniers et rétablissement des droits syndicaux et d'association.

Je ne suis pas d'accord non plus avec l'affirmation selon laquelle une organisation clandestine centralisée, par la menace qu'elle ferait peser d'une grève générale ou d'un assaut contre les centres du pouvoir, pourrait exercer une pression sur les partisans du compromis au sein du camp gouvernemental suffisamment forte pour les obliger à agir activement en faveur d'une entente. Je pense qu'une telle menace conduirait, au contraire, à unifier le camp gouvernemental autour de l'objectif de destruction de notre mouvement. Seule la fraction de l'appareil qui souhaite une intervention extérieure pourrait en sortir renforcée. Et Moscou peut être intéressé par une telle intervention, si elle permettait d'espérer une élimination définitive des « trublions » et des « ennemis du socialisme ». L'existence d'un mouvement de résistance active centralisé rendrait plus probable une telle élimination.

Un dernier argument, enfin, contre la conception centraliste de la résistance : la division d'une telle organisation — et elle semble très difficile à éviter — serait un nouveau coup porté à Solidarité et aux espoirs de la société. Nous ne pouvons nous payer un tel luxe.

Résumons donc : la création d'un mouvement Solidarité sous la forme d'une organisation monolithique, qui se prépare à livrer un combat décidé et décisif, présente le danger de provoquer une nouvelle tentative de pacification du peuple par des forces intérieures. Même si nous parvenions à nous défendre, nous serions confrontés à une intervention extérieure. Je considère donc que nous devons partir du principe d'éviter une confrontation globale avec le pouvoir, car elle exposerait le pays à un trop grave danger et nos chances — comme je me suis efforcé de le démontrer — sont minimes.

Je suis partisan d'une guerre de position — permettez-moi d'utiliser cette formule militaire — qui, à mon avis, présente l'avantage à la fois de l'efficacité et de la sécurité. C'est ce type de résistance que je voudrais proposer.

Les différents groupes et milieux sociaux doivent construire un mécanisme de la résistance contre les actions monopolistes des autorités dans tous les secteurs de la vie sociale. En s'appuyant sur l'existence d'une organisation aussi massive que

Solidarité, et sur celle des syndicats indépendants de paysans, d'artisans et d'étudiants, cette résistance peut être massive au point de permettre la création d'une structure sociale d'ensemble indépendante des autorités.

Dans les entreprises, cela passe avant tout par la lutte pour arracher le droit de poursuivre les activités syndicales. Cela signifie qu'il faut mener ces activités, c'est-à-dire défendre les droits des travailleurs par tous les moyens, y compris la grève (mais sans dirigeants). Une des tâches essentielles doit être, en particulier dans la situation économique actuelle, la lutte pour l'augmentation des salaires et des prestations familiales en fonction de la hausse du coût de la vie, ce qui ne sera possible qu'à la condition que les travailleurs prennent la défense des militants actifs par diverses actions de protestation.

D'autres éléments importants dans la création d'une structure sociale indépendante des autorités peuvent être : la création, en liaison avec les paroisses, de comités d'aide sociale pour aider ceux qui en ont le plus besoin et assurer des moyens d'existence aux personnes licenciées (ce qui limitera l'impact du chantage économique exercé par le pouvoir) ; le développement de la presse et d'éditions indépendantes (chaque entreprise importante devrait avoir son journal, dans chaque ville il devrait y avoir une maison d'édition indépendante) ; la création des conseils de l'éducation nationale, de la culture et des sciences dans les milieux intellectuels (artistes, enseignants, savants), dont l'existence devrait permettre d'acquérir librement le savoir et l'expérience ; la mise en place d'un réseau d'universités ouvrières, en vue de former les cadres syndicaux et ceux du mouvement des conseils territoriaux et de travailleurs. Il est évident que cette liste s'allongera au fur et à mesure du développement de notre activité.

Ce n'est certes pas là une voie facile et rapide vers le succès, car elle exige un long et patient travail et la mobilisation soutenue d'une large partie de la société. Mais Solidarité, syndicat de plusieurs millions de membres, disposant de près d'un million de cadres, vit et agit malgré l'état de guerre. Solidarité a donc un acquis qui permet de penser que la voie proposée est réaliste. Quant à l'insurrection, si elle s'avérait nécessaire, elle constituerait la phase finale d'une lutte pour la réalisation du programme national de reconstruction de l'économie, de la culture, de la science, de l'éducation et de l'Indépendance. ■

Zbigniew BUJAK

« Tygodnik Mazowsze » numéro 8
Varsovie, 31 mars 1982.

La troisième possibilité

"Une lente décomposition du système peut conduire à la reconquête par la société d'une influence sur son destin"

Wiktor KULERSKI

Que se passera-t-il si les autorités en viennent à considérer le sous-développement économique et les troubles comme moins coûteux qu'un compromis ? Si les incidents locaux ne transcroissent pas en une révolte d'ampleur nationale ? Si l'occupation, prenant des formes moins spectaculaires, dure néanmoins encore longtemps ?

L'histoire a connu de nombreux exemples d'une lente décomposition du pouvoir combinée à une résistance durable de la société, même, et peut-être surtout quand cette dernière doit faire face à la famine et à la misère. Faut-il se préparer également à faire face à une telle possibilité, à une évolution et non à une révolution ? Et si oui, de quelle évolution s'agit-il ? Cela dépend aussi de la société. Ne nous arrêtons donc pas à l'alternative avancée par Jacek Kuron entre le compromis et la révolution, mais examinons une troisième possibilité : celle d'une lente décomposition du système, accompagnée de changements progressifs pouvant conduire à une reconquête par la société d'une influence sur son destin.

Pour que l'évolution prenne cette voie-là, il faut non pas construire un Etat clandestin, mais plutôt s'organiser en une Société clandestine. Cela signifie non la mise en place d'un Centre et d'une stricte discipline à son égard, mais d'un mouvement polycentriste, décentralisé, informel, composé de groupes, cercles, comités, etc., indépendants les uns des autres, largement autonomes et disposant d'une liberté de décision. Leur rôle devrait être de garantir une aide prolongée et efficace à tous ceux qui sont persécutés par le pouvoir, de développer la circulation d'une information indépendante et d'une pensée non muselée, de créer un réseau de communication sociale et de garantir la possibilité de formation autodidacte, ainsi que de servir de soutien moral et psychologique à tous.

Un tel mouvement doit conduire à l'apparition d'une situation dans laquelle le pouvoir contrôlera les magasins vides, mais pas le marché ; l'emploi, mais pas les moyens de subsistance des travailleurs ; les *mass media* étatisés, mais pas la circulation de l'information ; les imprimeries, mais pas l'édition ; la poste et les téléphones, mais pas les communications ; les écoles, mais pas l'éducation. Une telle autonomisation de la société peut conduire — avec le temps — à la situation où il n'y aura plus, dans les mains du pouvoir, que la police et une poignée de collabos indéfectibles.

Alors, il n'y aura plus de troisième possibilité. Cela impliquera soit que le

pouvoir sera renversé, soit que les barrières le séparant de la société s'abaisseront peu à peu et que la société se débarrassera progressivement des liens qui lui ont été imposés.

Pas de compromis spectaculaire, mais un retour progressif des droits du citoyen, de l'autogestion et enfin une participation de la société sans cesse élargie aux prises de décisions concernant avant tout la vie économique, sociale et culturelle du pays. L'étendue des libertés restituées devra

alors être suffisante pour peser plus lourd que le risque que fait courir la participation à la vie de la Société clandestine. Ce n'est que lorsqu'il sera possible de rétablir un contrôle social sur la vie de la société, que la force d'attraction de la Société clandestine pourra diminuer à la mesure des progrès accomplis par ce rétablissement. Pour le pouvoir, le prix à payer pour rétablir son influence sera celui d'une démocratisation et d'une libéralisation progressives.



Banderole proclamant : « La grève ! » (DR)

Dans les conditions qui sont celles d'un Etat policier moderne, entouré par des systèmes similaires, et surveillés, tout comme l'Etat en question, par une grande puissance voisine, l'activité clandestine de masse d'une organisation couvrant l'ensemble du pays est impossible à long terme. Sa création serait donc lourde du danger d'une explosion prématurée ou de son écrasement, c'est-à-dire d'une défaite que nous ne pouvons nous permettre. C'est pourquoi, seul un groupe réduit peut prendre le risque de constituer l'embryon d'un « Centre national » et, au mieux, de centres régionaux. Cet embryon d'Etat clandestin ne peut donc être qu'une menace supplémentaire potentielle pour le pouvoir. Son influence pourrait croître dans la Société clandestine au moment où cela s'avérerait nécessaire.

Ce n'est donc que dans la phase finale de la lutte que l'Etat clandestin trouvera son prolongement et son appui dans la Société clandestine. Jusque là, la Société clandestine devra être autonome et éviter des contacts trop fréquents avec la structure centrale. Cela permettra à la fois de renforcer la protection de cette structure

et de protéger en même temps la société de la défaite. Car, même la destruction de l'Etat clandestin ne sera alors qu'un échec, la Société clandestine continuant à vivre et pouvant reconstruire ce qui a été détruit.

La troisième possibilité mérite d'autant plus d'attention qu'un autre danger se dessine. Les empires secoués par des conflits internes, frappés par les crises et menacés de l'extérieur ont plus d'une fois eu recours à la fuite en avant et à l'agression. Une telle politique permet, rapidement et sans tenir compte des coûts, d'accroître le potentiel militaire, de rassembler fermement les masses autour du pouvoir et de détourner l'attention de la société de sa situation tragique. Nous ne pouvons pas ne pas voir ce danger. Dire, dans notre situation, qu'une « intervention armée sera le dernier acte de l'URSS », comme l'avance Jacek Kuron, est une piètre consolation. ■

Wiktor KULERSKI
« Tygodnik Mazowsze » numéro 8
Varsovie, 31 mars 1982.

"Vous avez une chance historique"

Lettre ouverte à Zbigniew Bujak,
Wiktor Kulerski et d'autres dirigeants de la résistance

Jacek KURON

Comme on peut le voir avec la polémique publiée dans *Tygodnik Mazowski* numéro 8, entre Zbigniew Bujak et Wiktor Kulerski d'une part, et moi de l'autre, des différences importantes existent en ce qui concerne l'appréciation de la situation et le choix des méthodes d'action. Cela n'est pas grave. Mais il faut que nous comprenions bien nos arguments réciproques, car cela est le fondement même d'une discussion permettant d'espérer que celle-ci ne sera pas inutile.

1 Si j'ai bien compris, vous proposez de construire un mouvement social à l'image de celui que nous appelions « *d'autodéfense sociale* » avant août 1980, mouvement fondé sur l'organisation des gens dans divers milieux pour leur permettre de résoudre en commun les problèmes auxquels ils sont confrontés. Une telle auto-organisation peut servir de base au développement d'activités plus générales : édition, cercles de formation, discussions programmatiques. Dans mon texte *Réflexions sur un programme d'action* de 1976, j'insistais sur le fait qu'un tel mouvement devait s'appuyer sur une pleine autonomie des groupes d'action sectoriels et locaux constitués sur cette base. Excusez cette auto-publicité, mais je tiens à souligner combien l'idée que vous défendez m'est proche. Elle a été vérifiée dans les faits, en conduisant à la victoire d'août 1980, victoire déjà irréversible. Je ne suis donc pas étonné que cette conception du mouvement rencontre aujourd'hui un appui très large. Nous réfléchissons tous en recherchant des analogies historiques et en nous efforçant de nous appuyer sur l'expérience. Mais il ne faut pas oublier que nous discutons de méthodes d'action, dépendant avant tout des conditions de la lutte, et que celles-ci sont aujourd'hui très différentes de celles d'avant août 1980.

2 Quelles sont les conditions indispensables pour le développement d'un mouvement d'autodéfense ? J'en vois trois :

- les différentes personnes doivent pouvoir agir ;
- cette activité doit pouvoir être couronnée de succès ;
- le système social dans le cadre duquel on construit le mouvement doit avoir des réserves, même minimales, lui permettant de se développer.

Le système prévalant sous Edward Gierek (à partir de 1970), remplissait les deux premières conditions. L'équipe d'a-

lors voulait gouverner en s'appuyant sur le consensus de la société et c'est pour quoi elle poussait l'appareil à céder devant les pressions.

Aujourd'hui, les généraux et les secrétaires ont décidé non seulement de se passer du consensus de la société, mais même de gouverner contre elle. Le fondement de leur pouvoir, c'est leur capacité à disperser les manifestations, à briser les grèves, à arrêter, interner, matraquer, fusiller... Tant que les généraux et les secrétaires auront cette capacité-là, ils ne céderont pas d'un pouce devant les pressions. Tout cela a déjà été dit et démontré. On ne saurait se faire la moindre illusion. Ajoutons qu'ils ne peuvent céder devant les revendications car ils n'ont aucune marge de manœuvre.

Ils ne peuvent pas ne pas baisser les salaires, ne pas licencier les travailleurs, ne pas réduire les rations alimentaires. Et, comme vous le savez, aucun mouvement social — à moins de se considérer cogestionnaire du pays — ne peut renoncer aux revendications économiques. Sans une véritable réconciliation sociale, on ne pourra arrêter l'agonie croissante de notre économie. C'est par une justification de cette affirmation que commençait mes « Thèses... », ce dont vous n'avez malheureusement pas tenu compte dans votre polémique.

Dans les conditions de l'état de guerre, on ne peut donc espérer que le mouvement d'autodéfense ni aucun autre mouvement social soit capable d'impulser graduellement des changements du système du fait de sa seule existence.

3 Un mouvement clandestin de masse se développe, au sein duquel il est possible d'organiser des éditions, des activités de formation et avant tout diverses formes d'action exprimant les aspirations de la société. Est-ce que c'est pour prendre part à ces activités-là que les gens viennent au mouvement malgré les risques ? Je ne le pense pas. *Un mouvement social de masse est toujours une réponse à des aspirations importantes, dont la réalisation est possible par l'action organisée en commun et uniquement par cette action.*

La formation est possible sans un tel mouvement. L'activité d'édition, comme but en soi, n'engage qu'une toute petite minorité de la société. Les manifestations ne peuvent conduire à aucun succès immédiat. Elles sont, certes, très importantes pour le moral, dans la mesure où elles révèlent la force du mouvement. Mais, si cette force ne sert qu'à améliorer le moral, avec le temps, elle devient impuissante.

Actuellement, nombre de gens sont

absorbés par des tâches organisationnelles. Ils construisent des organisations de masse qui tendent à assumer des tâches liées à la réalisation des buts recherchés. L'objectif le plus limité et le plus populaire aujourd'hui, c'est d'obtenir des conditions permettant aux gens de vivre normalement. Les tâches que vous mettez en avant, pas plus qu'aucune autre activité sectorielle ou locale, ne peuvent approcher de la réalisation de ce but ne serait-ce que d'un millimètre. Aucune activité clandestine ne peut y parvenir par elle-même. Car l'activité clandestine est toujours la préparation à quelque chose. Si vous ne montrez pas concrètement à quoi il faut se préparer, alors il ne subsistera que l'organisation sans buts et la déception, le mécontentement, la haine... Et de cette haine-là naîtra le terrorisme.

Un organisme central de direction pourra, dans certaines limites, empêcher que des actes de désespoir et d'agression ne se produisent, s'il existe effectivement et qu'il est capable d'atteindre tous les maillons du mouvement. Mais une telle direction ne pourra que perdre toute influence sur le mouvement s'il apparaît qu'elle n'a pas de programme pour sortir de la situation. Notons entre parenthèses que l'activité organisationnelle menée actuellement conduit d'une manière naturelle à la centralisation du mouvement. Si les dirigeants de Solidarité, ou ne serait-ce qu'une partie d'entre eux, cherchent à freiner ce mouvement, alors apparaîtront plusieurs centres, ce qui, outre des conflits inévitables, constituera les conditions rêvées pour une provocation.

4 Vous dites que les gens peuvent tenir encore longtemps, et vous vous référez à l'histoire. Là, nous ne sommes pas d'accord sur les faits. L'année dernière, le revenu national a baissé de 13 %. Cette année, si nous obtenons une aide significative de l'Est et quelques crédits occidentaux, selon les pronostics compétents publiés officiellement, le revenu national diminuera de 17 à 22 % de plus. Laissons de côté le fait qu'il n'y aura pas d'aide importante de l'Est et que l'obtention de quelques crédits occidentaux est pour le moins sujette à caution.

Prenons seulement cette nouvelle baisse de 20 %. C'est une catastrophe inconnue dans l'histoire des sociétés modernes. Personne n'est capable de prévoir ses effets économiques, sociaux et moraux.

Sur quoi fondez-vous votre croyance que les Polonais seront justement capables de supporter tranquillement une telle catastrophe, dans une situation où, de plus, le pouvoir ne cesse de les provoquer par son arrogance et par la terreur qu'il



« Solidarité ne provoque pas », Lublin, juillet 1981. (DR)

exerce ? Sur le fait qu'ils se sont montrés patients depuis janvier jusqu'à aujourd'hui ? Mettons de côté le fait que les conditions de vie ne vont cesser d'empirer à l'avenir. Notons, par contre, que la maturité de la société polonaise, sur laquelle nous sommes tous d'accord, n'est rien d'autre que la confiance qu'elle a en Solidarité. C'est-à-dire en vous et dans le mouvement de résistance.

Les gens gardent pour eux leur désespoir, leur colère et leur rage, car ils se sont lancés dans une activité à laquelle vous les avez appelés (ou à laquelle ils pensent que vous les avez appelés). Ils croient que vous connaissez la voie et que vous les menez à la victoire. Mais, très vite, ils se rendront compte que le mot d'ordre de se maintenir dans la clandestinité est la voie la plus coûteuse pour la défaite. Que se passera-t-il alors ? Peut-être le pouvoir sera-t-il capable d'empêcher une explosion nationale. Peut-être y aura-t-il de nombreuses explosions, plus ou moins locales, réprimées de manière plus ou moins sanglante. Ajoutons à cela les effets matériels, sociaux et moraux de la catastrophe économique. Même sans une intervention étrangère, nous serons peut-être les témoins de la destruction de la nation. Je ne sais si Solidarité peut se permettre une nouvelle défaite, mais je sais qu'en refusant le combat nous n'éviterons pas la défaite.

5 En organisant Solidarité nous avons pris sur nous une immense responsabilité, nous ses dirigeants. Nous ne la fuirons pas aujourd'hui en refusant d'apporter des réponses aux questions essentielles. Pour éviter la catastrophe à laquelle l'état de guerre conduit la Pologne, je suis prêt à proclamer la nécessité de concessions maximum de la part de la société. Mais ces concessions ne peuvent aller jusqu'à empêcher la réalisation d'une condition indispensable du compromis social : la création d'une situation

dans laquelle le pouvoir s'entendra avec la société, et non avec lui-même (sous divers noms et sous les traits de diverses personnes). En un mot, la condition indispensable du compromis, c'est qu'il y ait une société organisée indépendamment du pouvoir d'Etat.

On ne peut fonder un programme sur l'espoir que les généraux et les secrétaires acceptent de plein gré un compromis. Il faut admettre que la violence ne recule que devant la violence et annoncer clairement que le mouvement ne se refusera pas à utiliser la force.

Selon moi, il fallait préciser cette déclaration en la datant, par exemple « en été » ou « en automne ». C'est là le meilleur moyen d'empêcher les actes de désespoir et d'agression. Dès ce moment, toutes les démonstrations de la volonté sociale organisées dans le pays (bougies, minutes de silence, grèves de la faim, éléments d'habillement communs, grèves de courte durée, etc.) rappellent la menace et montrent que le mouvement est prêt.

Je m'imaginais que le mouvement entreprendrait immédiatement, par tous les moyens possibles, une agitation parmi les soldats et les miliciens. Il faut les appeler à se coordonner entre eux et maintenir le contact avec leurs coordinations. A mon avis, c'est cela qui doit être la tâche principale du mouvement.

Le soulèvement annoncé peut bien sûr prendre la forme d'une grève générale illimitée. Mais, ce faisant, nous donnons aux généraux et aux secrétaires la possibilité d'attaquer des points choisis et de concentrer ainsi leur supériorité en hommes et en matériel à un endroit donné. Si donc nous n'avons pas l'assurance que la majorité des soldats et des miliciens coopèrent avec nous, il faudra combiner la grève à l'attaque de centres déterminés du pouvoir et d'information, en accord avec ceux des soldats et miliciens qui se déclareront prêts à passer à nos côtés. On peut également annoncer qu'une telle

attaque aura lieu au cas où les usines en grève se verraient menacées.

Supposer que la peur du soulèvement durcira l'attitude des secrétaires et des généraux pourrait être fondé si l'on pouvait imaginer autre chose que la peur pour les amener à des concessions. En déclarant que le mouvement n'utilisera pas la violence, vous les trompez. Ils se sentent à l'abri et n'ont pas l'intention de céder.

Les autorités ont bien sûr entrepris des discussions avec l'Episcopat à propos de la conciliation nationale et de l'entente sociale. Mais elles ne l'ont fait que pour légaliser une pratique contraire à tout accord. Dès qu'il y aura un danger réel, l'Episcopat cessera d'être un interlocuteur pour devenir un médiateur. Notez que les propositions modérées du Conseil social du primat de Pologne sont aujourd'hui considérées comme extrémistes, parce que seules face aux propositions officielles. Quand vous serez considérés comme interlocuteurs, ces propositions pourront apparaître comme une réelle plate-forme de compromis. Il est vrai que, si un tel compromis se réalise, ceux qui faisaient peur seront en marge de la vie sociale. Tant pis.

6 Je ne vous invite pas à proclamer l'offensive. Je vous demande par contre d'organiser le centre du mouvement et un réseau d'information efficace. Il faut souligner clairement que cela ne limitera en aucune manière l'autonomie des divers maillons du mouvement. Mais cela limitera le danger de provocations et d'actions peu réfléchies. Car certaines actions doivent être exclusivement de la responsabilité du centre.

Je vous appelle à déclarer que, si les autorités n'écoutent pas la société, si elles refusent d'obtempérer à sa volonté exprimée sous diverses formes, si elles ne prennent pas d'initiatives en vue de sauver le pays de la catastrophe, si elles n'acceptent pas la conciliation avec la société, le mouvement sera obligé d'employer la violence.

Je vous appelle enfin à entreprendre l'agitation parmi les soldats et les miliciens. Vous y trouverez une bonne réceptivité, et à soi seul, cela sera déjà un danger mortel pour le pouvoir.

Et avant tout, il faut un programme qui ait l'accord de tous les principaux dirigeants de la résistance.

Excusez-moi ce ton professoral. Je sais que vous travaillez durement et que vos succès sont importants. Mais nous nous trouvons dans une situation sans issue, et bien que nous n'y soyons probablement pas préparés, nous devons y faire face. C'est à nous d'indiquer une issue à cette situation qui nous apparaît comme étant une impasse.

Vous n'aviez pas choisi un tel fardeau, mais vous ne pouvez vous y soustraire. Vous avez une chance historique ...

Jacek KURON
« Tygodnik Mazowsze » numéro 13
Varsovie, 12 mai 1982.

Grande Bretagne, bas les pattes devant les Malouines!



Manifestation pour le rappel de la flotte britannique de l'Atlantique-Sud. (DR)

Déclaration du Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale du 27 mai 1982

La Grande-Bretagne est engagée dans un bain de sang pour reprendre les Malouines à l'Argentine. En envoyant 100 navires et 26 000 militaires, elle a résolu de sacrifier les vies de milliers de soldats argentins et britanniques. Elle est déterminée à utiliser un armement des plus sophistiqués et meurtriers contre un pays semi-colonial. La force d'intervention britannique transporte des armées nucléaires et le commandant de la flotte est habilité à les utiliser « en cas d'urgence ».

L'impérialisme britannique est prêt à en venir à ces procédés barbares pour défendre ses intérêts contre les peuples opprimés du monde.

Le Comité exécutif international (CEI) de la IVe Internationale appelle tous les ouvriers, paysans et opprimés du monde, à se mobiliser en solidarité avec le peuple argentin contre l'impérialisme et le colonialisme.

L'action britannique dans l'Atlantique-Sud constitue aujourd'hui une menace majeure pour la paix mondiale. Elle constitue une couverture pour l'escalade

des actions militaires américaines contre les révolutions en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Ce n'est pas seulement la guerre de Margaret Thatcher : le gouvernement américain est pleinement associé à cette entreprise et les autres puissances impérialistes en sont les complices par le biais des ventes d'armes à la Grande-Bretagne, de l'appui logistique, du boycott économique et diplomatique contre l'Argentine, et du soutien diplomatique à l'action britannique tout au long de cette guerre. Le président Ronald Reagan a dit clairement qu'il ne « permettrait pas » une défaite britannique. Toutes les classes dominantes impérialistes ont su reconnaître rapidement où se trouvaient leurs intérêts fondamentaux.

La décision d'envoyer la troisième flotte du monde, de prendre l'initiative d'une invasion militaire pour reprendre les îles, et de bombarder si nécessaire l'Argentine continentale, n'a rien à voir avec le prétexte hypocrite selon lequel il s'agirait par là de défendre la population

britannique des Malouines. Cette guerre est dirigée contre les peuples d'Amérique latine. Ni la Grande-Bretagne ni les Etats-Unis ne veulent permettre qu'aucun pays colonial puisse affirmer ses droits. Le tolérer encouragerait la lutte de tous les peuples de la région pour renverser les oligarchies réactionnaires qui les gouvernent et pour chasser les impérialistes qui les soutiennent.

L'importance spécifique des Malouines tient à ce qu'elles commandent l'accès aux richesses de l'Antarctique, au pétrole découvert aux alentours des îles, et à leur position stratégique dans l'Atlantique-Sud.

La guerre de l'impérialisme britannique contre l'Argentine n'est pas une guerre entre une « démocratie » et une « dictature militaire ». C'est une guerre entre une puissance impérialiste et un pays dépendant.

L'agression britannique ouverte a provoqué une vague de haine croissante contre Londres et Washington, les deux puissances impérialistes qui ont dominé la région pendant de longues années.

La bataille pour les Malouines contre l'agression impérialiste renforce sur tout le continent latino-américain l'impact des progrès révolutionnaires en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

La IVe Internationale soutient totalement l'appel urgent à « bloquer l'agression anglo-américaine » lancé par Fidel Castro en tant que président du Mouvement des pays non alignés. Fidel Castro a correctement souligné que cette guerre se « transforme en une leçon pour tous les pays du Tiers Monde qui défendent leur souveraineté et leur intégrité territoriale », quel que soit leur régime politique.

Nous sommes d'accord avec lui pour affirmer que « c'est l'heure de la solidarité latino-américaine ». Nous lançons un appel à un soutien actif et inconditionnel à l'Argentine. Dans cette guerre, la souveraineté argentine sur les Malouines doit être définitivement établie et reconnue internationalement, sans aucune réserve.

Nous saluons les travailleurs argentins pour leur mobilisation rapide en défense de la souveraineté argentine sur les Malouines. La récupération des Malouines par la junte militaire argentine a coïncidé avec les aspirations nationales du peuple argentin contre l'impérialisme britannique. La junte militaire pro-impérialiste était parvenue au plus haut degré d'isolement et de discrédit après six ans de politique sanguinaire et de répression contre les masses travailleuses argentines.

L'action de récupération des Malouines a eu lieu quelques jours seulement après une manifestation de dizaines de milliers de travailleurs exigeant « La paix, du pain et du travail ! », qui exprimait un vigoureux réveil des masses. L'action de la junte visait à dévier la vague montante du mécontentement populaire contre sa politique faillie. Mais les masses argentines ont soutenu avec enthousiasme la récupération des Malouines, tout en conservant leur indépendance envers la junte. Elles ont réagi ainsi parce que la guerre de Margaret Thatcher est une guerre contre le peuple argentin dans son ensemble.

La mobilisation des masses argentines contre l'attaque impérialiste brisera la barrière de toutes les tergiversations de la junte face à l'impérialisme, libérant toutes les énergies pour écraser l'agresseur.

Les besoins de la défense des Malouines sont entrés en contradiction avec la position pro-impérialiste de la junte. Elle a déjà été obligée de se retirer des plans de Washington prévoyant de l'impliquer dans l'intervention impérialiste en Amérique centrale.

Pendant des années, les travailleurs argentins ont opposé une résistance héroïque aux mesures économiques et répressives de l'impérialisme, imposées par la junte. Aujourd'hui, face à l'attaque de l'impérialisme britannique, ils doivent exiger l'intransigeance face à l'agression. Dans ce moment critique, toute hésitation constituerait un obstacle aux énergies anti-impérialistes du peuple argentin et une trahison de la cause nationale.

C'est pourquoi il est plus urgent que jamais d'obtenir la garantie des plus larges libertés d'organisation, d'association et de presse, ainsi que toutes les autres libertés démocratiques. Nous soutenons l'exigence que des comptes soient rendus sur le sort des 30 000 « disparus ». Ces militants ont fait leurs preuves dans la lutte contre l'impérialisme. Ils occuperaient leur place au premier rang contre l'agression britannique. La libération des prisonniers politiques et le retour des exilés sont plus nécessaires que jamais. Ces mesures renforceraient le peuple argentin face à l'agression. Elles seront arrachées par la mobilisation de masse. Les travailleurs et les opprimés ne peuvent supporter les coûts énormes de la guerre. Ce sont les agresseurs et les exploités qui doivent les payer : les avoirs britanniques et nord-américains doivent être expropriés pour porter un autre coup à l'impérialisme et soulager le peuple argentin.



L'agression anglo-américaine a changé les conditions de lutte du peuple argentin pour ses justes revendications. Les travailleurs argentins n'ont, à juste titre, aucune illusion sur le fait de voir la junte prendre des mesures en vue d'une résistance plus efficace contre l'agression impérialiste et sa répression barbare justifie cette défiance.

C'est pourquoi le combat contre l'agression impérialiste n'implique aucune trêve avec la junte et aucune concession sur l'indépendance des travailleurs et des paysans dans la lutte pour leurs revendications.

La IVe Internationale dénonce les manigances des Etats-Unis pour installer en Argentine un nouveau gouvernement totalement subordonné à leurs intérêts et encore plus répressif si cela est possible.

Mais, en renforçant leurs organisations, en luttant pour leurs droits, en se mobilisant contre l'impérialisme, les masses argentines seront conduites à en finir avec la dictature militaire.

Chaque jour, avec l'hymne national argentin, les paroles de José Martí retentissent avec plus de vigueur : « Ecoutez le

bruit de nos chaînes qui se brisent ! » Chaque jour qui passe, tant que ce peuple est ligoté et bâillonné, donne un avantage supplémentaire à l'ennemi britannique et à ses alliés.

La IVe Internationale s'attachera à mobiliser la solidarité la plus large avec l'Argentine contre l'agression. Nous soutenons pleinement les mobilisations des peuples latino-américains en solidarité avec l'Argentine.

La IVe Internationale appelle les travailleurs européens et nord-américains à lutter pour mettre fin au blocus et au boycott économique de leurs gouvernements contre l'Argentine, et à l'aide militaire à Margaret Thatcher, sous quelque forme que ce soit. Ni les masses argentines ni les victimes de la répression de la junte ne tireront le moindre avantage du soutien de ces gouvernements à Margaret Thatcher et à Ronald Reagan.

Les travailleurs d'Europe occidentale, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et du Canada, n'ont aucun intérêt à appuyer le moins du monde l'alliance de leurs propres exploités contre le peuple argentin.

Le peuple travailleur d'Amérique du nord et le mouvement qui se développe contre la guerre ont parfaitement raison de manifester pour exiger l'arrêt de toute aide nord-américaine à cette guerre coloniale sanglante qui ne peut que renforcer le cours belliciste de Washington.

La IVe Internationale appelle le mouvement ouvrier britannique et le Mouvement contre les missiles nucléaires à lutter contre l'hystérie chauvine déchaînée par la presse capitaliste. Nous appelons également à la mobilisation la plus large possible pour le retrait de la flotte britannique.

Nous dénonçons le soutien des principaux dirigeants syndicaux britanniques et du Parti travailliste à la guerre de Margaret Thatcher. Toute victoire contre l'Argentine donnerait le signal d'une offensive accrue contre les droits des travailleurs britanniques eux-mêmes. Une défaite britannique face à l'Argentine constituerait au contraire un puissant encouragement contre l'impérialisme britannique et renforcerait la lutte pour en finir avec ce gouvernement conservateur ultra-réactionnaire et pour porter un coup au bellicisme de Ronald Reagan.

Les véritables alliés des travailleurs britanniques sont les travailleurs et les masses exploitées et opprimées d'Argentine.

— A bas la sale guerre coloniale de l'impérialisme britannique !

— Retrait immédiat et inconditionnel de la flotte britannique de l'Atlantique-Sud !

— A bas le boycott impérialiste contre l'Argentine !

— Vive la solidarité internationale des travailleurs avec les exploités et opprimés d'Argentine et d'Amérique centrale !

— Les Malouines sont argentines ! ■

Comité exécutif international (CEI)
de la IVe INTERNATIONALE
27 mai 1982.

Le parti social démocrate un partenaire pour les conservateurs, une arme contre les travailleurs

UNE des premières victimes de la guerre des Malouines aura été la montée ininterrompue du Parti social-démocrate (SDP) britannique. Créé en mars 1981, le SDP représentait avant tout une réponse aux progrès de la gauche au sein du Parti travailliste. Il s'est transformé ultérieurement, de

groupe de pression sur la direction travailliste, en un parti capable de jouer un rôle gouvernemental. Lors des élections partielles de Hillhead, Warrington, Croydon et Crosby, l'alliance SDP-Liberal Party a enregistré des victoires et des progrès spectaculaires.

Steve POTTER

Les élections locales du 6 mai dernier ont porté un coup d'arrêt à cette progression. Lors de ces élections, qui sont apparues comme un test national, le Parti conservateur a su mettre à profit la crise des Malouines pour bloquer l'avance des sociaux-démocrates et des travaillistes. Le Parti travailliste a progressé de façon limitée, dans les régions où son organisation est la plus forte (Ecosse) et dans les régions où sa direction locale est nettement marquée à gauche (Liverpool). Le Parti travailliste a également remporté une victoire écrasante contre le premier conseil municipal social-démocrate, dans le quartier londonien d'Islington.

Mais les votes chauvins que la direction travailliste a offert aux conservateurs, par son soutien servile à la politique belliqueuse de Margaret Thatcher, ont empêché son parti d'enregistrer des gains significatifs au détriment de ces mêmes conservateurs. Pour le SDP et son allié libéral, les résultats électoraux ont été un désastre total. Ils n'ont remporté la majorité dans aucun conseil municipal. Dans quelques conseils seulement — mais des conseils importants il est vrai —, ils ont néanmoins obtenu assez de sièges pour contrôler le jeu politique.

Quelles sont les causes de ce retournement ? S'agit-il d'une défaite irréversible de l'alliance SDP-libéraux ? Et comment le mouvement ouvrier y a-t-il répondu jusqu'ici ?

UNE CONSPIRATION DE LA CITY

L'attitude prédominante de la gauche travailliste face au SDP a été de fermer les yeux en espérant qu'il disparaîtrait de lui-même. Certains ont même salué son apparition comme un cataplasme susceptible d'arracher le « poison droitier » des rangs du mouvement ouvrier. Mais aucune de ces attitudes ne permet de résoudre le problème.

Il est vrai de dire que le SDP est une création des médias ; personne ne peut nier le caractère incroyablement partisan de la couverture de presse qui lui a été accordée par une profession au sein de la-

quelle il a trouvé ses partisans les plus enthousiastes. Mais on ne peut pas dire, par contre, que le SDP disparaîtra dès qu'il ne fera plus la « une » des journaux. Car, ce qu'il faut expliquer, c'est pourquoi la presse lui a apporté son soutien et si ce parti reçoit un appui plus large au sein de la classe dominante.

Le leader de la gauche travailliste, Tony Benn, semble convaincu de ce dernier point quand il décrit le SDP comme le produit d'une conspiration tramée par la City (le quartier de la haute finance de Londres). Mais pourquoi une telle conspiration ?

Quand elle est arrivée au pouvoir, en mai 1979, Margaret Thatcher a fait des promesses très fermes aux patrons. Elle leur a promis de restaurer les profits des capitalistes en brisant le pouvoir du mouvement syndical. Elle se proposait d'atteindre ce but grâce à l'introduction d'un chômage massif et à la remise en cause permanente des droits élémentaires conquis par la classe ouvrière. La mise en œuvre de ce programme nécessitait son maintien au gouvernement durant deux

mandats successifs. Il fallait donc trouver un moyen permettant de conserver son soutien électoral tout en se livrant à des attaques brutales contre le niveau de vie des travailleurs.

Margaret Thatcher, malgré ce que peuvent en dire les « durs » au sein du Parti conservateur, a fidèlement suivi sa stratégie. Les syndicats ont subi de nombreuses défaites dans la bataille pour la défense de l'emploi. Les attaques contre certains droits élémentaires ont été portées sans recevoir la riposte adéquate de la part du mouvement ouvrier. La proposition de loi du ministre du Travail, Norman Tebbit, visant à saper la force organisationnelle des syndicats, est passée en troisième lecture au Parlement, le 26 avril dernier.

Pourtant, la classe dominante doute profondément de la capacité des conservateurs de mener à bien ce programme. Le doute s'est installé à partir de la grève des mineurs de février 1981 contre la fermeture des puits. Bien que la marche arrière faite à cette occasion par les conservateurs ait été temporaire, elle a

Conférence des sociaux-démocrates britanniques. (DR)



confirmé, aux yeux des patrons, que Margaret Thatcher était encore bien loin d'avoir réussi à atteindre ses principaux objectifs. Cette leçon a été confirmée par la lutte des conducteurs de train, lorsque ce petit syndicat a fait reculer les prétentions des conservateurs de procéder à la rationalisation d'un important secteur nationalisé.

La situation ne serait pas si inquiétante pour la classe dominante si le principal bénéficiaire de cette crise de la stratégie conservatrice n'était un Parti travailliste devenu un appui de moins en moins sûr pour le capitalisme, par suite des victoires remportées par son aile gauche au cours de ces trois dernières années.

Il n'existe pas aujourd'hui chez les travaillistes d'équivalent à l'équipe Harold Wilson-James Callaghan, susceptible de ramasser les morceaux après l'échec des conservateurs, comme cela a été le cas lors de la défaite de Edward Heath en 1974. Il faut donc trouver d'autres filets de sécurité. La solution est l'alliance avec le SDP.

Plus qu'une prétendue *absence de politique*, c'est cela qui explique la *souplésses politique* du SDP. En fait, ce parti défend la position des patrons sur toutes les questions clés actuelles : le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne (CEE) ; la nécessité de remettre en place une politique des revenus dès que s'amorcera une reprise économique ; l'engagement à défendre l'armement nucléaire de la Grande-Bretagne et toutes ses responsabilités au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) ; et, enfin, et ce n'est pas le moins important, l'engagement à imposer une « réforme » des syndicats.

LE PRIX DE L'ALLIANCE

En aucune façon le SDP ne peut être présenté comme une « option douce » car, dans ses options fondamentales, sa politique correspond aux exigences actuelles du patronat, contrairement à celles du Parti travailliste.

Si la classe dominante doit se livrer à la grande manœuvre de la coalition, le prix à payer sera élevé. Le SDP demandera au moins que des mesures concrètes allant dans le sens de l'introduction de la représentation proportionnelle soient prises, suffisantes en tout cas pour changer de façon durable le panorama politique britannique. En outre, si un gouvernement conservateur - social-démocrate était formé, le prix à payer serait aussi la chute de la direction Thatcher, ce qui entraînerait une réorganisation d'ensemble du Parti conservateur.

Telles sont les raisons de l'appui que la classe dominante apporte au SDP, et c'est pourquoi il ne faut pas fermer les yeux devant ce phénomène. La crise du Parti conservateur est un des facteurs qui ont favorisé l'apparition du SDP. Celui-ci a bénéficié d'un soutien important non pas parce qu'il représente une alternative, mais parce qu'il est un complément essentiel de ce parti.



La direction du SDP, Bill Rodgers, Jenkins et Williams. (DR)

Evidemment, la classe dominante n'a pas abandonné tout espoir de renverser le processus de réforme au sein du Parti travailliste et de le rendre à nouveau « apte à gouverner », un instrument sûr de défense de l'ordre capitaliste. Pour cela, elle a choisi de s'appuyer sur la bureaucratie syndicale.

L'accord passé en février 1982 à Bishop Stortford entre la direction syndicale du Trade Union Congress (TUC) et la direction travailliste, visant à instaurer une trêve dans la bataille interne au Parti travailliste, loin de signifier une telle trêve, représente le premier pas vers une nouvelle tentative de la bureaucratie syndicale pour faire obstacle aux progrès de la gauche dans le parti. L'objectif fondamental de l'offensive de la droite syndicale est de promouvoir une politique favorable aux exigences patronales, à l'instar de celle du SDP.

C'est pourquoi il est tout à fait juste de caractériser cette ligne comme la « ligne du SDP » et c'est par contre une grave erreur que de considérer le SDP comme un canal utile pour évacuer les droitières du parti. Le problème fondamental pour le Parti travailliste n'est pas les droitières du type Snowden, Gaitskill, Jenkins, le problème fondamental est le rôle joué par la bureaucratie syndicale.

POUR UNE ALTERNATIVE DE CLASSE A THATCHER ET AU SDP

Quels sont les moyens dont dispose le mouvement ouvrier pour lutter contre les grandes manœuvres de la classe dominante tendant à empêcher la venue au pouvoir d'un gouvernement travailliste ?

— Il faut lutter pour une action coordonnée du Parti travailliste et des syndicats contre la politique de Margaret Thatcher, pour chasser son gouvernement et élire un gouvernement travailliste qui s'engage à mener une politique socialiste. La défail-

te de la loi anti-syndicale du ministre du Travail Norman Tebbit serait la meilleure façon de discréditer totalement Margaret Thatcher et tout gouvernement de coalition avec les conservateurs. Une campagne électorale fondée sur ce type de propositions aurait bien plus de chances d'obtenir des succès contre le SDP.

— Il faut lutter contre la politique pro-SDP de la droite travailliste. Le moyen le plus sûr de battre l'influence du SDP au sein du Parti travailliste est d'affronter le véritable ennemi qui est la bureaucratie syndicale. La défense des acquis politiques de ces dernières années fait partie de cette lutte, de même que l'arrêt de la chasse aux sorcières au sein du parti.

Tony Benn a accusé la direction travailliste de vouloir battre la gauche du parti afin d'arriver à une coalition avec le SDP. Michael Foot a vigoureusement rejeté cette accusation, et il est vrai que le Parti travailliste n'a pas encore abandonné la lutte pour gagner les élections, mais la menace d'une coalition travaillistes - sociaux-démocrates n'en est pas moins réelle.

L'alliance SDP-libéraux représente un facteur politique grave et dangereux pour le mouvement ouvrier. Il faut lutter contre toute politique de conciliation à son égard, comme à l'égard de la politique de Margaret Thatcher.

Pour cela, il faut mettre fin au pacte honteux que le Parti travailliste a passé avec le Parti conservateur et avec l'alliance SDP-libéraux pour soutenir la guerre que mène l'impérialisme britannique dans l'Atlantique-Sud. Il faut mettre fin à la trêve de Bishop Stortford avec la droite travailliste. Il faut construire un puissant courant de gauche au sein du Parti travailliste et au sein des syndicats. Telle est la responsabilité de l'aile révolutionnaire au sein du courant de Tony Benn. ■

Steve POTTER
Londres, avril-mai 1982

Le mouvement ouvrier et les revendications spécifiques des femmes

Si la volonté de Dieu avait été d'octroyer des droits égaux pour tous devant le travail, il n'aurait pas créé l'homme et la femme », ainsi ne craignait pas de s'exprimer Patrick Jenkins quant il était encore ministre des Services sociaux du gouvernement conservateur actuel en Grande-Bretagne.

La première femme Premier ministre de Grande-Bretagne, Margaret Thatcher, est à la tête d'un gouvernement dont la politique est de renvoyer les femmes à leur foyer et de revenir sur beaucoup de leurs acquis. Margaret Thatcher elle-même est en effet partisane du « renforcement de la famille ». Elle se dit préoccupée par le fait que les enfants arrivent chez eux l'après-midi avant que leurs parents ne reviennent du travail, et

elle déclare que les femmes doivent rester chez elles pour prendre soin des vieux, des malades et des enfants.

Cette campagne contre les femmes n'est pas seulement idéologique. Elle s'intègre parfaitement à la politique économique du gouvernement : les coupes budgétaires dans les services sociaux impliquent que les femmes doivent prendre en charge un certain nombre des fonctions sociales de l'Etat. Le chômage atteint déjà plus de 3 millions de personnes et les femmes sont deux fois plus touchées par le chômage que les hommes. Le travail des femmes, souvent à temps partiel, n'est considéré que comme un salaire d'appoint aux revenus déjà existants de la famille, et elles sont donc en fait considérées comme une réserve de main-d'œuvre.

Judith ARKWRIGHT

La politique du gouvernement conservateur contre les femmes est tellement brutale que même ses alliés au sein de la Communauté économique européenne (CEE) la critiquent. Avec la Belgique et l'Italie, la Grande-Bretagne a été traduite devant la Cour européenne des droits de l'homme pour violation du Traité de Rome sur les questions de l'égalité des salaires et de prestations de Sécurité sociale.

Malgré la loi sur l'égalité des salaires de 1970, dont les décrets d'application n'ont été adoptés qu'en 1975, les salaires des femmes ne représentaient, à travail égal, en moyenne, que 60 % de ceux des hommes, en avril 1981. Ce qui représente même une baisse par rapport à 1975. Mais cela n'est pas surprenant si l'on considère qu'il faut faire la démonstration que la femme fait « le même ou à peu près le même travail que l'homme », selon la loi britannique. La plupart des femmes n'ont pas de postes équivalents à ceux des hommes, et les tribunaux continuent à prononcer des décisions allant contre le principe du salaire égal pour un travail égal.

LE GOUVERNEMENT TORY CONTRE LES FEMMES

Norman Tebbit, ministre du Travail, a beau contester les accusations de la CEE, les faits sont là. Entre l'adoption de la Loi sur l'égalité des salaires et son application, les patrons ont changé les classifications du travail des femmes pour le rendre non comparable à celui des hommes. Maintenant, il existe des emplois dits « pour les hommes » et d'autres dits « pour les femmes ». Le résultat est une situation de véritable ségrégation dans le travail en Grande-Bretagne.

Plus de 40 % des femmes qui ont un emploi travaillent à temps partiel. Ces travailleuses n'ont pas droit au même salaire horaire que les travailleurs à plein temps. Cela est une autre explication du caractère inopérant de la Loi sur l'égalité des salaires. En avril 1980, le salaire horaire pour le travail à temps partiel était en moyenne de 1,67 livre britannique, alors que, pour ceux et celles à plein temps, il était de 2,87 livres.

Les syndicats savent bien que la Loi sur l'égalité des salaires et la Loi anti-sexiste ont échoué. La ségrégation dans

Contre les bas salaires pour les femmes. (DR)



l'emploi et le rôle des femmes comme réserve de main-d'œuvre ont constitué les principaux moyens de les contourner. Malgré le fait que 42 % de la main-d'œuvre soit composée de femmes, celles-ci ne travaillent que dans certaines professions (un quart des métiers). Ce sont précisément leurs emplois qui sont supprimés les premiers, dans le secteur public, dans les petites entreprises dépourvues de syndicats, etc. Les patrons comme les syndicats sont également convaincus que le travail des femmes est plus facilement sacrificiable, et que la main-d'œuvre féminine est plus « souple ».

Un exemple récent de cette attitude est fourni par ce qui s'est passé à l'usine Hoover à Merthyr Tydfil, dans le sud du Pays de Galles. 300 licenciements avaient été exigés par la direction, essentiellement parmi la main-d'œuvre non qualifiée où se trouvent concentrées les femmes. Le syndicat avait accepté. Mais les femmes n'ont pas été d'accord en soutenant que c'était là un cas de discrimination. Les travailleuses ont gagné leur procès et, en fin de compte, il n'y a pas eu de licenciements. Cela démontre que les patrons ont une marge de manœuvre plus importante si les femmes peuvent être utilisées comme main-d'œuvre de réserve. Mais, dès que les femmes manifestent leur volonté de lutter, c'est à l'avantage de tous les travailleurs.

LES TRAVAILLEUSES RESISTENT

L'exemple de l'usine Hoover donne une idée de la prise de conscience des femmes dans le mouvement syndical. Elles n'acceptent plus aussi facilement d'être renvoyées et, malgré les limites de la Loi sur l'égalité des salaires, les femmes en viennent à revendiquer pour leurs droits.



Journée internationale d'action pour le droit à la contraception et à l'avortement. (DR)

En Ecosse, il y a eu trois occupations d'usines au cours des douze derniers mois, menées par des femmes qui luttent pour leurs emplois. Le cas des travailleuses de l'entreprise Lee Jeans est maintenant connu au-delà des frontières à cause de la ténacité et de la détermination de ces femmes. Le salaire d'un grand nombre d'entre elles constituait le revenu principal de leur famille et la majorité n'avaient que 21 ans ou même moins. Il était complètement inimaginable pour elles d'accepter l'idée que les femmes ne travaillent que pour apporter un appoint aux revenus de la famille ou qu'elles n'aient pas les mêmes droits à l'emploi que les hommes. La lutte qu'elles ont menée a été un exemple pour toute la classe ouvrière.

La montée du mouvement de libération des femmes, ces dix dernières années, a opéré un changement profond dans le mouvement syndical britannique. La manifestation contre le projet Corrie (limitation de la Loi sur l'avortement) à l'appel de la Confédération des syndicats anglais (Trade Union Congress - TUC) en octobre 1979 a été décisive. Des tentatives ultérieures contre le droit à l'avortement ont été rapidement et systématiquement repoussées. Même des syndicats comme le Syndicat des mineurs (National Union of Mineworkers - NUM), qui n'ont que très peu de femmes dans leurs rangs, ont récemment mandaté des délégués à une Conférence extraordinaire sur la question des droits des femmes.

Les femmes se syndiquent plus rapidement que les hommes, et la plupart des syndicats ont maintenant des commissions femmes, des stages particuliers pour les femmes, et ont adopté des positions favorables au droit à l'avortement et au droit au travail pour les femmes. La Conférence féminine du Trade Union Congress et le TUC lui-même ont adopté des résolutions sur des questions comme le viol et les violences contre les femmes.

LA POLITIQUE DU LABOUR PARTY

Au mois de juin, le Parti travailliste organise une Fête nationale pour les droits de la femme, qui a le soutien d'un certain nombre de syndicats. On prévoit une fête gigantesque, 50 000 personnes au moins sont attendues. Une manifestation comme celle-ci contraste avec le refus du Parti travailliste de soutenir le vote

des femmes au début du siècle. Comme les syndicats, le Parti travailliste est aujourd'hui soumis à une certaine pression pour faire quelque chose en faveur des femmes.

Il y a une certaine ironie à rappeler que la législation que l'on critique si vivement aujourd'hui a été votée sous un gouvernement travailliste. Maintenant, le Labour Party doit trouver une alternative à sa propre politique. L'exigence croissante d'une réorientation pour une meilleure politique vis-à-vis des femmes est le reflet de la discussion politique en général qui est en train de se développer à l'intérieur du Parti travailliste. Les femmes ont tout à gagner au renforcement de leurs liens avec la gauche du mouvement ouvrier ainsi qu'à la lutte pour leurs revendications en tant qu'élément essentiel d'une nouvelle politique. Les sections femmes dans le Parti travailliste qui n'organisaient, avant, que les spectacles, l'activité sociale et les souscriptions, progressent désormais et participent à l'approfondissement de la prise de conscience.

Le principe qui sous-tendait la Loi anti-sexiste et la Loi pour l'égalité des salaires était de faciliter l'accès à l'emploi pour les femmes, c'est-à-dire de lever les obstacles interdisant l'accès à certains secteurs non traditionnels et obtenir des sa-

laire suffisants. Maintenant, le mouvement syndical parle de mesures préférentielles pour favoriser l'embauche des femmes, ce qui est considéré comme la prochaine étape vers l'égalité des sexes en Grande-Bretagne.

Cette politique ne poursuit pas seulement l'objectif d'abolir les lois discriminatoires mais aussi de lutter contre la ségrégation dans l'emploi et de permettre l'entrée des femmes dans les activités traditionnellement réservées aux hommes. Cela est important car le problème de la ségrégation dans l'emploi est largement reconnu comme étant la question centrale dans la lutte pour l'égalité des femmes ainsi que contre le chômage des femmes.

La logique de la position récemment adoptée par le TUC impliquerait des quotas de femmes imposés légalement dans l'emploi et les stages de formation. Cela pourrait encourager les femmes à choisir des emplois comme ingénieur, mineur, ou dans les chantiers navals, qui sont mieux rémunérés et où les syndicats sont plus puissants.

Une telle politique peut ouvrir la voie pour les femmes parce qu'elle commence à mettre en question l'idée que les femmes sont une armée de réserve industrielle et qu'elle affirme clairement que les femmes ont le même droit au travail que les hommes.

L'avenir du mouvement des femmes dans les années qui viennent sera certainement plein de ces revendications radicales. Le mouvement de femmes s'organisera au sein du mouvement syndical lui-même. La bataille sera de convaincre le mouvement syndical d'adopter une attitude d'opposition active aux politiques de division des travailleurs et des travailleuses mises en œuvre par le gouvernement Tory, en s'appuyant sur les intérêts de toutes les personnes opprimées. ■

Judith ARKWRIGHT
Londres, mai 1982.



Caricature contre la législation anti-avortement de Corrie. (DR)

La crise de l'industrie automobile

Un exemple et un aspect de la récession de l'économie américaine

L'ECONOMIE américaine est entrée en 1982 dans sa seconde récession en deux ans. La production industrielle a connu une chute verticale : en décembre 1981, la production d'acier était inférieure de 23 % à celle de l'année précédente ; la production d'automobiles avait baissé de 36 % et la production de bois de charpente de 49 %, la construction de logements ayant atteint son point le plus bas depuis la dernière

guerre. Quant à la production d'automobiles, elle a atteint un niveau jamais vu depuis les années 1950. Dans ce cadre, une reprise économique rapide paraît impossible.

Il est même probable qu'au contraire cette récession sera aussi profonde, sinon plus, que la crise de 1974-1975.

Au centre de cette nouvelle crise, il y a le déclin continu, depuis deux ans et demi, de l'industrie automobile.

Dick ROBERTS

En décembre 1981, 194 000 travailleurs de l'industrie automobile — soit 27 % de la main-d'œuvre totale — avaient été licenciés. C'était le vingt-quatrième mois consécutif où les licenciements à long terme dépassaient les 150 000. Chevrolet, la plus grosse filiale de General Motors (GM) traverse la pire dépression de toute son histoire, qui remonte à avant la Première Guerre mondiale. Jusqu'à récemment, une voiture sur quatre vendue aux Etats-Unis était une Chevrolet, il n'y en a plus maintenant qu'une sur cinq. Les voitures importées représentaient auparavant une voiture sur cinq vendue aux USA, elles en représentent maintenant plus d'une sur trois.

Les patrons mettent à profit cette dépression pour intensifier leur offensive anti-ouvrière. Pour les négociations contractuelles de 1982, ils ont établi une liste d'exigences de nouvelles concessions qui viennent s'ajouter à celles déjà arrachées aux travailleurs américains. En 1982, des négociations vont avoir lieu dans l'industrie pétrolière, du caoutchouc, de l'automobile, de l'électronique et dans les transports routiers. Il est utile d'examiner la situation de l'économie américaine à partir de l'industrie automobile, secteur où la campagne de « récupération » du patronat s'est le plus développée.

La propagande anti-ouvrière de la classe dominante américaine s'est centrée,

au cours de la dernière période, autour de la crise de Chrysler. Chrysler est le plus petit des « trois grands » de l'automobile. C'est la trente-deuxième firme industrielle des Etats-Unis, alors que GM est la troisième et Ford la sixième. Depuis 1978, Chrysler n'a cessé de perdre de l'argent. Le déficit de Chrysler — incluant les pertes envisagées pour 1981 — a été de 3,012 milliards de dollars durant ces quatre dernières années. La direction de Chrysler a fait porter la responsabilité de ces énormes pertes aux « salaires élevés » des travailleurs américains, et elle a ainsi réussi à arracher à « ses » ouvriers des concessions qui équivalent à à peu près 3,25 dollars de l'heure. Voilà le modèle que les employeurs veulent étendre aux autres contrats collectifs.

En 1982, ils demanderont aux syndicats : des augmentations salariales nettement plus basses ou même un blocage des salaires ; la suppression du réajustement automatique des salaires selon l'élévation du coût de la vie ; la fixation des salaires au niveau de l'usine et non plus au niveau de la branche ; la hausse de la productivité à tous les niveaux à travers une modification des conditions de travail ; la réduction des avantages sociaux concernant la santé et les vacances, et la suppression des programmes de retraite.

L'explication qui vient appuyer ces exigences patronales est la « nécessité d'être compétitifs avec le Japon au niveau des coûts ». Un directeur de GM déclarait récemment au *Wall Street Journal* :

« Avec un tel handicap au niveau du coût du travail, aucun industriel ne peut prospérer et aucun emploi n'est sûr. »

« Cédez ou nous allons fermer ! », c'est par cette formule que *Business Week* a résumé l'offensive patronale. Les concessions salariales obtenues par les directions de quelques petites entreprises sidérurgiques et dans les compagnies aériennes sont présentées comme un exemple de la réussite de l'extension du « modèle Chrysler ».

Si l'on veut examiner de plus près la situation de l'industrie automobile, il faut aussi considérer celle de l'industrie sidérurgique. Elles sont toutes les deux centrales pour l'économie US, tant il est vrai qu'une chute des ventes d'automobiles entraîne toujours l'économie vers la récession. Cela était aussi vrai en 1974-1975, et même en 1929, que ce l'est aujourd'hui. L'automobile et la sidérurgie doivent faire face à une intense concurrence intérieure et internationale, en particulier de la part du Japon (80 % des voitures étrangères vendues aux USA sont fabriquées au Japon). La situation de ces industries illustre l'impact de la crise économique du monde capitaliste sur les monopoles américains.

Lors de la reprise économique de 1976-1979, ni l'industrie automobile ni la sidérurgie n'ont réussi à atteindre les niveaux de production records de la précédente relance. Le Tableau I montre l'évolution de l'emploi et de la production dans ces deux industries, du niveau le

TABLEAU I
PRODUCTION SIDERURGIQUE ET AUTOMOBILE US (1973-1981)

Année	Nombre d'ouvriers dans la sidérurgie	Production nette d'acier dans les entreprises US (en tonnes)	Nombre d'ouvriers dans la production de véhicules à moteur et leur équipement	Total d'unités vendues par les usines d'automobiles US
1973	496 000 (1)	111 400 000	681 000 (1)	9 700 000
1974	493 000	109 500 000	632 000	7 300 000
1975	406 000	79 900 000	586 000	6 700 000
1976	442 400	89 400 000	653 000	8 500 000
1977	432 100	91 100 000	637 900	9 200 000
1978	445 400	97 900 000	695 100	9 200 000
1979	457 000	100 300 000	643 600	8 400 000
1980	363 000	83 800 000	476 000	6 400 000
1981	396 000	(non disponible)	449 500	4 900 000 (2)

(1) Nombre d'ouvriers à la production en août.

(2) Taux annuel au troisième trimestre.

plus haut de la relance précédente à la crise actuelle.

La chute des ventes d'automobiles n'a pas affecté seulement les profits de Chrysler. Ford a perdu 1,545 milliard de dollars en 1980 et prévoyait d'en perdre 800 millions en 1981. Le solde négatif de GM se montait 762,5 millions de dollars en 1980 : c'était la première fois que ce géant de l'automobile enregistrait un déficit depuis 1924.

UNE CRISE STRUCTURELLE

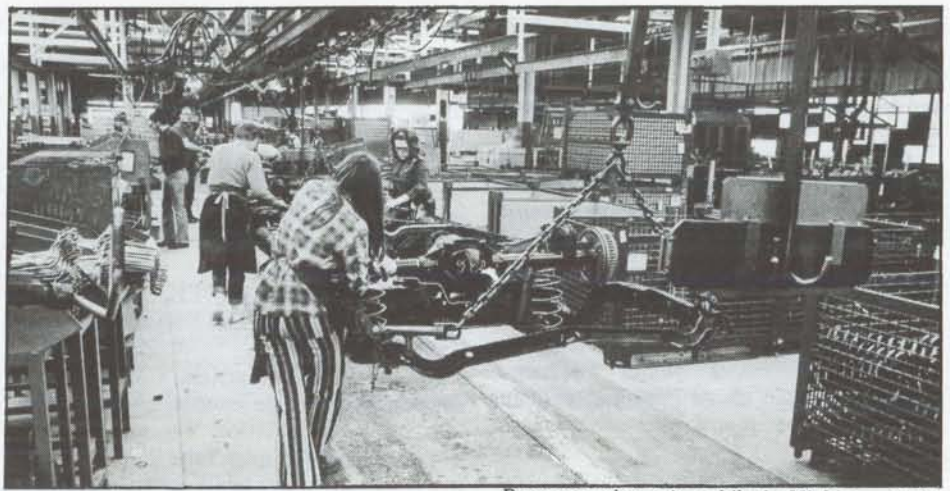
Cependant, les chiffres du Tableau I indiquent une crise à plus long terme de ces industries, qui ne se limite pas aux baisses enregistrées en 1980-1981. L'accroissement du chômage dans l'automobile et la sidérurgie n'est pas seulement dû à des causes cycliques, à des facteurs récessifs affectant toute l'économie, il est également structurel, c'est-à-dire causé par des transformations à long terme de l'industrie américaine elle-même.

Il faut rappeler qu'aux Etats-Unis les travailleurs veulent et ont besoin de voitures. Les transports publics, qu'il s'agisse du métro, des bus ou des trains, connaissent pratiquement partout la plus grande pagaille. Beaucoup de gens ont un long parcours à faire pour se rendre à leur travail. Au début de la décennie 1980, il y avait 50 % de plus d'automobiles enregistrées aux USA que dix ans plus tôt. Mais l'accroissement concerne avant tout l'achat de voitures d'occasion, car les constructeurs automobiles ne sont ni disposés ni capables de fabriquer un produit que les travailleurs peuvent acheter.

Il est vrai — comme ne cessent de le répéter les responsables des usines de Detroit — que la dépense de capital augmente dans cette branche. En termes réels cependant, il ne s'agit pas d'une augmentation qualitative : pour les années prises en considération dans le Tableau I, les dépenses pour de nouvelles usines et de nouveaux équipements, calculées en dollar constant de 1972, sont passées de 3,71 milliards de dollars en 1973 à 4,69 milliards de dollars en 1980, ce qui représente une hausse réelle de 20 %. En comparaison, les dépenses dans l'aéronautique, calculées en dollars de 1972, sont passées de 830 millions de dollars à 3,78 milliards de dollars pour la même période, soit une augmentation réelle de 455 %. Malgré une réduction de la taille des voitures américaines et de leur consommation de carburant, pourquoi les voitures fabriquées aux Etats-Unis restent-elles non concurrentielles face à celles fabriquées à l'étranger ?

Contrairement à ce que soutiennent les patrons, ce n'est pas seulement dû au niveau relativement plus bas des salaires dans les autres pays. Cela est vrai pour le Japon mais, comme l'admettait *Business Week* du 7 décembre 1981 : « Sept pays (en Europe) ont maintenant des niveaux de vie supérieurs à celui des Etats-Unis. » En fait, le problème des différences de qualité des produits industriels entre pays concerne les salaires et la technologie.

Au lendemain de la Seconde Guerre



Dans une usine automobile du Michigan. (DR)

mondiale, le niveau des salaires étaient de 5 à 10 fois plus élevés aux USA qu'en Europe et au Japon. Cependant, à cette époque, les produits américains inondaient le monde capitaliste. Cela était dû au développement de la technologie américaine largement supérieure aux technologies utilisées en Europe et au Japon, qui avaient été dévastés par la guerre. Mais cette réalité s'est renversée dans une série d'industries qui ont pris de l'importance depuis lors. Mettant à profit les découvertes scientifiques résultant pour une grande partie des recherches militaires, les industries européennes et japonaises se sont reconstruites sur une base technologique bien plus avancée que la plus grande partie des industries américaines. Quand on entend parler de la « productivité inférieure » des travailleurs américains, il faut rappeler que si un ouvrier de Detroit était transféré dans une usine japonaise, il apprendrait sans doute à faire fonctionner les machines qui s'y trouvent. Mais ces machines japonaises sont plus efficaces et la différence de productivité n'a rien à voir avec les capacités physiques des ouvriers.

UN GRAVE RETARD TECHNOLOGIQUE

Business Week écrivait le 7 décembre 1981 que « sur l'avantage de coût d'environ 1 500 dollars par véhicule produit que les constructeurs nippons ont sur les constructeurs américains, 900 dollars sont attribuables aux coûts salariaux. Seul un contrat à long terme incluant une réduction des coûts salariaux de 8 dollars par heure pourrait gommer cette différence ». L'expérience recommande de considérer de telles statistiques avec la plus grande prudence. Afin de pouvoir analyser en détail la crise de l'automobile et d'autres industries, il serait nécessaire que le mouvement ouvrier parvienne à contraindre les trusts à ouvrir leurs livres de compte pour en permettre l'examen public. Et pas de donner seulement les résultats de quelques sociétés. Il est nécessaire de bien connaître la situation internationale pour mener une discussion libre et démocratique. Malgré cela, les statistiques fournies plus haut sont assez intéressantes.

Premièrement, elles ouvrent une brèche

che dans les explications larmoyantes des capitalistes. Qu'en est-il des autres 600 dollars de différence de coût par véhicule produit ? Ne vaudrait-il pas la peine d'en parler ? Selon les chiffres avancés par *Business Week*, cette monstrueuse réduction de 8 dollars par heure du salaire des travailleurs de l'automobile ne permettrait pas à la productivité de l'industrie automobile américaine de rattraper celle de ses concurrents. Un avantage de 600 dollars serait toujours plus que suffisant pour que les voitures japonaises se vendent moins cher que les voitures américaines. De plus, la proposition faite d'éliminer la différence de coût de 1 500 dollars n'est absolument pas réaliste : les ouvriers de l'automobile gagnent seulement 11 dollars de l'heure et réduire leurs salaires de 8 dollars par heure est inconcevable politiquement. Et cela ne se fera pas en 1982. Une chose est de parler des reculs enregistrés jusqu'ici face à l'attaque contre Chrysler, une autre est de parler d'une défaite massive que représenterait la réduction des salaires de 75 % comme l'envisage *Business Week*. Même au plus profond de la dépression des années 1930, il n'y a pas eu de réduction des salaires d'une telle ampleur dans l'industrie américaine.

Mais on ne va pas assister non plus à une modernisation technologique susceptible de réduire l'avantage de 600 dollars par voiture dont jouissent les Japonais grâce à leur avance dans ce domaine. La chute des profits dans l'automobile interdit un tel développement, et c'est là l'aspect de la question qui mérite le plus de retenir l'attention.

Deux éléments récents survenus dans la sidérurgie illustrent ce problème. L'un est la faillite de McLouth Steel Corporation de Detroit, qui était la onzième entreprise sidérurgique du pays. Contrairement à beaucoup de ses concurrents américains, McLouth Steel avait tenté de s'adapter aux progrès technologiques réalisés en Europe et au Japon après la Seconde Guerre mondiale, comme le notait le *New York Times* du 17 décembre 1981 : « Dans un secteur connu pour sa forte réticence à intégrer les nouvelles technologies, McLouth Steel Corporation a longtemps été à l'avant-garde. La firme de Detroit avait été la première à installer les nouveaux haut-fourneaux à oxygène en 1954 et, au début de 1970, elle était la seule à

produire tout son acier par la méthode de la coulée continue. Plus tard, les autres entreprises sidérurgiques du pays se sont réorganisées pour utiliser ces deux technologies ... »

Le *New York Times* poursuit : « En partie, la malchance de McLouth démontre les risques que comportent de lourds investissements dans les nouvelles technologies. Comme d'autres industries américaines, en particulier les constructeurs d'automobiles et les compagnies aériennes en ont fait l'expérience, des équipements hautement efficaces quand l'industrie tourne au plein de sa capacité, peuvent être un fardeau quand la demande est en baisse. »

Cette analyse traite sur un ton anodin de questions qui méritent d'être mises en relief. Selon le journaliste, il existe une « forte réticence » de l'industrie sidérurgique US à « adopter les nouvelles technologies ». Le sort de McLouth « illustre les risques des investissements en nouvelles technologies ». Les constructeurs automobiles et les compagnies aériennes devraient faire face à un « fardeau financier » s'ils modernisaient leurs usines et leurs équipements.

L'article du *New York Times* met en évidence certains problèmes graves de la production capitaliste qui deviennent de plus en plus évidents au fur et à mesure que se développe la crise économique. Des innovations technologiques sur une large échelle peuvent exiger la liquidation d'investissements importants faits pour les technologies dépassées, en plus des investissements encore plus élevés nécessaires pour développer les technologies nouvelles. En conséquence, dans le système capitaliste, les bouleversements technologiques importants sont entrepris « avec réticence ». Lorsque le marché mondial est incertain, cette réticence se transforme en refus pur et simple.

Un bon exemple nous en est donné par le rachat de Marathon Oil Company par US Steel Corporation en novembre 1981. US Steel a offert 6,4 milliards de dollars pour les actions de Marathon Oil. Cela faisait passer les dettes de US Steel à 8 milliards de dollars. L'investissement dans Marathon Oil est douze fois plus élevé que les sommes que US Steel envisageait d'investir dans ses propres entreprises en 1981. Le rachat a en fait coïncidé avec l'annonce que US Steel ne construirait probablement pas une nouvelle usine prévue depuis longtemps à Conneaut (Ohio). « Cédez ou nous allons fermer ! », menacent les monopoles. La formule masque un détail important. Ce qui est fermé, ce sont des usines et même des zones industrielles tout entières. Les investissements, eux, vont ailleurs. Le rachat de Marathon Oil par US Steel laisse peu de doutes à ce sujet. Et, en même temps, les entreprises cherchent à exporter leur production. Par exemple, Ford possède 25 % de Toyo Iogyo, le producteur japonais de Mazda.

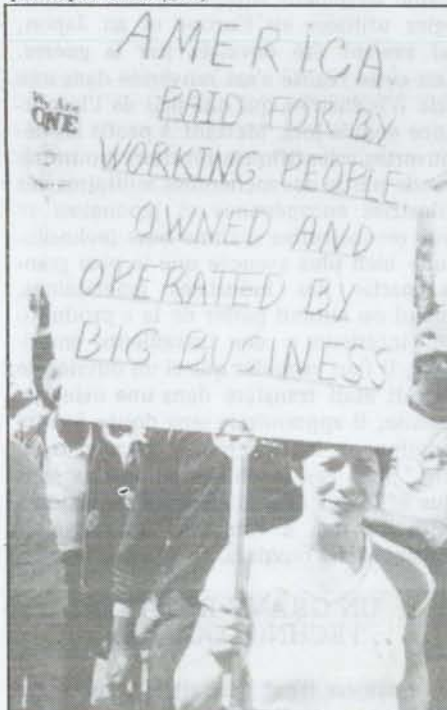
Un mois avant l'accord US Steel - Marathon Oil, General Motors annulait son projet de construire une usine de 500 millions de dollars à Kansas City. Selon le

Wall Street Journal du 26 octobre 1981 : « Avec sa décision à propos de Kansas City, GM a annulé ou renvoyé trois de ses six principaux programmes de construction d'usine. Des rénovations importantes à Baltimore ont été repoussées à une date indéterminée et la décision de remplacer son usine de Flint (Michigan) a été repoussée d'une année. »

LA CHUTE DU TAUX DE PROFIT

Selon le même article, GM va accentuer sa demande de concessions salariales lors de la négociation des contrats de 1982. Mais, pour quoi faire ? Pour rattraper le Japon ? Pour produire enfin les voitures bon marché et à faible consommation d'essence dont les travailleurs ont besoin ? Non. Ce sont là les déclarations des services de presse des entreprises de Detroit. Le but véritable des constructeurs

L'Amérique financée par le peuple et possédée par le patronat. (DR)



automobiles c'est d'obtenir le maximum de concessions salariales afin d'accroître la marge des profits retirés des usines existantes. Petit à petit, l'industrie automobile est en train de réduire ses surcapacités de production en usines et en équipement. On assiste ainsi à une tentative d'arracher les plus gros profits possibles dans une industrie en déclin. La classe dominante fait sonner le clairon patriotique pour demander des sacrifices aux travailleurs, mais ses propres plans d'investissement ne sont pas aussi fidèles au drapeau ...

Ce qui apparaît clairement à travers cette crise de l'industrie automobile, c'est la chute tendancielle du taux de profit. Il s'agit d'un point essentiel de l'analyse marxiste du développement capitaliste. Sur de longues périodes, alors que la production est chaque fois plus automatisée grâce à l'introduction de nouvelles machines, le taux de profit de chaque produit

fabriqué tend à baisser. Cela est dû au fait que seuls les ouvriers employés dans les usines produisent du profit. Les industriels ne tirent pas de profit dans une usine donnée, à partir de l'utilisation de l'usine elle-même, des machines qu'elle contient ou des matières premières utilisées dans la production. Celles-ci ont été produites ailleurs et ce sont ces industriels qui font les profits. Les profits tirés d'une machine utilisée sur une ligne de montage de GM, par exemple, vont à l'entreprise qui a produit cette machine, pas à la GM. En conséquence, puisque de plus en plus de capital de GM est investi dans des usines, des matières premières et des machines, et comme il faut de moins en moins d'ouvriers pour fabriquer chaque voiture, le taux de profit baisse.

Les entreprises essaient de compenser cette érosion de leurs profits en produisant plus de marchandises. Et il est vrai que l'introduction de nouvelles technologies n'intervient que lorsqu'il existe une perspective raisonnable de vendre des produits à la vaste échelle rendue possible par la nouvelle technologie.

Les accroissements gigantesques de la grande production monopoliste, à l'échelle nationale et internationale, découlent de la contradiction inhérente à la production capitaliste, contradiction entre le progrès technologique et la chute du taux de profit. Il n'y a pas d'illustration plus dramatique de ce processus que l'histoire de la General Motors elle-même.

En 1918, année de naissance de GM, 49 000 ouvriers produisaient 247 000 voitures, environ 5 voitures par ouvrier par an (ces chiffres nous rappellent que GM était un monopole dès sa naissance). Le trust GM était constitué d'une série d'usines automobiles achetées par la famille E. I. Du Pont, avec les profits accumulés par la production de nitroglycérine durant la Première Guerre mondiale. En 1978, GM employait 839 000 ouvriers dans le monde et produisait 9 482 000 voitures et camions. La même année 446 000 ouvriers de GM aux USA produisaient 6 878 000 voitures et camions, soit 14,7 véhicules par ouvrier et par année.

Au cours de ces dernières six décennies le taux de profit de GM a baissé. Dans l'année de boom de 1926, GM touchait 150 dollars sur une voiture vendue 300 dollars : un taux de profit de 100 %. En 1978, l'année record du point de vue du montant des profits (3 508 millions de dollars), GM a gagné un peu plus de 1 000 dollars sur un véhicule vendu à un prix moyen de 6 200 dollars. Le taux de profit était donc de 16 %. Bien sûr, au cours de ces six décennies, les profits de GM ont connu des hausses et des baisses brusques. Le trust a introduit un certain nombre d'innovations technologiques (bien que l'introduction des chaînes de montage au cours des années 1920 ait été la plus importante). Mais le fait est que, malgré un monopole établi depuis longtemps dans l'industrie automobile mondiale, GM n'a pas pu éviter la chute de ses taux de profit.

Mais il y a un autre problème. La chu-

TABEAU II
PRODUCTION SIDÉRURGIQUE ET AUTOMOBILE US (1973-1981)

Année	Nombre d'ouvriers dans la production de véhicules à moteur et leur équipement	Total d'unités vendues par les usines d'automobiles US	Unités produites par ouvrier et par année
1973	681 000	9 700 000	14,2
1974	632 700	7 300 000	11,5
1975	586 000	6 700 000	11,4
1976	653 000	8 500 000	13,0
1977	637 000	9 200 000	14,4
1978	695 000	8 200 000	13,2
1979	643 600	8 400 000	13,0
1980	476 500	6 400 000	13,4
1981	449 500	4 900 000	10,9

te du taux de profit liée au progrès technologique peut rester cachée tant que les initiateurs des technologies nouvelles peuvent vendre leurs produits au prix des produits fabriqués à l'ancien niveau technologique. Prenons l'exemple des calculatrices de poche. Quand elles sont apparues, elles étaient vendues au prix des grandes calculatrices de bureau. Des entreprises comme Texas Instruments ont accumulé des profits gigantesques en vendant des calculatrices de poche à plusieurs centaines de dollars pièce. Mais le développement rapide de la production a fait baisser inévitablement les prix. Les mêmes calculatrices se vendent aujourd'hui aux Etats-Unis 10 ou 20 dollars, pour le plus grand bénéfice des consommateurs. Mais cela a eu un effet désastreux sur les profits des fabricants de calculatrices.

Un processus similaire s'est déroulé dans l'industrie automobile, de façon plus masquée, sur une plus longue période et impliquant la combinaison d'un plus grand nombre d'innovations technologiques. L'industrie automobile américaine était entrée dans la période d'après-guerre en bénéficiant d'une avance technologique décisive et d'une position de monopole tant dans la production que dans la distribution. Elle a donc été capable de retarder, à travers ses prix de monopole, les effets sur ses profits des progrès technologiques qui l'avaient placée dans cette position dominante. Les prix de monopole n'ont été cassés et le déclin potentiel des profits ne s'est concrétisé que lorsque les technologies plus avancées introduites à l'étranger ont permis aux fabricants japonais et européens de vendre leurs voitures sur le marché mondial à des prix inférieurs aux prix américains.

Ironiquement, ces effets se font sentir au moment même où un nouveau bond en avant technologique est nécessaire. Le résultat final a été la stagnation relative du niveau technologique de l'industrie automobile américaine. On peut maintenant ajouter de nouvelles colonnes au tableau présenté plus haut (voir Tableau II).

Les chiffres montrent clairement un nivellement par le bas de la technologie de l'industrie automobile américaine au cours des années 1970. Dans leur année record pour les investissements, 1980, GM, Ford et Chrysler ont dépensé

8,369 milliards de dollars en usines et équipements (en dollars 1980). Par comparaison, le budget militaire de Washington pour 1980 était de 135,856 milliards de dollars, soit plus de seize fois supérieur. Les investissements des firmes de Detroit ne sont pas à même de permettre une percée technologique décisive et tel n'est d'ailleurs pas leur objectif. Quelles que soient les sommes nécessaires, le capitalisme américain n'est pas disposé à prendre le risque de les investir dans la situation de crise économique mondiale. Le capital américain ne s'oriente pas actuellement vers les voitures mais vers le pétrole et la production militaire. Et on trouve là la cause réelle de l'accentuation des attaques contre les ouvriers de l'automobile. On leur demande, à travers des sacrifices de salaires, de pallier les insuffisances technologiques que la classe dominante ne veut pas prendre le risque de supprimer.

UNE RÉPONSE OUVRIÈRE À LA CRISE

Une telle analyse a bien sûr des conséquences sur le programme que le mouvement ouvrier devrait adopter pour riposter à la campagne de « récupération » du patronat. Elle met en évidence la nécessité objective de nationaliser cette industrie. La crise de l'industrie automobile américaine est irréversible tant que les profits de ses patrons demeurent la seule force motrice de son fonctionnement. Au fur et à mesure que s'aggrave la crise économique, les propriétaires vont fermer de plus en plus d'usines, la fuite des capitaux des secteurs industriels dépassés va s'accroître, le chômage structurel va s'accroître et les sacrifices demandés aux travailleurs vont s'intensifier. Le fossé va s'approfondir entre ce que les capitalistes sont décidés à risquer et ce dont la société a besoin.

Il est nécessaire d'arracher des industries vitales comme celle de l'automobile au contrôle des investisseurs privés. Les syndicats devraient préparer une campagne visant à populariser l'idée d'une réorganisation publique de l'industrie sous le contrôle des travailleurs. Il faudrait élire des conseils d'administration qui organisent une discussion publique démocratique sur la restructuration de l'industrie automobile : grâce à l'ouverture des livres

de comptes, toutes les données seraient ainsi à la disposition des travailleurs qui pourraient donc se prononcer en connaissance de cause.

Un des aspects centraux de cette réorganisation devrait toucher la reconstruction d'un service de chemins de fer. Avant l'instauration du règne des monopoles de l'automobile et du pétrole, ce pays était traversé de part en part par un réseau serré de voies ferrées. Aujourd'hui, le développement de transports publics de masse est une revendication qui rencontrerait rapidement un soutien partout. Et l'entreprise énorme que représenterait la reconstruction des chemins de fer allierait vite les travailleurs de la sidérurgie, de l'automobile, de la construction et des chemins de fer.

De tels projets mettent aussi en évidence la nécessité pour les travailleurs américains d'avoir leur propre parti politique. Il n'est pas réaliste de penser que des tâches telles que la réorganisation de l'industrie automobile sous contrôle public puissent être réalisées sans lutter contre le gouvernement de Washington et les partis capitalistes. Ils sont actuellement en train d'appliquer le « programme » de restructuration des capitalistes privés et on voit où cela mène. Un parti des travailleurs est nécessaire pour populariser l'idée d'un développement économique fondé sur les besoins des travailleurs et non sur les exigences des capitalistes privés.

Si l'on prend toute la mesure de la crise des profits dans la sidérurgie et l'automobile, on comprend aussi la tendance menaçante à l'accentuation du protectionnisme aux USA. Non contents de demander des sacrifices aux travailleurs américains pour sauver les profits des monopoles, les trusts de l'automobile et de la sidérurgie, par le biais de leurs représentants à Washington, visent de plus en plus à imposer des limites aux importations de voitures et d'acier japonais et européen. Cela ne peut qu'avoir des résultats désastreux pour les travailleurs des autres pays.

On ne rappellera jamais assez que le choix du protectionnisme fait par le Congrès américain au début des années 1930 a été l'une des principales causes de la crise économique de l'époque qui a débouché sur un effondrement catastrophique de l'économie capitaliste mondiale. Une tâche centrale d'un parti des travailleurs serait de faire obstacle à cette tendance dangereuse.

Enfin, un parti des travailleurs mènerait une offensive impitoyable contre les initiatives et les dépenses militaires destructrices du gouvernement américain. Il serait solidaire des luttes menées à l'étranger contre l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) et la présence militaire et nucléaire des USA dans d'autres pays. Aux Etats-Unis mêmes, il œuvrerait à redistribuer les sommes colossales perdues en dépenses militaires pour construire une société capable de satisfaire les besoins de la population. ■

Dick ROBERTS
Los Angeles, 7 janvier 1982.

DANEMARK

Congrès du Parti socialiste des travailleurs (SAP)

Les camarades du Socialistisk Arbejderparti (SAP - Parti socialiste des travailleurs) ont tenu leur Congrès à la mi-mai. Ce Congrès enregistre de réels progrès dans la construction de la section danoise de la IVE Internationale, qui vient en effet d'obtenir les 25 000 signatures nécessaires pour garantir ses droits à participer en tant que parti à la prochaine campagne électorale.

Avec un tiers de ses militants dans l'industrie, le SAP proposera pour cette campagne l'unité d'action aux courants de gauche du mouvement ouvrier pour faire face aux attaques patronales et pour s'opposer à la politique de collaboration de classe du gouvernement social-démocrate minoritaire. Il avance la perspective d'un gouvernement de tous les partis ouvriers représentés au Parlement, de la rupture avec les partis bourgeois, et de la mise en œuvre d'un programme d'action anticapitaliste.

Le Congrès du SAP s'est tenu en même temps que les Congrès des deux principaux partis ouvriers de gauche, le Parti populaire socialiste (SF) et la Gauche socialiste (VS). Le SF, qui a recueilli 12 % des suffrages aux dernières élections, a décidé d'apporter un soutien conditionnel au Parti social-démocrate (SDP), en dépit de l'alliance de ce dernier avec le parti bourgeois Radical de gauche. Le SF, parti social-démocrate de gauche, a cependant commencé à développer un courant de gauche dans le mouvement ouvrier qui s'oppose à la politique de la direction social-démocrate.

Un important pas en avant dans l'unité d'action des organisations ouvrières de gauche a été réalisé le 1er Mai : une mobilisation unitaire du SF, de VS et du SAP a rassemblé 50 000 manifestants à Copenhague et 20 000 à Aarhus.

Le SAP a également décidé de renforcer sa participation au mouvement anti-guerre. Son Congrès a approuvé la ligne générale de la résolution adoptée par le Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale en octobre 1981 « Pour la paix et le socialisme ! ». Cette activité doit permettre de lier dans les entreprises la lutte contre le militarisme impérialiste et la lutte contre l'austérité. Le Congrès du SAP a fait sien, pour la période qui s'ouvre, le slogan « Pas de bombes ni de missiles ! Du travail et des écoles ! ».

Le SAP poursuivra d'autre part son activité dans les comités antinucléaires et les comités de solidarité avec la Pologne.

Enfin, les Groupes de jeunesse socialiste (SUF), organisation solidaire du SAP, qui viennent de jouer un rôle important dans l'organisation d'un « Rock against Reagan » à l'occasion du voyage en Europe du président américain, entendent eux aussi engager leur énergie dans la campagne contre le militarisme impérialiste et la guerre.

IVE Internationale

Le Comité exécutif international s'est réuni en mai dernier

Le deuxième plénum du Comité exécutif international (CEI) de la IVE Internationale depuis le XIe Congrès mondial, s'est réuni en mai en Europe du Nord. Elu nominalement par le Congrès mondial, le CEI est l'organe de direction de l'Internationale entre deux congrès mondiaux. Ses membres élus appartiennent aujourd'hui à 25 nationalités différentes.

Lors de cette session, le CEI a adopté des résolutions d'orientation générales sur les enseignements de la révolution politique en Pologne, sur le militarisme et le cours belliciste de l'impérialisme, sur la construction des organisations révolutionnaires de jeunesse. Il a également adopté des déclarations sur des événements en cours comme la guerre des Malouines ou la guerre entre l'Iran et l'Irak, et des motions de solidarité contre des cas de répression en Iran, en Uruguay, au Portugal. Le CEI a approuvé la ligne générale de deux rapports présentés, l'un sur le développement de la révolution en Amérique centrale, l'autre sur l'expérience révolutionnaire de l'île de Grenade dans la Caraïbe.

Enfin, le CEI a eu deux discussions orales sur les problèmes de construction de la IVE Internationale à l'heure actuelle et sur les progrès et les problèmes de l'effort organisationnel d'implantation dans les grandes entreprises industrielles, décidé par le dernier Congrès mondial.

Le CEI a décidé d'ouvrir le débat préparatoire au XIIe Congrès mondial (VIe après la réunification de 1963).

Nous publions dans le présent numéro d'*Inprecor* l'essentiel des résolutions de conjoncture ou de solidarité. Nous publierons dans les deux prochains numéros les documents adoptés sur la Pologne, la militarisation et la construction des organisations de jeunesse.

IRAN

Liberté pour Atai et Falsafi

Deux dirigeants du Parti révolutionnaire des travailleurs (HKE) d'Iran, Bahram Ali Atai et Mohammed Bagher Falsafi, sont toujours détenus sans preuves à la prison d'Evin à Téhéran. Bahram Ali Atai, membre de la direction du HKE, a été arrêté le 29 mars, trois semaines après que l'hebdomadaire du HKE, *Kargar*, ait publié une interview de ce même camarade sur son expérience pendant une détention antérieure à la même prison d'Evin.

Après la publication de cette interview, les autorités ont entrepris une campagne de harcèlement contre *Kargar* et le HKE. Le 15 mars, Mohammed Bagher Falsafi, qui est responsable de l'impression du journal, était arrêté. Le 26 mars, la publication du journal était suspendue. D'autres publications du mouvement ouvrier iranien ont subi des attaques, par exemple l'hebdomadaire du Toudeh, le parti communiste pro-Moscou.

Le HKE a engagé une procédure d'appel et une campagne pour la réparation de son organe, préparant ainsi un procès public sur son droit à publier un journal et en défense des deux camarades emprisonnés. Tous ceux qui ont défendu la révolution iranienne contre l'impérialisme et se sont opposés à l'agression des forces irakiennes doivent apporter leur soutien aux camarades Bahram Ali Atai et Mohammed Bagher Falsafi.

Le Comité exécutif international (CEI) de la IVE Internationale et toutes les sections et organisations sympathisantes lancent un appel urgent à développer une campagne parmi les sympathisants de la révolution iranienne pour obtenir la libération des camarades Bahram Ali Atai et Bagher Mohammed Falsafi.

Des télégrammes peuvent être envoyés à : Hojatolislam Mousavi Tabrizi, Procureur général de la Cour révolutionnaire islamique, Téhéran, Iran.

« En tant que sympathisant de la révolution iranienne et opposant aux menaces du gouvernement américain, je vous conjure de libérer les militants antimonar-chistes et anti-impérialistes, partisans de la révolution iranienne, Bahram Ali Atai et Mohammed Bagher Falsafi, qui sont détenus sans preuves à la prison d'Evin de Téhéran. » (Copie à Jomhuri e Eslami, Téhéran, Iran.)

MEXIQUE

Campagne électorale et construction du PRT

Au cours du mois d'avril, la campagne électorale du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale, a remporté de nouveaux succès : tous les Etats de la côte Atlantique, depuis Tamaulipas (à la frontière avec les Etats-Unis) jusqu'au Yucatan et Quintana Roo (à la frontière avec Belize et le Guatemala) ont été parcourus.

Cette sixième phase de la campagne électorale s'est développée dans certaines régions où la présence du PRT était encore très récente. Cependant, tant du point de vue du nombre des personnes qui ont participé aux meetings que du nombre de militants qui ont demandé leur intégration au parti, le résultat a été spectaculaire.

Deux réunions ont eu lieu dans l'Etat de Tamaulipas, une dans la ville frontière de Matamoros et une autre dans celle de Ciudad Victoria. Plus de 600 personnes ont assisté à la première et plus de 500 à la seconde. A partir de ces deux meetings, la perspective d'un travail politique dans les quartiers populaires et dans les organisations paysannes de l'Etat a été ouverte, et une organisation régionale du PRT dans cet Etat a été constituée.

Mais c'est dans l'Etat de Veracruz que la campagne électorale en soutien à la candidature de la camarade Rosario Ibarra de Piedra — présentée par le PRT et un certain nombre d'autres organisations politiques et syndicales —, a connu son plus grand succès. En quatre jours, il y a eu pas moins de six meetings dans six villes différentes ; à Valapa, avec une assistance de 500 personnes et la formation d'un groupe de sympathisants du PRT de 15 militants venus du Parti communiste mexicain (PCM) ; à Posa Rica, cité pétrolière, avec 2 000 personnes. Après cette réunion, 25 camarades ont demandé leur intégration au PRT, alors que le parti ne disposait que d'un camarade sur place auparavant. La majorité d'entre eux sont des travailleurs du pétrole. A Orizaba, où un meeting a rassemblé 1 000 personnes, un prêtre catholique d'un quartier populaire a enlevé ses habits sacerdotaux en plein meeting pour intervenir en faveur de la candidature de Rosario Ibarra de Piedra. A Cordoba, il y a eu 400 personnes environ. A Palmorillo, zone qui a déjà une longue tradition de luttes paysannes dirigées par le PRT, s'est constituée en plein meeting l'Alliance ouvrière et paysanne de la région de Veracruz. Plus de 25 communautés paysannes et plus de 10 syndicats ont participé à la fondation de cet organisme de lutte qui représente un grand pas en avant dans le processus de centralisation du mouvement.

A Minatitlan, autre cité pétrolière, 700 personnes ont assisté à la réunion

électorale du PRT et 50 d'entre elles ont demandé leur intégration au parti. A Coatzacoalcos, cité pétrolière encore, sur les 500 participants au meeting, une trentaine se sont rapprochés du PRT.

Dans l'Etat de Tabasco, où il n'y avait pas un seul militant du PRT, il y a eu un meeting de 600 personnes et 25 camarades ont demandé à former une organisation régionale du PRT.

Dans le Yucatan, 400 personnes ont assisté au meeting du PRT et 100 pêcheurs ont accueilli chaleureusement Rosario Ibarra de Piedra à Isla Mujeres dans l'Etat de Quintana Roo.

Pour terminer cette étape de sa campagne électorale, le PRT, en accord avec l'organisation des quartiers populaires de Naucalpan dans la capitale (Naucopac), a décidé de participer pour le 1er Mai au rassemblement officiel des centrales ouvrières nationales pour mettre ainsi en question, sur le terrain, la nature de cette manifestation traditionnelle d'appui au président de la République et au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) gouvernemental. Au cours de cette manifestation, nombreux ont été les syndicats qui ont manifesté leur insatisfaction de la politique du PRI et du gouvernement. Ainsi, c'est le Syndicat des travailleurs du métro de Mexico qui a laissé le cortège du PRT-Naucopac s'insérer dans la manifestation aux cris de : « *Unité !* ». Ce cortège de près de 3 000 personnes a pu aussi arrêter la manifestation pendant cinq minutes sous le balcon même du président de la République, José Lopez Portillo, pour crier des mots d'ordre hostiles au gouvernement et en faveur des revendications des travailleurs. Le PRT a ainsi été la seule organisation de gauche à manifester avec les gros bataillons de la classe ouvrière ce jour-là.

La campagne électorale du PRT et le processus de construction du parti s'épaulent mutuellement. Pour mener à bien toutes ces tâches, la campagne est organisée autour d'une brigade du PRT d'une vingtaine de permanents, qui assurent la préparation des meetings à travers tout le pays et consolident les nouveaux contacts politiques du PRT.

URUGUAY

A bas la répression anti-syndicale

Six militants syndicalistes sont en instance de jugement à Montevideo. Ils sont menacés de trois à dix-huit ans de prison en vertu de la Loi sur les associations professionnelles édictées par la dictature.

Il s'agit de Roberto Rodriguez Suarez, 60 ans, travailleur du bâtiment ; de Jorge Frutos Oliva, 28 ans, travailleur du textile (Suitex) ; de Angel Diego Nigro Ortiz, 24 ans, travailleur du bâtiment ; de Ulises Marshall Nigro Ortiz, travailleur du textile (Alpargatas) ; de José Bruzone

et de Miguel Matos Fangio, employés de banque.

D'autre part, Maria Cecilia Duffau Echevarren, 28 ans, employée d'administration, et Alicia Locatelli Miserocchi, 33 ans, employée d'administration également, sont détenues depuis le mois de mars à la Direction de la police de Montevideo sous l'accusation d'« *association illégale* ». Le seul reproche qui leur est fait est d'avoir eu des contacts avec Bibiana Duffau, militante de Paz y Justicia (Paix et Justice), et Gustavo Vasquez, militant syndical dans une entreprise textile. Amnesty International a dénoncé les sévices subis par ces camarades dans son bulletin *Action urgente* numéro 82-86.

Une campagne de défense s'organise en Amérique latine, notamment au Brésil, où circule une pétition signée par de nombreux responsables syndicaux. Les organisateurs de la campagne veulent déposer leur pétition le 27 juin, date anniversaire du coup d'Etat militaire de 1973 en Uruguay.

Télégrammes et pétitions exigeant la libération immédiate des détenus, l'amnistie totale et des informations sur le sort des disparus uruguayens dans le pays même, en Argentine et au Paraguay, doivent être adressés à : Excelentísimo Señor Presidente de la Republica, Teniente General Gregorio C. Alvarez, Casa de Gobierno, Plaza Independencia, Montevideo, Uruguay.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Libération de détenus politiques

L'historien tchécoslovaque Jan Mlynarik a été libéré dans les derniers jours du mois de mai, après un an de détention préventive. Ainsi, avec la libération le 24 mai du philosophe Milan Simecka et de l'ancien président de l'Union des journalistes, Jiri Ruml, toutes les personnes interpellées en mai 1981 ont retrouvé la liberté.

En mars dernier, Eva Kanturkova et Jirina Siklova, ainsi que Jan Ruml et Karel Kyncl, avaient déjà été remis en liberté. Cette décision de libérer, après un an de détention préventive, ceux que le pouvoir avait présenté comme les auteurs d'un « *vaste complot idéologique contre l'Etat socialiste tchécoslovaque* », montre bien le vide du dossier d'accusation.

Une quarantaine de personnes avaient été arrêtées à Prague, Brno et Bratislava, dans le cadre de l'enquête sur les deux Français, Françoise Anis et Gilles Thonon, arrêtés le 29 avril 1981 à la frontière tchécoslovaque et détenus trois semaines sous l'inculpation d'avoir voulu faire passer des documents « *subversifs* » dissimulés dans leur camionnette.

Entre le 29 avril et le 6 mai, date de l'arrestation des Tchèques, les autorités avaient pris le temps de bien sélectionner leurs victimes. Il s'agissait pour la plu-

part de représentants de la gauche de l'opposition, actifs dans la Charte 77 et le Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS), et animateurs des éditions clandestines Petlice.

En tout, dix-sept personnes étaient inculpées, dont sept restaient en prison. Il s'agissait de Eva Kanturkova, Jirina Siklova, Jan et Jiri Ruml, Jaromir Horec, Jiri Müller, Jan Mlynaryk, Karel Kyncl, Miroslav Kusy, Milan Simecka, Jiri Hajek, Ivan Havel, Josef Jablonicky, Karel Holomek, Zdenek Jicinsky, Mojmir Klansky et Olga Havlova. Malgré ces libérations, ces dix-sept personnes restent inculpées et peuvent donc être arrêtées de nouveau à tout moment.

Déjà d'autres membres de la Charte 77 sont dans la même situation. Il s'agit de Jarmila Belikova, Jiri Nemec, Ladislav Lis et Vaclav Maly, eux aussi arrêtés puis relâchés il y a deux ans, et qui restent inculpés. C'est là un des moyens qu'ont trouvés les autorités pour freiner l'action des opposants.

D'autre part, il ne faut pas oublier que Petr Uhl, Jiri Dienstbier, Vaclav Havel, Vaclav Benda et Rudolf Battek continuent à purger leurs longues peines de prison. La bataille pour obtenir leur libération doit continuer.

ILE MAURICE

Victoire possible du MMM aux élections du 11 juin

Des élections législatives devaient avoir lieu le vendredi 11 juin à l'île Maurice. Le dernier scrutin remonte à 1976. La gauche, représentée par le Mouvement militant mauricien (MMM), était alors arrivée en tête, mais avait été privée de sa victoire par une coalition gouvernementale majoritaire entre le Parti travailliste (PT) et le Parti mauricien social-démocrate (PMSD), représentant respectivement les intérêts de la bourgeoisie hindoue et ceux du grand patronat blanc.

Cette coalition s'est maintenue depuis lors, en faisant payer aux masses les conséquences de la crise économique, de la gabegie administrative et de la corruption.

Ces élections de juin surviennent dans un contexte de total essoufflement de ce bloc réactionnaire. C'est au milieu d'une véritable crise de direction que les classes dirigeantes mauriciennes tentent maintenant de faire barrage aux votes populaires.

Le PMSD a d'abord quitté le gouvernement. PT et PMSD ont ensuite éclaté en diverses fractions plus ou moins indépendantes. La droite n'a pu commencer sa campagne électorale avant le début du mois de mai et après maintes péripéties. Les accords de coalition entre cliques et groupuscules se sont faits et défaits à vive allure.

En définitive, le camp réactionnaire va se présenter divisé en deux blocs. Le

PT a fait alliance avec deux petits satellites patronaux, le Rassemblement pour le progrès et la liberté (RPL) et la scission du PMSD connue comme le « groupe François », sous l'étiquette du Parti de l'alliance nationale (PAN). Le PMSD, de son côté, se présentera probablement seul, n'ayant pas réussi à convaincre quelques petites formations encore disponibles sur le marché de l'électoratisme.

Contre ces deux listes se présente la coalition de gauche formée par le MMM et un petit parti bourgeois issu du PT, le Parti socialiste mauricien (PSM). Ces deux partis se sont mis d'accord sur un programme très technocratique de réformes économiques et sociales. Le PSM veut apporter dans ce mariage une image « travailliste » responsable et le MMM, qui se veut lui aussi rassurant depuis plusieurs années, peut prétendre apporter le soutien des travailleurs et des jeunes.

La crise de la bourgeoisie mauricienne permet au bloc MMM-PSM d'envisager une victoire électorale. Il demeure cependant une inconnue que seul le résultat du scrutin éclaircira. La direction du MMM a en effet réduit à sa plus simple expression, depuis plusieurs années, ce qu'avait été la tradition militante et combative de sa base ouvrière et de la jeunesse, afin de se présenter comme un parti respectueux du « consensus social ». Il n'est pas évident que cette politique n'ait pas durablement démobilisé une partie de son électorat.

Le PSM a pu se renforcer en bénéficiant de tous les discours conciliants du MMM. Il n'est même pas impossible qu'une partie de l'électorat populaire, désorientée par autant de discours technocratiques, se disperse de toutes parts entre les trois coalitions. Le PMSD, traditionnellement considéré comme le parti le plus à droite de ce pays, se paie même le luxe de traiter le RPL de la coalition bourgeoise adverse de « parti des patrons ».

La masse des travailleurs et des jeunes attend que soit mis fin à la misère et au chômage. Elle attend le retrait américain de la base de l'île de Diego Garcia. Elle attend l'abrogation des lois répressives. Quel que soit le résultat du scrutin du 11 juin, le futur gouvernement devra compter sur ces exigences populaires.

Si la coalition MMM-PSM remportait la victoire, la majorité de la population aura tendance à attendre de ces directions qu'elles satisfassent les revendications les plus immédiates. Le « consensus social » proposé par la direction du MMM pourrait bien alors connaître quelques difficultés. La droite est consciente de cet enjeu en dénonçant par avance le « danger totalitaire » et la menace que l'île Maurice ne devienne « un nouveau Cuba ».

ABONNEZ-VOUS,
REABONNEZ-VOUS
A « INPRECOR » !

ARGENTINE

Le groupe "Nuevo Curso" et les Malouines

Nous publions ci-dessous quelques extraits de la longue déclaration du groupe marxiste révolutionnaire argentin « Nuevo Curso » (Cours nouveau) à propos de la guerre des Malouines :

(...) L'occupation des Malouines ne peut être analysée séparément de la mobilisation ouvrière du 30 mars. Ces deux événements entrelacés constituent une ligne de partage des eaux. (...) Pour la première fois depuis six ans, des contingents importants de la vieille avant-garde ouvrière et ceux d'une nouvelle avant-garde sont descendus dans la rue, le 30 mars, pour livrer un combat qui, bien que de caractère défensif, par sa généralisation, par la fermeté dont il a fait preuve face à la violence de la répression, montre un chemin qui va dans le sens de la généralisation et de l'approfondissement de la résistance à la dictature militaire. (...)

A partir du 30 mars s'ouvrait une période de dures luttes où la dictature n'aurait pas pu recourir au terrorisme militaro-policié au même niveau qu'en 1976, du fait des risques d'une rupture plus importante du front de la bourgeoisie et de l'approfondissement de l'isolement des hautes sphères de l'armée. (...)

Le 2 avril, la dictature a mis en marche un plan minutieusement élaboré, avec pour objectif fondamental de restaurer le front de la bourgeoisie et d'imposer l'« Union nationale » comme devoir patriotique pour les diverses forces politiques de la bourgeoisie et de la gauche respectueuse, dans le but d'obtenir un plus fort consensus pour la politique des forces armées. De la sorte, il s'est agi de déplacer le centre de gravité d'un (nouveau) grand accord national, avec les militaires comme axe. (...)

Aucun peuple du monde ne peut ne pas exprimer sa solidarité devant la chute d'une position colonialiste, avec tout ce que cela peut représenter, même symboliquement, pour le présent. Si quelque réticence peut naître à la nouvelle occupation des Malouines, c'est du fait que c'est cette dictature qui y a procédé, pour tout ce qu'elle représente comme symbole de la barbarie et comme outrage pour l'humanité. (...)

Vaincre la dictature ! Vaincre Thatcher ! Paix, pain et travail ! Il n'y a qu'une seule manière, pour la classe ouvrière, de sortir de la crise :

1.— La plus grande indépendance de la classe ouvrière envers la dictature, les partis bourgeois et tous ceux qui sont associés aux plans de faim et de misère.

2.— Renforcer les organismes de lutte des usines et des quartiers.

3.— Impulser un plan de lutte pour un salaire minimum vital et l'échelle mo-

bile, pour une assurance contre le chômage.

4.— Des libertés publiques larges et sans restrictions : de presse, d'association, de réunion. Abolition de l'état de siège, de la législation répressive et suppression des corps paramilitaires et para-policiers.

5.— Apparition en vie de tous les détenus et disparus, et libération des prisonniers politiques et syndicaux.

6.— Envoi d'une délégation des usines et des quartiers, des organisations populaires représentatives et tendances révolutionnaires pour s'adresser au mouvement ouvrier anglais, au Parti travailliste, aux syndicats, en vue de mettre fin à ce conflit, et pour exiger le retrait de la flotte impériale et le retour des travailleurs sous l'uniforme.

7.— Que les organisations ouvrières et populaires d'Argentine et de Grande-Bretagne se prononcent pour que les Malouines ne soient plus jamais une enclave du colonialisme britannique.

Entre les travailleurs du monde, nul besoin de médiateurs. A bas Thatcher ! A bas la dictature !

Mai 1982

CHINE

En défense de Lau San Chin

Lau San Chin est un militant actif du mouvement social de Hong Kong depuis une dizaine d'années. Depuis 1979, il a joué un rôle clef dans la campagne de solidarité avec le Mouvement démocratique et socialiste chinois.

En avril de l'an passé, le gouvernement chinois a lancé une vague d'arrestations sans précédent contre tous les principaux membres des différents journaux parallèles du Mouvement démocratique et socialiste chinois. Face à cette offensive, le groupe de solidarité de Hong Kong a répondu par une campagne de dénonciation. C'est alors que le gouvernement chinois a commencé à étendre sa répression au mouvement de solidarité de Hong Kong.

Le 24 décembre de l'année 1981, Lau San Chin s'est rendu à Canton pour visiter les familles des militants du Mouvement démocratique et socialiste chinois arrêtés. Son retour à Hong Kong était prévu pour le 27 du même mois. Il n'est toujours pas revenu et on est sans nouvelles de lui depuis lors.

Plusieurs tentatives pour retrouver sa trace par des canaux officiels ont échoué. Ce n'est qu'en mars dernier, quand un membre de sa famille est allé au Bureau de la sécurité publique de Canton, que des officiers lui ont confirmé oralement l'arrestation de Lau San Chin. Les autorités chinoises ont déclaré à ses parents qu'il avait « violé la loi » et qu'il « n'y

a aucun moyen de le rencontrer, maintenant qu'il fait l'objet d'une enquête ».

Un Comité de défense a été constitué et des fonds sont collectés pour réclamer sa libération. Quand le Comité de défense et les parents de Lau San Chin ont rencontré le représentant à Hong Kong de la République populaire de Chine pour exiger sa libération, il leur fut répondu qu'il devait être transféré de Canton à une autre prison.

Il semble donc probable que Lau San Chin ait déjà été jugé. Le délai de détention le plus long, pour enquête, est en effet de trois mois d'après le Code pénal chinois.

Une campagne internationale pour la libération de Lau San Chin est nécessaire.

Pour plus d'informations, il est possible de contacter le Comité de défense de Lau San Chin, PO Box 89 278, Kowloon City Post Office, Hong Kong.

FRANCE

Le PCI rompt l'unité contre Reagan

Malgré les multiples pressions du Parti socialiste (PS) pour que n'ait pas lieu la manifestation contre Reagan-la-guerre le 5 juin à Paris, celle-ci a été un important succès. Les pressions du gouvernement français pour assurer une bonne tenue du sommet des sept principaux pays impérialistes ont pourtant été telles que Huguette Bouchardeau, dirigeante du Parti socialiste unifié (PSU), qui avait appelé à la manifestation du 5 juin, a accepté l'invitation de François Mitterrand à venir accueillir Ronald Reagan à Versailles... L'unité nécessaire à la bonne réussite de cette initiative anti-impérialiste a d'ailleurs eu du mal à se maintenir jusqu'à son terme. Ainsi, le 1er juin, la direction du Parti communiste internationaliste (PCI), lambertiste, décidait de rompre l'accord unitaire passé avec Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) (*Inprecor* numéro 127, du 31 mai 1982.)

Dans un premier temps, le PCI a repoussé toute discussion sur l'organisation concrète du cortège LCR-LO-PCI dans la manifestation du 5 juin, en la subordonnant à une prise de position publique conjointe « pour dénoncer les provocations d'Action directe » (groupe ultra-gauche). Il est évident qu'il faut savoir protéger une manifestation contre les provocations réelles ou supposées d'où qu'elles viennent, mais le moyen le plus efficace est d'en faire une manifestation de masse, donc de la préparer. Et l'on ne prépare pas une manifestation déjà boycottée par les médias, parce qu'elle gêne le gouvernement Mitterrand-Mauroy, en faisant de la dénonciation d'éventuelles provocations la principale activité de préparation de la manifestation.

Ultérieurement, le 1er juin, le PCI

choisissait une autre argumentation, celle d'un prétendu « double langage » de la LCR. C'est ce qu'affirmait un article paru dans *Informations ouvrières*, où il était notamment écrit : « D'un côté, une position internationaliste, fidèle au programme de la IVe Internationale (lire : la déclaration commune LCR-LO-PCI) ; de l'autre, la soumission aux accords de Yalta et Postdam » (lire : l'Appel des 56 personnalités) ... Et de citer pour « preuves », les initiatives prises par nos camarades dans différentes villes de province, faisant connaître cet appel de personnalités les plus diverses, que la LCR — pour sa part — n'avait pas signé, pour engager l'ensemble des organisations ouvrières, anti-impérialistes et démocratiques à manifester contre Ronald Reagan.

Cette démarche, qui a été celle de la LCR depuis le début, à Paris comme en province, a permis qu'outre les personnalités, appellent à la manifestation de la place Clichy à Paris, de nombreux comités et organisations dont la LCR, LO, le PSU, le PCR, les CCA, l'OCT et ... le PCI.

L'inconsistance de l'attitude du PCI s'éclaire de diverses manières. Tout d'abord, l'appel commun LCR-LO-PCI se terminait par la formule suivante : « C'est sur ces objectifs que nos trois organisations se mobilisent et appellent à renforcer le cortège qu'elles formeront dans la manifestation du 5 juin. » Il n'y avait donc aucune ambiguïté. D'autre part, le PCI avait signé, sans jamais se dédire par la suite, l'affiche d'appel unitaire à cette manifestation aux côtés de toutes les organisations et comités qui y appelaient.

Ce que le PCI reproche à la LCR c'est que, tout en menant campagne sur ses propres positions et en essayant d'obtenir un accord avec les organisations se réclamant du trotskysme sur les mots d'ordre et le cadre général de cette manifestation, les militants de la LCR se soient partout fait l'écho de toutes les prises de positions en faveur de cette manifestation pour assurer le succès du 5 juin. Ce qui n'a pas exclu l'apparition politique propre de la LCR et de LO.

Mal à l'aise par rapport à une manifestation dont le gouvernement ne voulait à aucun prix, gêné face à une LCR engagée à fond dans la préparation de cette échéance anti-impérialiste, le PCI a essayé de se tirer d'affaire par une petite manœuvre assez pitoyable. Lors de son meeting central du vendredi 4 juin au soir, les militants du PCI apprirent qu'il n'était plus question de manifester, même sous leurs propres mots d'ordre, le 5 juin avec les milliers de personnes attendues, mais d'organiser une manifestation secrète et surprise du seul PCI à Montparnasse, le 5 juin à 11 heures du matin ... L'annonce de cette petite entreprise de division n'a d'ailleurs été que peu applaudie. Elle se soldera le lendemain par une cuisante sanction politique : 700 militants du PCI, seuls dans les rues désertes, alors que plus de 20 000 personnes, dont environ un tiers sous les banderoles de la LCR et des JCR, manifestaient l'après-midi, place Clichy, contre Reagan-la-guerre.



Par dizaines de milliers en Europe contre Reagan-la-guerre

PARIS - ROME -

ANVERS - LONDRES

● **FRANCE** : plus de 20 000 manifestants ont défilé toute l'après-midi à travers Paris. Le boycott systématique des médias, les pressions multiples du Parti socialiste (PS), l'abstention du Parti communiste (PCF) pouvaient annoncer une marginalisation de cette initiative. Pourtant, cette manifestation a été la plus puissante manifestation anti-impérialiste depuis de nombreuses années. La banderole de tête indiquait : « Non à la course aux armements ! Non à l'oppression des peuples ! ».

Malgré le désistement de dernière minute du Parti communiste internationaliste (PCI), l'accord maintenu entre la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO) a permis, avec les cortèges des comités de solidarité avec l'Amérique centrale et le Comité contre le nucléaire, de former un pôle largement majoritaire de la manifestation autour du mot d'ordre contre Reagan-la-guerre, pour le soutien aux luttes en Amérique centrale, contre le sommet des riches de Versailles, contre l'impérialisme français et pour le retrait des troupes françaises d'Afrique et des DOM-TOM.

Particulièrement dynamiques et colorés, les cortèges de la LCR et des JCR regroupaient dans leurs rangs près d'un tiers de la manifestation. La presse a d'ailleurs été obligée d'en convenir. *Libération* du 7 juin note : « Et puis, fermant le ban, l'imposant cortège de la LCR : 5 000 militants mobilisés dans plusieurs villes de France qui scandent "Reagan c'est la guerre, Reagan c'est la crise, à bas l'impérialisme yankee !" , ou encore "Du Salvador aux Malouines, un seul ennemi : l'impérialisme !" ».

De son côté, le *Matin de Paris*, qui reflète les positions des socialistes français, reconnaissait : « Un important cortège unitaire de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière clôturait cette manifestation ... »

En fin de parcours, parmi les person-

nalités qui ont pris la parole pour conclure cette manifestation, notre camarade Hugo Blanco, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) du Pérou, a été vivement applaudi quand il a dénoncé les exactions de l'impérialisme en Amérique centrale.

● **ITALIE** : près de 150 000 personnes le 5 juin à Rome. Les délégations les plus impressionnantes venaient du sud du pays, et en particulier de Sicile, où doivent commencer prochainement les travaux de construction des bases de missiles *Cruise*. Comiso est devenu le cri de ralliement de toutes les mobilisations contre la course aux armements nucléaires dans la péninsule. « *Comiso ne veut pas devenir l'Hiroshima de demain !* », lisait-on sur la grande banderole qui ouvrait le cortège. La manifestation était particulièrement combative, notamment les cortèges de la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale, et de Democrazia Proletaria (DP), qui avaient centré leurs mots d'ordre contre l'OTAN et contre l'agression américaine en Amérique centrale.

Malgré les efforts déployés par les directions du Parti communiste italien (PCI) et du Parti d'unité prolétarienne (PDUP) pour maintenir la balance strictement égale entre la dénonciation de l'impérialisme et de la politique soviétique, d'importants secteurs des cortèges de la Fédération des jeunes communistes (FGCI) et du PCI avaient pris comme cible Reagan-la-guerre.

La mobilisation du 5 juin a été moins importante que celle d'octobre dernier, qui avait rassemblé 300 000 personnes à Rome. Cela est dû en partie à la politique des promoteurs du Comité de la paix (PCI et PDUP), qui ont tout fait pour réduire l'ampleur de la mobilisation et lui conférer un caractère pacifiste symbolique. Mais cela est aussi dû au fait que l'Italie avait déjà été paralysée jeudi par une

grève générale qui avait vu descendre plusieurs centaines de milliers de travailleurs dans la rue.

● **BELGIQUE** : 10 000 personnes ont manifesté le 5 juin à Anvers contre l'installation des missiles *Cruise* et *Pershing*, premier pas vers le désarmement unilatéral. Ce rassemblement était organisé par le Comité flamand contre l'armement nucléaire. Des délégations de Wallonie se sont aussi jointes à la mobilisation.

La Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale, a participé à cette manifestation avec ses propres mots d'ordre, sans pour autant signer l'appel au désarmement bilatéral qui avait servi de plateforme unitaire d'appel à la manifestation.

● **GRANDE-BRETAGNE** : 250 000 personnes à Londres pour la manifestation organisée par le comité Campaigne pour le désarmement nucléaire (CND) autour des mots d'ordre : « *Non aux missiles Cruise et Trident !* », « *Pour une Europe sans nucléaire !* ».

Derrière les banderoles de *Socialist Challenge*, organe de l'International Marxist Group (IMG), section britannique de la IVe Internationale, et de *Revolution*, un millier de manifestants scandaient « *Grande-Bretagne hors des Malouines !* », « *US hors d'Amérique centrale !* » et « *A bas Reagan !* ».

La manifestation comprenait de nombreux jeunes, mais aussi de nombreuses sections syndicales de base et des branches locales du Parti travailliste. La manifestation était d'ailleurs soutenue par le Comité exécutif national du Parti travailliste.

Dimanche matin, le conseil municipal du Grand-Londres a décrété la région sous sa juridiction zone dénucléarisée. 138 conseils locaux ont maintenant fait de même, y compris tous ceux du Pays de Galles.